



TISSER LA CONFIANCE

DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Un engagement ignoré, un défi politique



question de ville
association des directeurs
des centres de ressources
de la politique de la ville

PAROLES ET PARCOURS D'HABITANTS
3^e RAPPORT NATIONAL | NOVEMBRE 2016

TISSER LA CONFIANCE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Un engagement ignoré, un défi politique



**question
de ville**
association des directeurs
des centres de ressources
de la politique de la ville

PAROLES ET PARCOURS D'HABITANTS

3^e rapport national / novembre 2016 —

UN GRAND MERCI

... aux habitants de :

- Lingolsheim dans le Bas-Rhin,
- Neuilly-sur-Marne en Seine-Saint-Denis,
- Éragny-sur-Oise et Garges-lès-Gonesse dans le Val d'Oise,
- Paris XIII^e,
- Montbéliard, Bavans, Audincourt, Béthoncourt, Étupes, Valentigney, Sochaux, et Grand-Charmont dans l'agglomération du Pays de Montbéliard dans le Doubs,
- Nancy en Meurthe-et-Moselle,
- Folschviller, Hombourg-Haut, Sarreguemines en Moselle,
- Marseille dans les Bouches-du-Rhône,
- Creil dans l'Oise,

... aux représentants des associations et services, aux acteurs du réseau des centres sociaux et des centres de ressources politique de la ville ci-dessous :

Centre social et culturel L'Albatros à Lingolsheim, Centre social Louise Michel à Neuilly-sur-Marne, Centre social Maison de La Challe et Centre social Maison des Dix Arpents à Éragny-sur-Oise, Centre social les Doucettes à Garges-lès-Gonesse, Centre social 13 pour tous à Paris, service politique de la ville de l'agglomération du Pays de Montbéliard, MJC de la Petite Hollande et Maison de quartier Léo Lagrange à Montbéliard, Maison pour tous à Bavans, MJC Saint-Exupéry à Audincourt, Centre social de Béthoncourt, Maison de quartier d'Étupes, Centre social de Valentigney, MJC de Sochaux, Association des œuvres éducatives de Grand-Charmont, Centre social et culturel La Clairière à Nancy, Centre social Marcel Martin à Folschviller, Centre social Mosaïque à Hombourg-Haut, Centre socioculturel de Sarreguemines, Centre social Saint-Gabriel à Marseille, Centre social Georges Brassens à Creil,

Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV), Citoyens et Territoires Grand Est, Profession Banlieue, Pôle ressource Ville et développement social du Val d'Oise, Trajectoire Ressources, Espace picard pour l'intégration,

Fédération des centres sociaux et socioculturels du Bas-Rhin, Fédération de Seine-Saint-Denis, Fédération du Val d'Oise, Fédération de Paris, Fédération de Moselle, Union des centres sociaux de Lorraine,

... à Catherine Foret qui, dans un grand respect de l'esprit de la démarche et depuis le début de cette belle aventure, nous prête sa plume,

... et au Commissariat général à l'égalité des territoires pour son soutien.

SOMMAIRE

Préface	5
Avant-propos	7
Comment j'ai pris ma place	11
Avant, même pour parler avec les autres, j'avais peur	12
On croit qu'on n'est bon à rien, mais non, on est très riche !	13
J'ai vécu un rêve... et ça m'a transformée	13
À 48 ans, j'ai été obligée de rechercher un travail	14
Sans cette aide, je me serais mariée et j'aurais eu des enfants très jeune	15
À l'époque, je voulais détruire la société, aujourd'hui, je construis	17
Ce concours, c'est pour montrer aux gens qu'on peut faire quelque chose dans la vie	18
Le déclic des belles rencontres	19
Ma voisine, le postier, la directrice de l'école...	20
De l'importance du "facteur humain"	22
Équipements publics et tissu associatif : un terreau propice	25
Héros du quotidien, quel est votre secret ?	29
Le goût des autres	30
On m'a aidé, aujourd'hui c'est moi qui aide	32
On a hérité de valeurs que l'on veut transmettre	35
Le quartier, on le connaît par cœur	39
J'ai toujours été indignée par les injustices de ce monde	44
Les voies de l'alchimie	47
Accorder sa confiance, pour provoquer la confiance en retour	48
Être à l'écoute	52
Donner. De son temps, un toit, de l'argent...	54
Ne pas hésiter à "sortir du cadre"	57
Orienter, conseiller, partager son savoir	59
Encourager et accompagner, plutôt qu'assister	65
Faire voir du pays et offrir du plaisir	70
Quels relais militants et institutionnels ?	75
Quand on aide autrui, on s'aide soi-même	77
Mais il y a beaucoup de barrières	80
Reconnaître la relève et s'unir, pour décupler nos forces	85
Regard des professionnels	89
Tisseurs de confiance	91
Six propositions...	93
ANNEXES : Fiches d'identité des quartiers mobilisés	99

PRÉFACE

Ce qu'on lira dans cet ouvrage n'est pas un livre de recettes, un catalogue de miracles. Mais le récit de personnes qui ont pu échapper au sort que leur "assignation" dans un quartier populaire rendait probable, en raison de la pauvreté, du désamour de soi, de la solitude, de l'amertume. Elles nous disent, ces personnes, comment elles sont passées à autre chose dans leur existence, comment elles ont mis le bonheur dans leur vie. Des histoires de passé dépassé ; de passages, et de passeurs. De l'ordinaire du malheur devenu, à la force du poignet, de l'extraordinaire c'est-à-dire de l'ordinaire du bien-être. Ces histoires en mouvement nous apportent trois enseignements.

Ceux qui témoignent ici des changements de leur vie peuvent dire, mieux que personne, à ceux qui traînent après eux les lourdeurs de leur condition, que rien n'est définitif, que rien n'est irréversible. Le destin se renverse ; le sort se construit. À ces enfants désorientés par des apprentissages insurmontables, à ces adultes honteux de n'être pas comme les autres, il faut dire, contrairement aux idéologues, aux donneurs de conseils, aux experts de tout poil, aux médias simplistes, aux observateurs à la va-vite que le bonheur de la « vraie vie » est à leur portée. C'est-à-dire la dignité, le respect de soi et des autres, l'adhésion à des valeurs partagées.

Le deuxième enseignement s'adresse aux "passeurs". Ils sont nombreux, ceux que le rapport découvre instruments du cheminement d'autrui. Mais ils sont bien modestes et surtout souvent peu conscients des effets de leur regard bienveillant sur ceux qu'ils rencontrent. Beaucoup même diraient qu'ils n'y sont pour rien. J'ai toujours cru, qu'en matière sociale, l'échec est souvent bruyant et qu'il existe une forte propension, surtout de ceux qui ne font rien, à en rechercher ses causes ; mais la réussite est souvent silencieuse. Pourtant, il faut en convaincre ces militants qui en ont été les instruments imaginatifs et constants. Chez ceux-là, l'irrésolution de l'État et des collectivités publiques à l'égard des quartiers déshérités a suscité beaucoup de découragement et de déception. Beaucoup se sont interrogés ; d'autres ont renoncé. Ce que livre ce rapport est un encouragement concret et une réponse aux interrogations. Les valeurs de fraternité n'ont rien perdu de leur actualité, le militantisme est utile, l'engagement n'est jamais perdu. Le rapport qu'on va lire est une incitation à être et à faire.

Reste le rôle, précisément, des institutions publiques. Le troisième enseignement du rapport est qu'elles apparaissent bien peu dans l'infléchissement des trajectoires sociales. Certes, on trouve des agents publics qui ont joué un rôle décisif, tel cet admirable fonctionnaire de la poste du Haut-du-Lièvre. Chacun de nous en a rencontré, de ces agents de l'ANPE (Pôle emploi), de ces professeurs, de ces fonctionnaires de police, de ces assistants sociaux... Mais beaucoup agissaient en franc-tireur, malgré les pesanteurs de leur administration, dans l'ignorance souvent qu'ils n'étaient pas seuls à agir. Des politiques ont été conçues ; des administrations ont été adaptées. Creil escapade n'est pas la seule chance qui ait été donnée aux collégiens d'aller à l'étranger. Mais les institutions ne se sont pas suffisamment transformées pour que, d'une part, chaque agent puisse être outil de transformation sociale et pour que, d'autre part, chaque personne déshéritée puisse se reconnaître en elles.

À l'État et aux collectivités territoriales, ce rapport doit donner envie de peser l'ampleur de leurs efforts et de mesurer ce qu'il leur reste encore à accomplir. Cette analyse est, dans la France d'aujourd'hui, beaucoup plus nécessaire que les discours mille fois ressassés sur la peur et la sécurité.

Jean-Marie Delarue

Ancien délégué à la ville et au développement social urbain

AVANT-PROPOS

Depuis 2011, la Fédération des centres sociaux de France et Question de Ville, association des directeurs des centres de ressources politique de la ville, ont engagé une démarche de coopération pour favoriser le dialogue entre les professionnels de leurs structures et les habitants autour de “l’état des quartiers”. Cette collaboration a permis l’édition de deux rapports biennaux dont l’enjeu premier et essentiel était de “faire entendre” les territoires de la politique de la ville et d’interpeller les décideurs des politiques publiques sur les situations vécues par les habitants. C’est dans cet esprit que les deux premiers rapports ont été publiés.

- *On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités* (septembre 2012)

- *Ils ne savent pas ce qu’on pense...* (octobre 2014)

À peine trois mois après la publication du 2^e rapport, la France était secouée par les attentats contre Charlie hebdo. Au-delà de leur condamnation, bien évidente pour tous, il devenait encore plus important de lutter contre la stigmatisation des quartiers populaires et de leurs habitants, plus que jamais renvoyés à une image dégradante. Comment faire entendre que les habitants de ces quartiers ne sont pas le problème, mais une partie de la solution ? Comment les acteurs de terrain, centres sociaux ou professionnels de la politique de la ville, peuvent-ils accompagner les habitants à prendre la parole face cette stigmatisation grandissante des quartiers, mais aussi pour dire “leurs vérités” de ce qui s’y vit ?

Les quartiers populaires porteurs de ressources

Très vite a émergé l’idée de consacrer ce troisième rapport à tout ce qui, dans ces quartiers, va à l’encontre des idées reçues. À toutes ces ressources dont ils sont riches et dont on parle si peu, et si rarement... On le sait depuis longtemps, les quartiers sont porteurs de ressources : leurs habitants, bien sûr, mais aussi toutes ces personnes qui y agissent au quotidien, dans toute leur diversité (responsables associatifs, culturels, adultes-relais, figures militantes locales, certains commerçants, etc.).

Des ressources qui peuvent contredire cette espèce de fatalisme qui pèse sur les quartiers populaires, présentés presque exclusivement comme des lieux d’échec dont il faudrait partir au plus vite pour gagner un avenir meilleur.

Aussi, le pari de ce rapport était-il de mettre en évidence ce qui fait levier dans les quartiers en donnant la parole aussi bien à des habitants qui y ont grandi et fait des rencontres qui leur ont permis de modifier un chemin qui semblait tout tracé, qu’à toutes ces personnes qui leur ont donné confiance et ont marqué leur parcours.

Ces personnes, nous avons choisi de les appeler des “passeurs” : passeurs de paroles, passeurs de relations, passeurs de culture, passeurs de confiance, passeurs entre les personnes et les institutions... De manière plus ou moins informelle, ils facilitent ce passage entre le “dedans” des quartiers, avec toutes leurs difficultés économiques, sociales et urbaines qu’on ne peut occulter et qui ont été largement exprimées dans le premier rapport, et le “dehors”, ce monde qui semble si inaccessible aux jeunes rencontrés dans le cadre du deuxième rapport. Passage également entre un vécu qui semble déjà tracé, prévisible et de nouvelles voies possibles, qu’elles se construisent hors du quartier ou dans le quartier.

Qui sont ces passeurs ? Agissent-ils de manière isolée ou au sein de collectifs ? Ont-ils des engagements militants, associatifs ou syndicaux par exemple, qui leur donneraient confiance dans la capacité de chacun à transformer le quotidien et les prédisposeraient ainsi à remplir ce rôle ?

Habitent-ils le quartier ? L'ont-ils habité avant ? Ont-ils conscience du rôle qu'ils jouent pour le quartier et ses habitants ?

En quoi ces passeurs permettent-ils de faire société dans une France qui, en dépit de discours trop souvent stigmatisants, est riche de sa multiculturalité ? En quoi favorisent-ils le vivre ensemble et les liens entre les personnes ? Qu'est-ce qui fait qu'ils sont devenus passeurs ? En quoi les pouvoirs publics peuvent-ils freiner l'émergence de ces engagements ou, au contraire, les soutenir ?

Que nous apprennent les personnes rencontrées sur ce rôle de passeur ? S'agit-il d'être un point d'ancrage pour le quartier, proche des habitants ? Un passeur de seuils qui permet à des personnes d'avancer, de dépasser les points de blocage, de les contourner ? Un passeur de valeurs, d'une parole forte, qui va transmettre... ? Est-ce un passeur de frontières, un passionné qui emmène les personnes ailleurs, au-delà de leurs frontières géographiques ou culturelles ?

Comment recueillir cette parole ?

Toutes nos interrogations ont eu une incidence sur la méthode d'élaboration de ce rapport. Nous voulions poursuivre la démarche "paroles d'habitants des quartiers" pour montrer qu'au-delà des individus, ce sont des groupes, des collectifs qui prennent sens. Nous ne voulions pas seulement rendre compte du vécu et de l'initiative de passeurs, au risque de faire un rapport centré sur des individualités. Comment réussir à montrer les dynamiques collectives à l'œuvre dans les quartiers ?

Aussi, ce troisième rapport a-t-il nécessité de nombreuses discussions entre les professionnels des centres sociaux et ceux de la politique de la ville pour préciser leurs questionnements, définir des critères pour repérer les participants à la démarche – habitants et passeurs – et échanger sur des méthodes d'animation des rencontres, permettant d'articuler des récits de vie à des échanges plus collectifs autour du quartier et de ses ressources.

Ce travail d'approche du sujet était essentiel pour mettre en œuvre la démarche. Elle s'est organisée selon des modalités et sur des temps différents selon les lieux : animation collective avec un groupe d'habitants du quartier pour tenter de repérer les personnes ou les actions qui ont ou ont eu un rôle déterminant pour eux ; entretiens, individuels ou collectifs, avec les personnes citées ; rencontre avec l'ensemble des personnes sollicitées, dans l'idée de revenir sur les différents échanges et de faire remonter un message positif, voire des propositions aux pouvoirs publics afin de sortir des images misérabilistes et trop souvent négatives des habitants des quartiers et de les considérer comme une partie de la solution.

Une parole issue des quartiers populaires

Les personnes qui s'expriment dans ce rapport vivent ou agissent toutes dans des quartiers de la politique de la ville. Ceux-ci n'ont pas été choisis parce qu'ils seraient représentatifs ou parce qu'ils témoigneraient d'une quelconque exhaustivité : la démarche s'est construite, comme pour les deux premiers rapports, sur le volontariat de centres sociaux ou de centres de ressources politique de la ville.

Ces territoires appartiennent à l'Île-de-France (Neuilly-sur-Marne, Éragny-sur-Oise et Garges-lès-Gonesse, Paris XIII^e), la Bourgogne Franche-Comté (9 sites de Montbéliard agglomération), la Picardie (Creil), la Lorraine (Nancy, Sarreguemines, Folschwiller, Hombourg-Haut), l'Alsace (Lingolsheim), la Provence-Alpes-Côte d'Azur (Marseille, quartier Saint-Gabriel Bon Secours). Au total, les vingt structures qui se sont engagées dans la démarche sont toutes situées sur des territoires signataires d'un contrat de ville ou bénéficiant d'une opération de rénovation urbaine : deux quartiers de moins de 1 000 habitants sont des quartiers dits en "veille active" (Champerriet

et La Montagne, dans l'agglomération de Montbéliard), les autres étant des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Tous ces quartiers présentent une forte homogénéité en termes de caractéristiques sociodémographiques : jeunesse de la population, niveau de ressources, de formation¹.

- Ce sont des quartiers "jeunes" puisqu'en moyenne 25% de leur population a moins de 15 ans contre 17,5% au niveau national, avec des écarts significatifs entre ces vingt quartiers puisque ceux de Sochaux ou de Paris comptent 16% de jeunes de moins de 15 ans alors que ceux de Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise ou de Creil en comptent près de 30%.
- Ce sont des quartiers dont, en moyenne, 71% de la population n'a aucun diplôme ou un diplôme de niveau inférieur au Bac (contre 56% au niveau national). Là encore, les écarts sont significatifs entre les sites de Lorraine qui présentent un score de 85% et les sites de l'agglomération du Pays de Montbéliard.
- Ce sont des quartiers dont les revenus disponibles atteignent, en moyenne, 1 060 € par mois par unité de consommation. Dans les revenus disponibles sont pris en compte tous types de revenus : les revenus d'activités (60%) et les prestations sociales (20%), les autres revenus étant essentiellement les pensions et retraites. Les revenus sont donc très faibles et le taux de pauvreté en 2012 (soit moins de 1 006 € par mois) atteignait 42% de la population de ces différents quartiers.
- Ce sont, enfin, des quartiers fortement touchés par le chômage puisque la part des ménages concernés par au moins une allocation chômage en 2011 est en moyenne de 28%. Elle n'était que de 20% en 2009.

Mais cette présentation quelque peu uniforme et à charge des territoires qui sont à la source de ce rapport ne saurait en aucun cas rendre compte de leur diversité et occulter la vie – et la vitalité – dont ne rendent jamais compte les statistiques.

Comme le disait Jean-Marie Delarue, « *il me semble que [les quartiers] sont victimes aujourd'hui de la force des images qui leur collent à la peau alors que la réalité ne révèle que des histoires et des géographies différentes, des humains, des hommes, des femmes... ayant chacun et chacune leur personnalité... La réduction des cités à quelques clichés qui sont toujours les mêmes constitue une première violence à l'attention de ceux qui les habitent, de les considérer comme interchangeables ou comme passe-partout. Heureusement, les quartiers ne se réduisent pas à ces quelques clichés-là et il faut saluer leur diversité et en tenir compte.*² »

C'est à l'écoute de cette diversité, de cette parole plurielle, parfois contradictoire mais toujours bienveillante, que ce rapport vous invite.

C'est aussi à l'écoute de cette réalité, de ces ressources, qu'il nous faut penser ou accompagner (selon la place que nous occupons) les politiques publiques afin que les actions menées viennent en renforcer les atouts et non les freiner, voire les rendre inefficients au risque de créer de la désespérance ! Regarder différemment ces quartiers, ceux qui y habitent et ceux qui y travaillent, c'est le défi auquel nous sommes confrontés !

Bonne lecture.

¹ Dans un souci de cohérence des informations, toutes les données présentées sont issues du SIG Ville et datent de 2011 / 2012

² In : Jean-Marie Delarue, *La politique de la ville, une partition inachevée, Profession Banlieue, 2003.*



**COMMENT
J'AI PRIS**

MA PLACE



« J'habite le quartier, j'ai grandi ici, et maintenant, je suis ingénieur à la SNCF. »

GARGES-LÈS-GONESSE

 25 ans

Avant, même pour parler avec les autres, j'avais peur

« Avant, je ne sortais pas, j'avais les enfants, ils étaient petits, je les gardais. Je ne faisais que le nécessaire : faire des courses, aller au marché, et après : tout le temps à la maison. C'était la routine. À tel point qu'à un moment, j'ai fait une dépression. Même pour parler avec les autres, j'avais peur parce que je ne parle pas bien le français. Et je sentais que si je parlais, ils allaient se moquer de moi. (...) Ça faisait des années que j'amenaient mes enfants à la Halte Jeux, au centre social. Un jour, j'ai rencontré S. à la porte. Elle m'a dit : "Il y a des ateliers, il y a des sorties..." Et dès le premier jour aux ateliers, ça a tout changé. J'ai trouvé ce moment pour moi, pour faire des trucs que j'aime bien. Maintenant, je suis bénévole au centre et presque tout le temps là. Je dirige l'atelier création. Mon mari me dit : "Le ménage n'est plus fait !" Un jour, il va me mettre dehors ! Mais quand même, on sent qu'on fait quelque chose d'intéressant... » (Neuilly-sur-Marne, F. 39 ans)

Habiter une cité, un quartier populaire, en France aujourd'hui, est-ce être condamné à un itinéraire tracé d'avance, à un destin écrasant, dont on ne pourrait s'arracher autrement qu'en quittant les lieux ? Faudrait-il renoncer à tout ce qui nous attache à ce territoire de vie, aux multiples liens qui nous ont nourris et qui ont fait de nous ce que nous sommes, pour « devenir quelqu'un » ? Un certain discours semble l'affirmer, qui décrit à l'envi ces quartiers comme des lieux d'échec et se complait dans le tableau noir de tout ce qui y fonctionne mal. Voir les choses ainsi, c'est se donner peu de chance de les changer, sinon par la solution radicale de la démolition. Raser les quartiers, les faire disparaître du paysage, en imaginant que les problèmes — et pourquoi pas le peuple — disparaîtront du même coup.

Ceux qui y vivent dénoncent sans relâche cette vision négative que les médias, mais aussi certains professionnels et responsables politiques livrent de leur quartier : « On ne parle que de ce qui ne va pas », déplorent-ils depuis des années. « On ne montre que les voitures qui brûlent... » « Les médias entretiennent cette mauvaise réputation qui nous colle à la peau. » « Alors que nos quartiers sont tellement riches ! » D'une richesse humaine qui fait défaut sur bien d'autres territoires de vie...

« Il y a de la valeur dans les quartiers, je vous assure, il y a de la valeur ! »

LINGOLSHEIM

 38 ans

Prenant au mot tous ceux qui, sans être naïfs, sans nier les difficultés à vivre ensemble, luttent pour changer les choses ici et maintenant, nous sommes partis voir ce qu'il en était de cette autre réalité des quartiers. Quelle est exactement cette richesse dont parlent de si nombreux habitants ? Est-ce seulement de la convivialité, de la chaleur humaine, qui aide à supporter l'adversité ? Des pratiques "spontanées" de solidarité, liées aux mondes populaires ? Ou bien peut-on y voir davantage ? Des ressources, des compétences, des savoir-faire, sur lesquels il serait possible de s'appuyer pour construire collectivement des solutions face aux inégalités et aux injustices sociales qui divisent notre société ?

On croit qu'on n'est bon à rien, mais non, on est très riche !

« Avant, on m'appelait la muette. Vous voyez, j'ai rattrapé ! Je ne suis plus muette, au contraire. J'ai eu un parcours difficile, très, très difficile, tellement que je ne veux pas en parler. Mais j'aime la vie. Aujourd'hui, j'ai trois enfants, je me sens bien... J'ai toujours 20 ans ! Et maintenant, ce qui m'importe, c'est de faire des actions. J'aide les réfugiés politiques. Je vois comment ils vivent..., c'est trop difficile. (...) C'est pour ça que je ne veux plus perdre mon temps. On n'a plus le temps de faire n'importe quoi, de dire n'importe quoi. Je veux dire... qu'il faut avoir de l'espoir. On croit qu'on n'est bon à rien, qu'on n'est pas capable, parce qu'on a eu des échecs scolaires. Non, non, on est très riche, on est très curieux, et quand on est curieux, on apprend. Il ne faut pas baisser les bras. Quand on a la volonté et l'envie, il n'y a pas de problème, on passe partout ! » (Marseille, F. 56 ans)

« Il y a des gens du quartier, au jour d'aujourd'hui, qui sont à Polytechnique », témoigne de son côté un homme de 38 ans dont l'immeuble, dans l'ancienne cité des Hirondelles à Lingolsheim, a été démoli. Élu depuis au conseil municipal de cette commune de l'Eurométropole de Strasbourg, qui compte près de 20 000 habitants et où la rénovation urbaine bat son plein, il cite le cas d'un couple de ses amis qui ont eux aussi habité le grand ensemble des années 1970, aujourd'hui presque entièrement rasé : « Ils ont eu deux filles : l'une a un doctorat en pétrochimie et la deuxième est docteure en physique nucléaire ! Donc, on peut réussir, tout dépend comment on se positionne. »

« Je voulais m'en sortir et être heureuse. Ce n'est pas parce que j'ai eu un mauvais passage... Je veux vivre ma vie, maintenant ! »

MARSEILLE

 50 ans

Formidable, a-t-on envie de dire ! Mais est-ce que ce ne sont pas là de rares exceptions ? Et sinon, que dire de ces trajectoires exemplaires ? Comment expliquer ces petits miracles, là où se dressent a priori tant d'obstacles ? Dans ces quartiers où l'on n'a pas les moyens de voyager, d'aller facilement au-devant d'autres milieux ; sur ces territoires où l'on se sent souvent enfermés, victimes de ségrégation ou de racisme institutionnel ; où l'échec scolaire et la précarité sont le lot de trop nombreuses familles... Qu'est-ce qui fait que Fatiha, Nordine, Nathalie, Anna, Kamel et tant d'autres de ceux qui témoignent dans cet ouvrage ont réussi à franchir les barrières qui obstruaient leur chemin ?

J'ai vécu un rêve... et ça m'a transformée

« S'il n'y avait pas eu Creil Escapade, je n'aurais pas pu aller en vacances. Et quand on ne part pas en vacances, on rêve... Moi, c'était quitter la France : j'en rêvais ! Et un jour, je suis partie avec des élèves de mon collège, trois semaines en Grèce. Puis une autre fois, à Venise, en Italie. Très joli, Venise. On portait en train, depuis la gare de Creil, avec nos gamelles, nos bouteilles de gaz, les tentes, les boîtes de conserve... Pour dormir, dans le train, ce n'était pas terrible. On portait pas mal de choses dans nos sacs. Mais on était toujours contents ! (...) C'est bien, parce qu'on se découvre différemment que dans le milieu scolaire. Et on découvre des choses qu'on ne connaît pas, même sur notre propre personne. Je ne savais pas que je pouvais vivre en communauté, par exemple. C'est dur de vivre avec cinquante personnes pendant trois semaines les uns sur les autres. Et en plus, on était gamins : à 17 ans, on s'énerve pour rien, il y a des hauts et des bas... Mais

c'était une belle expérience. Ça m'a appris à être plus ouverte. On ne se juge pas, on n'est pas jugé, on s'écoute. (...) Ça nous a permis aussi de respecter les autres. Parce qu'il y a des grandes personnes qui ne sont pas des parents. À l'époque, je ne respectais pas ma maman, ça m'a ouvert les yeux par rapport à ça. Et puis on découvre des paysages à couper le souffle. Beaucoup de vieilles pierres, beaucoup de marches ! C'est vraiment une autre vie. C'est apprendre à vivre ensemble, à s'aider, à s'unir : ça fait grandir. (...) J'ai vécu un rêve, même si on n'était pas dans un hôtel cinq étoiles et si ce n'était pas toujours facile. Et ça m'a complètement calmée. J'étais une fille très turbulente, je ne travaillais pas à l'école. Je suis partie, et puis après, je suis restée six trimestres première de ma classe ! Ce doit être l'air de la Grèce qui m'a rendue meilleure ! Je suis revenue de là-bas, déjà, toute bronzée, mais aussi transformée mentalement. » (Creil, F. 24 ans)

Pour mieux saisir ce qui manifestement ne relève pas du hasard, nous avons écouté des femmes et des hommes raconter leur vie, et plus précisément les « passages » qui les ont transformés. À plusieurs, ou chacun de son côté, les unes et les autres ont expliqué comment ils ont, à un moment donné, changé de cap. Comment ils ont découvert de nouveaux horizons, pris leur vie en main et, finalement, fait mentir l'idée de fatalité.

Parce qu'on est né dans les quartiers Nord de Marseille, dans une cité de Creil ou dans la banlieue de Nancy ; parce qu'on n'a pas réussi à l'école ou que l'on parle mal le français ; parce qu'on a traversé des épreuves qui vous ont mis à terre..., on devrait renoncer à avancer, désespérer de réussir sa vie ? « Non, non et non ! », se sont insurgés celles et ceux qui ont participé à l'aventure de cet ouvrage. On peut rebondir. La preuve : nous l'avons fait. Et nous allons vous expliquer comment.

À 48 ans, j'ai été obligée de rechercher un travail

« Je suis arrivée dans le quartier en 1961. J'avais 23 ans, je ne savais pas parler le français. Seulement l'italien. Donc, très difficile quand je me suis installée. Mon mari était mineur, on est venus d'Italie directement : voyage de noces à Folschviller ! Heureusement, j'ai eu de bons voisins français qui m'ont tout de suite acceptée. J'ai commencé à parler le français, j'ai appris à me débrouiller toute seule. Ensuite, la famille s'est agrandie : j'ai eu trois enfants. Ils allaient à l'école, la dame m'aidait pour les dictées... Et puis, à 48 ans, j'ai eu le malheur que mon mari tombe malade. J'ai été obligée de rechercher un travail. C'est comme ça que je suis arrivée à la résidence pour personnes âgées. Je faisais le gardiennage, 24 heures sur 24. Là, j'ai appris à me débrouiller avec les gens..., des choses que je ne savais pas. Les personnes âgées, c'est formidable ! Parce que vous leur servez, mais elles vous apprennent aussi beaucoup de choses. (...) J'ai pris en main le bénévolat, pour organiser des activités qui n'existaient pas dans la résidence. On fait des animations, des sorties, des rencontres avec les enfants des écoles, avec l'école de musique... J'ai travaillé jusqu'à 65 ans, parce que je n'avais pas assez de trimestres. Et après la retraite, j'ai continué jusqu'à aujourd'hui, bénévolement : j'ai 77 ans et j'y suis encore ! » (Folschviller, F. 77 ans)

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, il n'a pas été difficile de rassembler tous ces témoignages. Il suffit de prêter attention et de laisser s'exprimer les uns et les autres pour voir surgir ces histoires stimulantes qui décrivent la réalité des quartiers tout autant que la litanie des faits divers dont nous abreuvons certains médias.

Partout, les exemples abondent de ces vies investies, de ces trajectoires infléchies, de ces seuils où le chemin qui se dessinait devant nous, qui semblait si morne, dangereux, bouché... s'est soudain ouvert, nous a emportés vers un autre versant de la vie. Cela est parfois arrivé dans l'enfance et, d'autres fois, à un âge avancé ; des femmes l'ont vécu tout comme des hommes ; certains qui avaient charge de famille et d'autres sans enfants. Des jeunes révoltés, mal partis..., et des personnes timides, qui se pensaient invisibles, inintéressantes, sans aucune chance de s'en sortir. Tous ont accédé, un jour, à une liberté qui leur semblait improbable, à un pouvoir nouveau sur leur propre vie.

« Il y a eu une coupure dans ma vie. Et un jour, j'ai rencontré Culture du Cœur. À force d'être bénéficiaire, je suis devenu bénévole... »

PARIS

 63 ans

Sans cette aide, je me serais mariée et j'aurais eu des enfants très jeune

« Je suis arrivée en France à dix ans, en 1979, et j'ai d'abord été à l'école avec des enfants de six ans. Nous venions du Maroc suite au regroupement familial. Lorsque je suis arrivée en CM1, Monsieur M. [à l'époque instituteur et directeur d'école, aujourd'hui écrivain public bénévole] a fait en sorte que je puisse faire deux classes en un an, pour pouvoir intégrer une sixième normale. Un jour, il m'a dit qu'au lieu de rester en CM1, j'allais passer en CM2. (...) Ensuite, je suis allée faire mes études à Dijon. Je me devais encore plus de réussir, parce qu'il avait cru en moi : je ne voulais pas décevoir mon instituteur, mes parents... et moi-même par la même occasion. (...) Je n'ai pas trouvé de travail tout de suite. Je suis revenue ici en tant que bénévole pour aider les enfants à faire leurs devoirs au sein d'une association. Et aujourd'hui, je suis directrice d'une MJC. Ce qui m'a toujours intéressée, c'est l'entraide. Je m'efforce au quotidien de donner moi aussi des coups de pouce aux jeunes, parce que j'ai conscience que sans l'aide de Monsieur M., j'aurais été dans une filière professionnelle. Oui, j'aurais sûrement suivi cette voie... Les familles marocaines étant très conservatrices à l'époque, si je n'avais pas eu cette aide, je me serais mariée et j'aurais eu des enfants très jeune. Alors que ce n'était pas ce que je voyais pour mon avenir proche. » (Audincourt, F. 47 ans)

Pour comprendre où s'enracinent ces trajectoires d'émancipation et jeter la lumière sur l'énergie qui anime ces quartiers que l'on dit difficiles, il faut "changer de focale", comme on dit en photographie : zoomer sur des indices que chacun va chercher au plus intime de sa mémoire et qui apparaissent, avec le recul, comme les déclics qui ont tout changé. Des situations, des vécus, des secrets parfois, longtemps restés enfouis, qui ont ébranlé les personnes, affaiblissant leurs convictions sur les autres, sur la société, sur elles-mêmes (« *Je suis nulle, je n'y arriverai jamais* »). Ce n'est pas qu'il y avait quelque chose à cacher, c'est plutôt que cela n'intéressait personne, nous ont expliqué celles et ceux qui participaient à nos rencontres. Que nos histoires de vie, nos destins individuels, dans ces quartiers en marge, sont rarement perçus comme une source de savoir, sur laquelle les politiques publiques devraient s'appuyer.

« Moi, ça fait des années que je vis des choses folles, des rencontres, des amitiés, mais je ne le dis jamais. Là, vous nous donnez l'occasion de parler, j'en profite ! »

ÉRAGNY-SUR-OISE

 50 ans

Il y a pourtant beaucoup à apprendre d'une telle démarche qui, sur chacun des sites où nous l'avons engagée, faisait le pari d'allier expression individuelle et construction d'une réflexion collective. D'abord, à l'évidence, le fait d'avoir la parole pour se raconter en tant qu'individu, échanger avec d'autres sur des moments-clefs de sa propre vie, permet de faire retour sur soi, de prendre la mesure du chemin parcouru. Et donc de s'approprier encore mieux son parcours. Les occasions ne sont pas si nombreuses, après tout, de parler de soi publiquement..., en sachant que nos mots se retrouveront dans un livre. Dire "je", dans ces conditions, c'est devenir encore plus acteur de sa propre vie. Certains l'ont dit clairement.

Ensuite, le fait de partager ces récits, de leur donner de la visibilité, c'est affirmer l'importance collective de ce vécu, c'est considérer que tous ces actes individuels, additionnés les uns aux autres, font sens : ils donnent à voir la part de mobilité sociale qui est en acte dans ces quartiers pensés comme lieux d'assignation. Il ne s'agit pas, ce faisant, de nier les difficultés vécues par leurs habitants, mais de mettre en évidence les "solutions gagnantes" qui sont inventées un peu partout pour briser l'état de la précarité et soulever le poids des préjugés. On verra au fil de l'ouvrage comment, à partir de tous ces "je", se dessinent des pistes d'action, des enseignements qui pourraient changer la manière dont les uns et les autres, acteurs privés, réseaux associatifs et institutions publiques, agissent sur ces territoires.

À l'époque, je voulais détruire la société, aujourd'hui, je construis

« J'ai grandi à la Busserine, et j'y suis né. Ça veut dire que j'ai grandi avec les voleurs, les dealers, les escrocs, mais aussi avec des gens bien. Il y avait avec nous des Italiens, des Juifs, des Arméniens, des Libanais, des boat people, des Cambodgiens chassés de leur pays et arrivés dans les années 80. Moi, comme tous les jeunes, j'en voulais à la société, je n'aimais pas les vieux, les adultes avec leur morale à trois francs. Et donc, j'étais un peu révolté. Je n'aimais pas l'école, en plus. J'ai passé mon BAFA, comme presque tous à l'époque : c'était la mode. Et j'ai été animateur au Centre social Saint-Gabriel. Là, on est tombés sur des personnes qui avaient la tête dure ! Qui ne nous laissaient pas faire ce qu'on voulait, qui nous montraient que la vie, c'était autre chose : ce n'était pas que tchatcher dans son coin. Donc, on a eu ce soutien et cet accompagnement à l'époque. Ensuite..., la plupart de mes collègues ont commencé à goûter aux Baumettes. Moi, j'ai quand même eu mon brevet des collèges, mais je ne savais pas quoi faire. Je suis passé en enseignement général, j'avais un très bon niveau, mais on m'a jeté à La Floride : électrotechnicien. Ça ne m'a pas plu. Mon père voulait m'arracher la tête ! "Il faut que tu fasses quelque chose de ta vie, je ne veux pas que tu te réveilles comme ça tous les jours !" (...) Et puis un jour, j'ai eu l'opportunité de voir une compagnie de théâtre, qui est arrivée à l'espace culturel : le Théâtre de l'Opprimé. À vrai dire, je suis venu juste pour voir s'il y avait à manger, à boire... et des gadjis à brancher. Mais à la fin, j'ai discuté avec les comédiens..., c'était trop beau ! J'allais dans les loges, ils se changeaient, ils avaient les costumes..., ça m'a fait un flash ! Déjà, je faisais rire à l'école, j'emboucanais un peu tout le monde. (...) Du coup, j'ai fait une formation de théâtre : à 18 ans, je suis parti à Paris. Et ça a changé ma conception de la vie. À l'époque, j'étais révolutionnaire. Quand j'étais livré à moi-même, dans le quartier, je me disais : "Qu'est-ce que je peux faire ? Je peux braquer une banque, je peux faire sauter le Trésor public ?" Mais quand j'ai connu le théâtre... Je me suis dit qu'on pouvait se battre, mais avec une autre philosophie. Pour être auteur de sa vie : c'est moi qui vais écrire. Je me suis donné les moyens, je me suis formé, j'ai lu des bouquins. Moi qui détestais lire, je me suis forcé, j'ai lu Marguerite Duras, Stanislavski, Nietzsche, de quoi comprendre un peu Spinoza, beaucoup de sociologie... Je suis parti à Paris, à Lyon, dans toutes les villes. Apprendre, apprendre..., tout ce qui existe dans notre société pour améliorer les choses. J'ai fait des formations de gestion en ressources humaines : comment je me comporte dans une réunion, comment je me sens, qu'est-ce que je projette ? Tout un travail sur moi-même, qui a fait que j'ai changé d'armes. J'ai toujours le lance-roquettes, mais c'est du théâtre, c'est des phrases, c'est raconter la vie comme elle est : la joie, la gaieté, mais aussi les peines, essayer de construire ensemble. Aujourd'hui, je suis directeur de ma structure, je vais parler avec des sénateurs, des maires, la police, des responsables de la PJJ. J'ai bossé aux Baumettes, j'ai travaillé dans des grandes entreprises comme EDF, France Télécom, La Poste... À l'époque, je voulais détruire la société, aujourd'hui, je construis. Je suis de l'autre côté : je construis, et je transmets. » (Marseille, H.47 ans)

Certes, les obstacles sont nombreux sur le chemin qui conduit chacun à trouver sa voie, à se réaliser ou, comme l'on dit, à "faire quelque chose de sa vie". C'est un challenge pour tout le monde, mais encore plus pour celles et ceux qui ne peuvent pas s'adosser à un capital économique hérité, à des réseaux bien placés, à toutes les armes des puissants ; lorsqu'il faut braver le racisme, le sexisme, les discriminations en tous genres ; faire avec le manque d'argent et assumer l'étiquette d'un quartier à la mauvaise réputation. Comment s'en sortir ? Quelles ressources mettre en œuvre ? Sur qui, sur quoi s'appuyer ? Il n'y a pas de recette magique, évidemment. Mais la diversité des histoires recueillies dans le cadre de nos rencontres montre qu'il existe de nombreuses passerelles permettant de franchir ces caps libérateurs qui, sans conduire forcément à quitter son quartier ou sa ville, amènent à une vie plus maîtrisée. Et que des convergences se dessinent, finalement, d'un cas à l'autre — comme autant de leviers qui ne demandent qu'à être actionnés à plus large échelle.

« Je venais d'avoir douze ans, et j'ai rencontré un éducateur sportif qui m'a passé le virus de la boxe. » VALENTIGNEY

 40 ans

Ce concours, c'est pour montrer aux gens qu'on peut faire quelque chose dans la vie

« Avant, avec A., on n'allait pas à l'école. Pendant longtemps, pendant des trimestres... On restait au quartier. Nos parents n'étaient pas au courant. Mais l'école nous a virés. On traînait, on jouait au foot devant l'Unité Jeunesse... Et un jour, ils nous ont demandé si on voulait travailler. Moi, je ne suis pas trop école, je préfère travailler. On a participé à un chantier éducatif organisé par la mairie, pendant les vacances ; ils nous ont payés en bons. Et finalement, on s'est inscrit en CAP de peinture, applicateur revêtement. On devait trouver un patron, s'inscrire au CFA³, faire des CV, des lettres de motivation et tout. On a appelé des entreprises, mais ils nous disaient tous : on ne prend pas. Finalement, la mairie nous a pris, on a eu de la chance. (...) Et puis notre prof nous a parlé du concours de meilleur apprenti de France. Il nous a dit qu'on avait du talent et que ce serait bien de participer. On s'est dit : pourquoi pas ? Ce concours, c'est pour montrer aux gens qu'on peut faire quelque chose dans la vie. À ceux qui nous sous-estiment. Il y en avait beaucoup. Mais nous, on savait qu'on valait quelque chose. Après le CAP, on fera un Bac pro à Créteil. » (Neuilly-sur-Marne, H. 18 ans)

³ Centre de formation d'apprentis.



LE DÉCLIC

DES BELLES

RENCONTRES



« Dans la vie, il suffit des fois qu'on rencontre la bonne personne, et après on va mieux comme ça. »

MARSEILLE

 50 ans

Une chose est de se raconter, autre chose est de décrire en détail ce par quoi notre vie a été infléchi. C'est à cet exercice que se sont livrés toutes celles et ceux qui, invités par tel ou tel centre social de leur ville, ont participé à nos rencontres. Et c'est du croisement de toutes ces histoires, du partage de toutes ces réflexions, qu'ont émergé des éléments d'explication récurrents, des clefs, mises en avant par les uns et les autres pour dire ces moments où les choses ont basculé, où des verrous se sont débloqués. La première de ces clefs, ils l'ont tous dit à leur manière, c'est le « *facteur humain* ».

Très souvent, c'est grâce à une ou à quelques personnes qu'ils s'en sont sortis : « *On a eu la chance de faire de belles rencontres* », disent-elles, disent-ils, d'un quartier à l'autre. Tous soulignent l'importance du contact interpersonnel, de la relation établie avec une femme, un homme, qui leur ont « *tendu la main* », qui les ont écoutés, accueillis, ou qui sont venus au-devant d'eux alors qu'ils étaient au plus bas.

Ma voisine, le postier, la directrice de l'école...

D'un témoignage à l'autre, on a ainsi vu surgir les figures de celles et ceux que nous avons appelés les "passeurs" : passeurs d'espoir, d'avenir, de chance, de renouveau... Parfois, ce sont des membres de la famille qui ont été les supporteurs de belles trajectoires de vie. « *Ma première belle rencontre, c'est mes parents* », estime ainsi une Marseillaise des quartiers Nord, dont les parents sont venus d'Algérie. « *J'ai eu la chance de les avoir. C'est vraiment pour moi un cadeau extraordinaire. Parce que tous les deux avaient des principes. Et ils nous ont donné une éducation très claire : le goût du travail bien fait, le respect dans toutes ses déclinaisons ; l'idée que c'était à nous de trouver parfois les solutions à nos problèmes, que ça ne devait pas forcément toujours passer par des organismes. Déjà, ils avaient compris ça : ils étaient quand même assez forts !* »

« J'ai eu la chance d'avoir des parents qui n'ont jamais lâché le morceau. Ils ont toujours été derrière nous. »

GARGES-LÈS-GONESSE

 50 ans

« C'est ma mère qui m'a poussée à faire des études. Elle n'avait pas pu en faire. Et moi, j'y ai trouvé mon compte. Le savoir, c'est bien quand même, c'est libérateur. »

LINGOLSHEIM

 25 ans

« *Mon premier passeur, c'est ma grande sœur* », explique une autre, fille d'immigrés, qui habite le quartier Saint-Gabriel Bon Secours, dans ces mêmes quartiers Nord de Marseille. « *Avec mes sœurs et mon frère, on a subi beaucoup de violences, de graves maltraitements. Ma mère s'était mariée à l'âge de 14 ans, elle a eu sa première fille à 15 ans, donc elle n'a pas fait l'école. Elle était obligée de faire des ménages. Mais ma grande sœur est allée très très loin dans ses études. Elle a eu son diplôme de Sciences Po, et c'est elle qui a fondé les crèches Micro Bulles. Elle s'occupait de moi, de nous, comme une mère. Elle économisait ses sous toute l'année pour nous emmener à l'Opéra. Elle a tout fait pour nous faire connaître un peu de culture. J'ai même fait du chant lyrique ! C'est elle qui m'avait inscrite, peuchère... »*

Mais tout le monde, dans ces quartiers comme ailleurs, n'a pas eu la chance de disposer du soutien de ses parents, facteur-clef qui permet de bien démarrer dans la vie. Les rencontres avec des personnes extérieures au milieu familial sont alors d'autant plus importantes : « *La rencontre, elle permet soit de dévier, soit de se rétablir... Et moi, j'ai eu la chance de faire de belles rencontres, qui ont fait que j'ai pu rebondir* », témoigne ainsi une habitante de Lingolsheim, en Alsace. Et ce constat se répète un peu partout, sans que l'on ne se soit donné le mot, évidemment, de Paris à Nancy ou de Montbéliard à Marseille : « *La vie, c'est soit de bonnes, soit de mauvaises rencontres. Après, il y a des réajustements possibles, de services ou d'institutions, qui permettent parfois de corriger un peu ça. Mais le déclin, ce sont les rencontres humaines.* »

Des rencontres qui sont parfois improbables, qui nous tombent dessus de manière inattendue, comme le raconte une femme de 51 ans, cuisinière en collectivité et artiste peintre à Marseille : « *C'est grâce à mon mari que j'en suis là aujourd'hui. Il m'a poussée à reprendre mes études. Il m'a ouvert l'esprit, parce qu'il a beaucoup voyagé. Et il a su me donner confiance en moi. C'est quelqu'un de l'Europe de l'Est. Il était à l'université au temps de Ceaușescu, en philologie, et après, quand il y a eu la révolution, il a eu un visa du Vatican. (...) Maintenant, je peins. Et jusqu'à la retraite, je travaille à la cuisine. Je suis contente parce que les enfants m'aiment beaucoup. Je suis un petit peu leur maman : je fais la popote, et j'adore cette ambiance. Quand je rentre à la maison, je prends une toile et je continue à peindre. Ça va, je suis heureuse maintenant, j'ai deux filles et deux petites-filles. J'ai essayé de briser la chaîne, de ne pas regarder derrière mais d'avancer, d'essayer chaque jour de faire toujours mieux.* »

À Marseille également, un jeune homme de 22 ans, arrivé en France à l'âge de 8 ans sans parler le français, aujourd'hui en contrat d'avenir, directeur adjoint d'une maison pour tous, retrace la série des rencontres providentielles grâce auxquelles il en est arrivé là. D'abord, ses parents qui étaient « *derrière lui* » ; puis l'éducateur qui suivait son grand-frère, qui l'a conduit au Centre social Saint-Gabriel : « *J'ai commencé ici : je kiffais le roller ! Et j'y suis resté jusqu'à ce que j'aie bien grandi. Disons... jusqu'à ce que je pense comme un adulte. On a fait des stages, et certains animateurs nous ont marqués. Je pense qu'ils ont joué dans ce que je suis aujourd'hui.* » Il y a eu aussi des profs, pas faciles, mais qui ont contribué à former sa personnalité : « *J'ai eu la chance d'avoir une prof, je m'en rappellerai toujours... Madame L. ! Elle a joué dans ma vie, elle aussi.* »

« J'ai eu des profs qui m'ont donné l'envie de continuer mes études. Ce sont vraiment de belles rencontres. »

MARSEILLE

 55 ans

Un autre homme, animateur jeunesse dans ce même centre social après avoir été l'une des vedettes du rap marseillais au début des années 1990, explique lui aussi que sa trajectoire peut se résumer à « *une histoire de rencontres* ». Son goût pour l'écriture a été encouragé par plusieurs personnes qu'il n'a pas oubliées : « *Je le dis, du haut de mes 39 ans : j'ai eu plusieurs vies ! Je suis un pur Marseillais, né dans le plus vieux quartier de Marseille, au Panier. Même si ma famille est comorienne, je suis Marseillais, de souche ! À la base, je suis un gamin, comme tant d'autres, je n'ai jamais été un meneur de groupe*

ou de troupe, plutôt le petit gars en retrait qui va suivre les fortes têtes. Mais j'ai toujours eu des gens autour de moi qui m'ont révélé des possibilités que je ne soupçonnais pas, des compétences ou des savoirs dont je ne me doutais pas. Les histoires de rencontres, ça a commencé au collège où j'ai été marqué par Madame O. J'avais quelques lacunes au niveau de l'école et elle avait proposé à ma mère, puisqu'elle habitait aux Marronniers comme nous, de me donner des cours, notamment sur l'écriture. Ça m'a beaucoup aidé. »

Les participants à nos échanges ont ainsi donné une importance primordiale à la relation de personne à personne. Ils ont parlé des figures exceptionnelles présentes sur leur quartier, ou qui ont marqué un temps la vie de celui-ci. Là, c'est un voisin ou une voisine qui a joué un rôle décisif. Ailleurs, c'est le postier qui, pendant des années, a « *dépatouillé* » les problèmes des habitants du Haut-du-Lièvre à Nancy. Ou encore un quasi-inconnu, comme pour cette dame de 68 ans à Éragny-sur-Oise qui, après avoir perdu son conjoint et s'être retrouvée seule avec un enfant à charge, avait trouvé la solution de la colocation pour faire face à son loyer : « *C'était un jeune homme, il me donnait tant par mois. Mais un jour, j'ai été menacée d'expulsion. J'avais une lettre de l'huissier et je me voyais déjà dans le fond du trou. (...) Il a bien vu que quelque chose n'allait pas, et il s'est proposé de m'aider : je donnais tant, et il donnait le reste, il me donnait à manger et tout. J'ai eu aussi d'autres personnes de l'HLM qui sont descendues me voir : "Si tu as besoin, au niveau des papiers ou quoi, tu m'appelles et on verra ça ensemble." Même à la Maison de quartier des Dix Arpents, au niveau de l'assistante sociale, et les bénévoles de l'épicerie sociale... Heureusement, beaucoup de personnes m'ont aidée à ce moment-là. Vous savez, j'ai réussi à m'en sortir, mais ça n'a pas été facile. »*

De l'importance du "facteur humain"

« Elle avait besoin d'une épaule, de quelqu'un qui connaisse le quartier.

Et j'étais là. »

GARGES-LÈS-GONESSE

 59 ans

Il faut ainsi se rendre à l'évidence : ce ne sont pas tant les dispositifs institutionnels censés aider les uns et les autres à échapper aux difficultés momentanées, à l'échec scolaire, à la pauvreté ou à la maladie qui sont mis en avant dans la plupart de ces témoignages. Ce sont surtout des individus. Des êtres de chair et d'os, avec leur personnalité, leur propre histoire de vie, leurs paroles, leur regard... Des personnes dont on se souvient, et que l'on remercie encore, des années après.

Dans le quartier du Plateau Rouher, à Creil, les participants à nos échanges ont ainsi loué le rôle du professeur de collège à l'origine de l'association Creil Escapade, qui a emmené plusieurs générations d'élèves en vacances à l'étranger, dans des conditions souvent improvisées : « *Rencontrer Jacques A., c'était quelque chose d'unique, d'extraordinaire ! C'était quand même une personnalité sur le Plateau. En 2009, quand on est parti en Grèce, il est parti avant pour faire tout le parcours qu'on devait faire, pour vérifier. Pourtant il avait quand même un certain âge... Il était vraiment investi de A à Z. Plus qu'investi même ! Quand on revenait par Venise, il nous attendait sur le terrain de camping. Et il a emmené tellement de jeunes ! Il m'a souvent dit : "J'ai vu quelqu'un qui m'a quasiment sauté au cou, me remerciant de l'avoir emmené à tel et tel endroit..., mais je ne sais plus qui c'est." »*

« Il y a des gens qui passent dans notre vie, des gens plutôt intelligents, exceptionnels, même, qui nous ont beaucoup appris », confirme un habitant de Creil plus âgé. « Des gens qui n'étaient pas uniquement des salariés d'une structure associative, mais des personnes engagées, qui étaient là aussi pour partager, pour transmettre un certain nombre de valeurs. Qui étaient dans l'échange, dans la compréhension. Et ça, ça forge quand même. C'est la fameuse histoire du tuteur et de l'arbre... Donc il y a la structure en tant que telle, l'associatif, tous les acteurs qui ont financé ces structures..., mais c'est aussi une histoire d'hommes et de femmes qui ont été très à l'écoute, et avec qui on a noué énormément de relations. »

« Si on veut puiser la vie, on la puise dans les liens avec les autres. On ne peut pas puiser la vie en restant enfermé. »

LINGOLSHEIM

 60 ans

À Marseille, une femme atteinte de poliomyélite à l'âge d'un an, ayant vécu dans le quartier Saint-Gabriel Bon Secours et aujourd'hui sociologue, se souvient tout particulièrement, parmi les personnes qui ont marqué sa vie, de « Madame C. » : « La première belle rencontre, c'est ma mère qui l'a eue avec la directrice de l'école maternelle. Cette femme, qui avait repéré chez moi des capacités, a dit à ma mère : "Si vous suivez votre fille, elle ira loin." Ça a été une rencontre déterminante. Parce que la génération de mes parents sacralisait l'école. Ils venaient d'Algérie, ma mère était analphabète, et donc une directrice qui lui dit ça... : c'était un sésame pour elle ! Même si elle n'avait pas les codes, elle m'a accompagnée ensuite dans tout mon parcours scolaire, y compris jusqu'à la fac. J'ai eu des moments d'abandon, mais elle a été assez stricte pour que je continue. Elle me disait : "Tu es une fille, et en plus une personne handicapée, donc ce qui va te sortir de là, ce sont tes diplômes." »

« Je remercie Malika D. Elle m'a accueillie, elle a pris son temps... C'est une femme politique, mais vraiment humaine. » NANCY

 33 ans

À Lingolsheim aussi, une femme rend hommage aux enseignants qui l'ont accompagnée dans sa scolarité : « Quand je suis arrivée en France, j'avais 6 ans et demi. Je viens d'Italie du Sud, donc j'ai eu cette coupure avec mes racines. Mais je trouve que dans ma vie, j'ai eu de la chance, parce qu'à chaque fois, j'ai eu des rencontres exceptionnelles. En arrivant, la première personne, ça a été l'instituteur. Pour moi, cette personne, c'est un Dieu ! Il a vraiment fait des gros efforts pour me mettre à niveau. (...) Ensuite j'arrive au collège : et là aussi, des profs formidables, spécialement ma prof de latin, qui nous a appris à aller vers les autres, vers les plus démunis. Même si nous, nous n'avions pas un gros bagage, c'était l'idée de toujours donner à ceux qui avaient moins. Et ça, c'est très intéressant, parce qu'on a tendance à se dire : "Mais qu'est-ce que je peux donner ? Je n'ai rien." Mais si, même si on n'a rien, il y a toujours celui qui a encore moins. »

Si nombre des passeurs cités dans cet ouvrage ont un lien avec des structures éducatives ou socioculturelles (ils ou elles travaillent ou sont bénévoles dans une mission locale, un collège, une association sportive ou culturelle..., ou encore un mouvement qui se revendique de l'éducation populaire), ce n'est pas systématique. Des personnes agissant

“à leur compte”, autrement dit sans lien avec une institution ou une association, ont aussi été désignées comme jouant ce rôle crucial sur les quartiers. À Neuilly-sur-Marne par exemple, dans le quartier des Fauvettes (qui regroupe la plupart des grands ensembles d’habitat collectif de cette ville de 35 000 habitants et a fait l’objet depuis 2007 de transformations urbaines d’envergure), on a parlé de cet homme qui vient “rassurer” le livreur de vin, parfois inquiet quand il fait sa tournée : « *Il discute avec tout le monde, il fait du bien entre les gens.* » Et deux hommes ont témoigné de leur engagement spontané au service des autres sur ce territoire : « *On est dans la ville, on s’implique. On essaie de faire en sorte de régler les choses...* ». À Garges-lès-Gonesse, les participants ont souligné que les personnes qui jouent ce rôle de soutien sur le quartier des Doucettes ne sont pas si rares, mais « *qu’elles font ça dans l’ombre* ». « *Ça n’a jamais fait l’actualité du Parisien ou du journal local.* »

À Nancy, on a vanté le « *réseau formidable* » qui existe sur le Plateau de Haye : « *Tout se sait, tout se dit, tout circule* ». Ce n’est pas comme sur d’autres quartiers où « *les gens se sentent plus esseulés* », parce qu’il y a « *un autre genre de population* », « *des gens qui sont propriétaires de leur appartement et qui se considèrent un peu supérieurs* ». Non, sur ce territoire qui a connu toutes les procédures de la politique de la ville depuis plusieurs décennies, où la part de logements sociaux atteint 75 % et où celle de la population sans diplôme ou avec un niveau inférieur au Bac oscille entre 75 et 80 %, on compte beaucoup les uns sur les autres. C’est grâce à ce réseau d’interconnaissance qu’une dame explique par exemple avoir retrouvé un emploi : « *Trouver du travail, c’est dur. Comment j’ai fait ? J’ai parlé avec des gens, dans le bus par exemple. Et c’est comme ça, par le bouche-à-oreille, que j’ai trouvé. Ce n’est pas par l’ANPE. L’ANPE ne m’a pas trouvé du travail. J’avais déposé mon dossier, et toujours, toujours, je parle... : mais rien !* »

« Tous ces personnages-là m’ont permis de ne pas m’égarer dans ce monde. Du coup, aujourd’hui, je suis content de la vie que j’ai. »

MARSEILLE

 22 ans

« La présence humaine, il n’y a rien de tel. » NANCY

 34 ans

Cela ne veut pas dire que les équipements publics, les structures sociales, les systèmes d’accès aux droits ne servent à rien. Mais qu’au sein ou en complément de ces dispositifs, l’engagement humain joue un rôle irremplaçable. C’est bien la personne dans toute sa singularité qui fait référence, que l’on cite comme ayant été celui ou celle qui a permis de franchir une étape décisive, de voir la vie autrement. Cela a été dit très explicitement à Creil, à Nancy et ailleurs, à propos du fonctionnement des services publics dans les quartiers populaires : « *Au guichet, il faut vraiment des gens qui aient “la tripe”, qui aiment le relationnel, la diversité culturelle, culturelle, etc. Si le type y va à contrecœur, forcément ça ne marche pas. Les services publics, on pourra en mettre tant qu’on en veut..., c’est les gens qui composent ces services qui sont importants.* »

Équipements publics et tissu associatif : un terreau propice

« Ma vie a changé dès le premier jour où je suis arrivée au centre social. »

NEUILLY-SUR-MARNE

 55 ans

À y regarder de plus près, on comprend que l'idéal, pour qu'opère l'alchimie, est la convergence entre un réseau dense de structures collectives et l'engagement personnel de femmes et d'hommes animés par le désir d'aider les autres ; la présence d'équipements publics ou d'associations sur le territoire permettant de soutenir et de démultiplier l'action de ces derniers. À Lingolsheim, par exemple, les participants ont bien expliqué ce lien entre des structures existantes et les contacts que celles-ci rendent possible avec telle ou telle personne ressource. *« On ne pense pas à la médiathèque comme un lieu d'échanges et de rencontres. Mais finalement, je me suis aperçue en voyant les jeunes femmes qui se retrouvaient là avec trois ou quatre enfants, qu'à travers la culture qu'elles venaient chercher, leur désir d'apprendre, de connaître..., c'était aussi la soif de partager, de rencontrer l'autre qui les attirait. »*

Très souvent, compte tenu du contexte dans lequel ces recueils de témoignages ont été initiés, le centre social a été cité comme l'espace à partir duquel se sont nouées des relations interpersonnelles déterminantes, où se sont dessinées de nouvelles opportunités. *« Le centre social, c'est un élément clef pour le quartier. C'est une sorte de sas, en fait, où les gens arrivent, sortent, et n'oublent jamais »*, souligne ainsi un habitant du Plateau Rouher à Creil. Mais cela aurait tout aussi bien pu être d'autres structures qui répondent au besoin de rencontres et d'engagement des personnes. Tous ces lieux d'accueil qui fonctionnent comme des fenêtres sur la vie publique et qui manquent tant lorsque les quartiers sont laissés à l'abandon.

« Le centre social, c'est l'école de la vie. J'ai envie de dire que je suis un produit de l'éducation populaire. »

MARSEILLE

 39 ans

« Un centre social, c'est là où tu peux te retrouver avec tes potes », explique par exemple une jeune Marseillaise qui participait à nos rencontres. *« Un endroit où tu peux avoir un accès à la culture pas obligatoire, un accès à tout, en fait. C'est le dernier rempart, vraiment, quand l'école a démissionné, quand la cellule familiale a démissionné. Si on enlève ça, il n'y aura plus rien »*. Et une maman de trois enfants, agent d'entretien et bénévole au Centre social Saint-Gabriel, insiste elle aussi, en expliquant comment ce lieu lui a ouvert des perspectives insoupçonnées, lorsqu'elle est venue habiter dans les quartiers Nord : *« Je ne connaissais personne... Et un jour, je me promenais, une personne vient me voir et me dit : "Il y a une sortie familiale, est-ce que ça t'intéresse ?" J'étais avec ma fille, j'ai dit oui, pourquoi pas ? Voilà. Ça m'a permis de rencontrer les gens du quartier. Et en rentrant dans le centre social, ma vie a complètement changé. Elle a basculé. J'ai découvert les associations, j'ai participé à plein d'activités... Et je me rends compte tous les jours que la vie, ce n'est pas que le travail, ce n'est pas que les enfants, ce n'est pas que la maison, le manger. Il y a des choses à côté : c'est la vie sociale, c'est des valeurs, c'est le plaisir, c'est relever des défis, c'est se nourrir tous les jours de plein de choses. Et je ne peux plus vivre sans ça, ce n'est plus possible ! »*

« J'ai rencontré un gars qui habite ici et qui est à ATD Quart-Monde. C'est grâce à lui qu'on a débloqué les choses. J'étais complètement perdu... » ÉRAGNY-SUR-OISE

 64 ans

À côté des équipements publics, le tissu associatif est aussi apparu comme un précieux terreau facilitateur d'interactions dynamisantes, de découvertes et de créativité, pour les uns et les autres. Aux Doucettes, par exemple, à Garges-lès-Gonesse, dans le sillage d'un centre social très actif doté d'une laverie qui s'est révélée au fil des ans un tremplin d'emploi pour près de cent femmes du quartier, on a beaucoup parlé des associations de parents d'élèves autour desquelles se sont développées ces « *belles rencontres* », pour de nombreux enfants en difficulté scolaire.

Ainsi de la maison des parents, association fondée en 1996 par quatre femmes qui ont longtemps joué le rôle de médiatrices entre l'école et les familles : « *On recevait les parents qui n'osaient pas parler aux professeurs, ou ceux qui ne savaient pas lire le français* », explique l'une d'entre elles. « *Et les enfants bien sûr. Je me souviens d'un gosse qui avait de gros problèmes. En fait, il ne savait pas lire, et quand il s'agissait de lire un texte devant les copains, il s'énervait, il faisait le clown : tout pour se faire mettre à la porte. On l'a pris avec nous, on lui a acheté des livres de CP, et on lui a appris à lire. On l'a suivi pendant quatre ans, trois fois par semaine. Et il a réussi à avoir le Bac. Il est revenu nous voir récemment, très fier de lui ! Il a dit qu'il n'oublierait jamais notre nom. Maintenant, il est à Avignon, il travaille dans un institut de recherche.* »

Même dynamique autour de l'APAF, Association des parents africains de France, fondée elle aussi par des habitants de Garges-lès-Gonesse en 1998 et aujourd'hui présidée par un papa de 58 ans. Outre un groupe d'alphabétisation pour adultes, où nombre de parents ont pu apprendre à parler, lire et écrire le français, l'APAF a fait « *grandir* » de nombreux jeunes du quartier des Doucettes : « *Si je suis arrivé à ce stade-là* », témoigne l'un d'entre eux, « *c'est vraiment grâce à l'encadrement qu'on a eu dans notre jeunesse. Dans la famille, à l'association APAF ou au centre social, depuis notre tendre enfance. Parce qu'au quartier, une fois l'école terminée, on est livré à soi-même. Il y a la rue, les mauvaises fréquentations..., il y a pas mal de tentations juvéniles qui pourraient nous amener à basculer dans la délinquance, comme plusieurs personnes que je connais. On a fréquenté les mêmes écoles, mais comme on n'a pas eu le même encadrement, on n'a pas filé dans le même sens.* »

À Montbéliard, c'est la régie de quartier qui a été le tremplin sur lequel un homme de 45 ans dit avoir pu rebondir, après un « passage à vide » vécu douloureusement : « *Dans le cours de ma vie, je suis tombé très très bas au point de vue moral, activité et tout. Il y a eu un divorce..., bref, échec sur toute la ligne. (...) Je suis parti en réinsertion professionnelle dans la régie de quartier, et là, on m'a proposé de prendre un poste, qui m'a très bien convenu. Ceux qui étaient avec moi dans la structure m'ont beaucoup aidé et grâce à eux, je suis arrivé à réintégrer la vie actuelle. Au bout de deux ans, j'avais douze personnes à suivre. Et j'ai quand même réussi à faire entrer six personnes en entreprises, pour des emplois en CDD ou CDI.* »

« Quand je les invitais à venir à l'association, ils étaient tout petits. Et ils sont devenus des bacheliers ! »

GARGES-LÈS-GONESSE

 58 ans

Ailleurs, c'est la rencontre avec des artistes qui a été citée comme déclic de ces changements de cap ou de ces reconstructions bénéfiques. Invités par un établissement scolaire, par la ville ou par un équipement socioculturel, des photographes, des musiciens, des conteurs, des cinéastes... ont su ouvrir l'espace des possibles à des enfants, des femmes, des hommes pour qui la création artistique n'était pas un domaine familier. Ainsi à Étupes, dans le Doubs, un jeune homme de 33 ans explique avoir trouvé sa vocation suite à la venue d'une compagnie de théâtre dans son lycée : *« C'était pour nous mettre en garde contre la drogue et le racket. Et quand on le voulait, on pouvait remplacer un comédien et jouer. Ça a vraiment été une révélation pour moi ! Mes professeurs ont dit que je devais continuer le théâtre, ils avaient rarement vu un débutant jouer aussi bien. Plus tard, j'ai connu le Théâtre de l'Unité, une compagnie historique du théâtre d'improvisation en France. Ils m'ont intégré à la troupe aussitôt, et depuis 2003, je joue avec eux. J'ai appris le théâtre de salle, de rue et d'impro..., et j'ai appris à réfléchir sur la société. C'est ce que j'appelle du "théâtre pansement" : qui fait du bien à la société. »*

Parfois, la passerelle a été organisée par quelques habitants *« politisés »*, engagés dans un mouvement associatif ou dans l'action municipale. Cela a été le cas par exemple à Éragny-sur-Oise dans le quartier La Challe-Les Dix Arpents, qui fait l'objet de mesures de requalification urbaine depuis 2002, mais où de nombreux indicateurs témoignent encore de difficultés sociales persistantes. Un homme de 38 ans qui participait à nos rencontres raconte comment il a été soutenu par un réseau de personnes membres de l'association Éragny la citoyenne, lorsqu'il a été expulsé de son logement. Et ce, jusqu'à ce qu'il reprenne complètement pied dans sa vie. *« Quand je suis arrivé sur Éragny, j'étais en couple avec un enfant. J'étais militaire de carrière. J'ai dû faire un séjour d'un an et demi à l'étranger, et quand je suis revenu..., j'ai retrouvé la maison vide, tous les loyers et factures impayés. Pendant ma fin de carrière, j'ai essayé de tout payer, mais je n'ai pas pu, et j'ai été expulsé. Je n'avais plus de logement, plus de travail, je l'ai mal vécu. Mais j'ai eu des aides à côté : des personnes comme Monsieur P., qui m'a donné un coup de main au niveau administratif. Madame B., une habitante et ancienne élue, qui m'a aidé pour trouver du travail, où dormir le soir... J'ai d'abord été logé par des propriétaires d'Éragny qui ont des chambres chez eux, et à qui je n'ai rien payé du tout. Et au niveau justice, divorce, c'était plutôt la fille de Madame B., qui est avocate. Il y a eu Monsieur le Maire aussi... Et je venais tous les jours prendre le café à la Maison de La Challe. Aujourd'hui j'ai retrouvé travail et logement. J'ai aussi repris ma réserve de militaire et de gendarmerie le week-end. »*



HÉROS DU QUOTIDIEN

QUEL EST VOTRE SECRET?



À entendre toutes ces histoires, une question vient aux lèvres : qui sont donc ces personnes par lesquelles l'espoir advient à d'autres ? Peut-on mieux cerner le "profil" de ces héros du quotidien, qui tissent obstinément la toile d'une vie toujours renouvelée, dans ces quartiers où tout n'est pourtant pas rose ? Nous avons voulu en savoir plus sur leurs parcours, leurs motivations, les secrets par lesquels ils ou elles réussissent à insuffler leur force à autrui. Comment en sont-ils arrivés là ? Tout un chacun peut-il jouer ce rôle une fois dans sa vie ? Est-ce qu'aider une personne à s'en sortir relève d'un processus sans lendemain, ou bien en fait-on au fil du temps une sorte de "vocation" ? Et ceux qui s'y emploient le font-ils depuis une posture bénévole, professionnelle, ou au contraire en s'affranchissant de celle-ci ?

Dans un monde où l'on parle tant d'individualisme, voire de haine de l'autre, au point que l'altruisme semble devenu une valeur un peu surannée, nos rencontres ont démontré que ces territoires mal aimés de la République sont les creusets de dynamiques exemplaires. Restait à creuser les choses, pour donner du grain à moudre à tous ceux qui croient en la force de ces initiatives citoyennes et souhaiteraient les encourager.

Le goût des autres

« C'est naturel pour moi d'aider les gens. J'ai toujours été à l'écoute des autres. »

PARIS

 20 ans

Difficile, au premier abord, de voir ce qui rapproche ces figures de la solidarité incarnée dans les quartiers, d'un bout à l'autre du pays. Toutes sortes de gens ont en effet été mis en avant dans ce rôle de "passeurs de confiance" : des femmes et des hommes ; des jeunes et des moins jeunes ; des personnes de divers milieux sociaux et de diverses origines culturelles ; qui vivent dans le quartier où elles exercent leur "talent" ou qui résident ailleurs dans la ville. Des gens qui ont un travail (gardien d'école, aide-soignante, animateur dans un centre social, cuisinière...) et d'autres qui n'en ont pas, voire qui sont eux-mêmes « en galère », bénéficiant d'aides sociales pour tout revenu. Certains qui sont à la retraite (ancien directeur de magasin de meubles, ex-mineur de fond, ex-instituteur...), d'autres en congé parental, d'autres encore à la recherche d'un emploi ; des croyants et des non-croyants ; des personnes qui vivent seules et des mères de famille nombreuse ; des militants et militantes politiques ; des personnes lettrées et d'autres pas du tout. Quoi de commun entre eux ? Comment définir ce qui les rapproche et les moyens qu'ils mettent en œuvre pour tirer vers le haut les personnes qu'ils ont un jour pris sous leur aile ?

Au début des échanges, que ce soit en groupe ou en face-à-face individuel, celles et ceux qui avaient été désignés par d'autres comme personnes providentielles ont souvent commencé par dire qu'ils ne savaient pas pourquoi ils agissaient ainsi : « Moi, j'ai l'impression que je suis née comme ça. C'est quelque chose d'inné », affirme une habitante du quartier des Doucettes à Garges-lès-Gonesse. C'est « naturel », ont dit les uns et les

« Il y a des gens complètement en galère qui sont bénévoles. Des fois, qui n'ont même pas de quoi manger : c'est ce qui les motive pour vivre. »

GARGES-LÈS-GONESSE

 52 ans

autres dans différentes villes. « *Quand tu es militant, c'est en toi* ». « *Tu peux avoir une personne qui sort des écoles, qui va être bardée de diplômés..., mais ce n'est pas quelque chose qu'elle va avoir en elle* ». Parce que ce qui nous anime, c'est « *le relationnel* », insiste une jeune femme née dans le quartier du Haut-du-Lièvre, aujourd'hui renommé Plateau de Haye, à Nancy. De parents originaires du Maghreb, elle dit avoir « *toujours été comme ça, depuis toute petite* ». « *J'aime tout ce qui est humain* », explique de son côté, sans plus de détails, un enseignant retraité né au Maroc, actif au Secours populaire dans le même quartier, tandis qu'une femme de 38 ans, habitante de la cité du Vieux Chêne à Sarreguemines, confirme : « *Si quelqu'un ne peut pas faire ses courses, on fait ses courses ; s'il faut lire un courrier, on va lire le courrier. Les choses quotidiennes de la vie... Il y a quelqu'un qui est là, il vous tend la main : c'est naturel de tendre la main. Donc voilà, je n'en sais rien.* »

« *Moi, c'est comme ça que j'ai grandi. C'est le partage.* »

FOLSCHVILLER

 58 ans

« *J'aime rendre service, c'est ma nature* », dit une autre à Neuilly-sur-Marne. Âgée de 87 ans, elle réside depuis 49 ans dans le quartier des Fauvettes : « *Comme j'ai été infirmière puéricultrice, c'est un peu dans mes gènes : on aime rendre service* », insiste-t-elle. Décorée de la médaille de la ville pour son engagement auprès des autres, elle évoque ses activités au Centre social municipal Louise Michel, présent depuis plus de vingt ans sur ce territoire prioritaire de la politique de la ville, ainsi qu'au sein de l'Association nocéenne des familles (alphabétisation pour adultes, organisation de bourses aux vêtements et aux jouets). « *J'ai toujours été comme ça, c'est instinctif* », témoigne un homme ailleurs, tandis qu'à Nancy une jeune femme s'exclame : « *C'est plus fort que moi ! C'est dans le sang, je ne sais pas...* » Et une autre en Moselle : « *Il faut que je sois avec les gens, sinon, ça ne va pas.* » « *Je fais en sorte de faire du bien, instinctivement* », dit pour sa part une Marseillaise de 50 ans. « *Parce que je trouve que c'est naturel d'aider les gens qui en ont besoin.* »

La propension à aider les autres, à tendre la main, serait tout simplement une affaire de compassion. « *Ça ne s'apprend pas* », considèrent plusieurs personnes réunies à la Maison de quartier des Dix Arpents à Éragny-sur-Oise. « *Cette compassion-là, des fois on l'a, des fois on ne l'a pas* », estime une habitante de ce même quartier, mère de deux grands garçons, qui dit avoir la « *fibres sociale* » depuis toute petite. « *Quand on va dans les bureaux..., des fois, ils nous disent : "On n'est pas un bureau social ici !" Ils sentent que vous êtes en train d'attendre une toute petite compassion, une toute petite. Mais non, il y a un froid. Alors que quand vous entrez dans un bureau où des gens font du*

« *J'aime les gens ! C'est comme ça. Il y en a qui aiment peindre, ou faire du sport... Moi, ma passion, c'est d'aider les gens.* » NANCY

 34 ans

travail social, il n'y a pas ce froid. On a l'impression qu'il y a un cœur qui bat d'un côté, et de l'autre côté, il n'y a pas de cœur. »
« *Il faut aimer les gens* », résume la toute nouvelle Présidente du Centre social des Doucettes à Garges-lès-Gonesse : « *Pour faire ça, il faut aimer autrui. Sinon, tu ne peux pas te permettre.* »

On m'a aidé, aujourd'hui c'est moi qui aide

« On me demande souvent : ton énergie, d'où tu la tires ? Je pense qu'inconsciemment, je rends l'ascenseur de ce que j'ai reçu auparavant. »

LINGOLSHEIM

 66 ans

Il a fallu approfondir les échanges avec les participants à nos rencontres pour aller plus loin que ces premières déclarations. Faire raconter à chacun un peu de sa vie, pour comprendre que ce qui était perçu comme « *naturel* », « *inné* », ne l'était pas tant que ça. Qu'il y avait de la transmission là-dedans, un certain type d'héritage. De la culture, autrement dit : quelque chose d'acquis, de manière plus ou moins consciente, qui apparaît comme le fruit de tout un parcours. D'un quartier à l'autre, entre ces personnes tellement diverses, des points communs sont alors apparus. Nombre d'entre elles, en particulier, ont fait référence à un passage difficile de leur propre vie, en indiquant qu'elles avaient été elles-mêmes soutenues par quelqu'un d'autre, dans leur jeunesse ou à un moment crucial de leur trajectoire.

Ainsi d'une femme d'origine italienne, arrivée en France à 23 ans et résidant à la Cité du Furst (1 440 habitants, répartis sur les deux communes de Folschviller et Valmont, en Moselle) : « *Dans mon quartier, ils m'appellent mamie ! Tout le monde me connaît. Si je peux faire du bien, je fais du bien. Pas pour avoir la place au paradis..., mais on essaie !* » La source de sa compassion, en particulier vis-à-vis des personnes venues d'ailleurs, elle l'explique par son propre parcours : « *Parce que moi aussi, j'étais une étrangère. Quand je vois des choses comme on voit à la télé, les émigrants qui meurent, qui sont maltraités..., je pleure. Parce que je comprends ces gens-là. J'ai des copines qui disent : "Ils doivent rester chez eux." Moi, ça me fait un coup au cœur. Parce que quand je suis arrivée, j'ai été bien reçue. Mes enfants ont grandi avec des Algériens, des Turcs, ils sont copains avec eux. Donc, quand j'entends ça, ça me fait mal.* »

« *Quand je vois un pauvre, un aveugle, un handicapé, ça me fait mal au cœur. Je pleure, vraiment...* », confie aussi un homme d'origine marocaine à Nancy. Enseignant retraité, orphelin à 13 ans et ayant lui-même été « *sauvé* » par une Française coopérante dans son pays, il revient sur son enfance pour expliquer sa sensibilité à la souffrance humaine : « *J'ai été accidenté, j'ai été en chaise roulante presque deux ans. Je n'avais plus de chez-moi. Je cherchais un coin pour me tuer, je voulais me suicider. C'est elle qui a compris que j'avais besoin d'aide. Elle m'a appelé, et elle s'est bien occupée de moi, jusqu'à présent. Maintenant, elle a 93 ans, et c'est grâce à elle que je suis devenu comme ça : j'essaie de rendre service à l'être humain autant que je peux.* »

« Moi-même, j'ai été exclu de l'école, catalogué comme bon à rien. Je n'ai pas de diplôme. » NEUILLY-SUR-MARNE

 35 ans

D'autres se souviennent des problèmes qu'ils ont rencontrés à l'école et de ceux qui leur ont redonné espoir dans les moments difficiles. Ainsi de cet homme qui a d'abord travaillé dans l'industrie avant de se former au métier d'éducateur de prévention, métier qu'il exerce à présent au sein de l'association départementale du Doubs de Sauvegarde de l'enfant à l'adulte, dans le quartier des Champs-Montants à Audincourt : *« Je suis moi-même enfant d'immigrés italiens. J'ai eu moi aussi des difficultés dans ma jeunesse, car mes parents ont eu des problèmes pour suivre ma scolarité. Ils ne comprenaient pas le français et tout ce qui se passait dans la société. »* Dans l'agglomération de Montbéliard également, une femme de 54 ans, formatrice à la Maison des Métiers de la Ville, raconte avoir aidé une petite voisine dans son parcours scolaire, avec l'idée de *« rendre quelque chose »* dont elle-même avait bénéficié par le passé : *« Elle est venue pendant longtemps chez moi, tous les soirs. Ce n'était pas dans le cadre d'une association : elle habitait l'étage au-dessus et elle venait faire ses devoirs à la maison. C'était évident pour moi de lui apporter quelque chose qu'à un moment donné, on m'avait apportée dans mon parcours. »*

Sur le Plateau de Haye à Nancy, une personne qui dit avoir été orientée par d'autres pour trouver le travail qu'elle exerce actuellement, explique qu'elle rend aujourd'hui la pareille, en faisant tout son possible pour donner des coups de main autour d'elle : *« Un jour, une dame m'a demandé : "S'il te plaît, tu ne connais pas quelqu'un qui voudrait que je travaille ?" Je lui ai dit : "Tu me donnes ton CV, je le mets dans mon sac et je cherche". Et dans le bus, j'ai rencontré une autre dame : "Tu ne sais pas qui peut remplacer une femme de ménage dans un hôtel ?" "Oui, je connais quelqu'un, tiens, voici son CV". Le lendemain, la dame est descendue du bus, elle courait derrière moi, elle ne savait même pas mon nom, ni rien du tout : "Je veux te dire merci, merci ! Ça y est, j'ai trouvé un peu de boulot. C'est pour remplacer quelqu'un, mais c'est mieux que rien". »*

« J'ai été en échec scolaire, et j'ai eu moi aussi des difficultés à trouver un emploi. » AUDINCOURT

 54 ans

Ici et là, on a débattu pour savoir si la capacité à investir ce rôle de "déclencheur de courage" chez les autres était liée à l'âge. On note en effet que nombre de nos passeurs et passeuses rencontrés sur les territoires qui participaient à la démarche ont plus de 40 ans. Et il a été dit à plusieurs reprises qu'il fallait *« avoir du vécu »*, *« du recul »*, une certaine *« maturité »*, pour se sentir apte à transmettre force et confiance à ceux qui en manquent momentanément. Mais tout compte fait, c'est moins l'âge qui semble être le facteur décisif, que le fait d'être passé par une épreuve marquante. Un moment difficile de la vie, qui, lorsqu'on l'a surmonté, a déclenché une *« prise de conscience »* ou permis d'acquérir soi-même une certaine liberté d'action et de parole.

À Lingolsheim, dans l'agglomération de Strasbourg, une femme de 60 ans estime ainsi que son engagement actuel auprès des mineurs isolés de sa commune vient *« d'une philosophie de vie »* héritée de son enfance : *« J'ai eu une mère adoptive qui m'a prise comme sa propre enfant et qui m'a évité la DDASS. Et voilà ! On accueille l'humain, parce que dans notre vie, on a été accueilli. Donc, si un gosse arrive le soir et que ça ne va pas, qu'il est là avec son sac en disant : "Je demande l'asile parce que je me suis engueulé avec ma mère, elle m'a jeté dehors", qu'est-ce qu'on fait ? On ne réfléchit pas..., c'est la*

vie qui doit passer ! On récupère le gosse, il reste un jour, on téléphone à la maman le soir même ; il reste quinze jours..., puis on tisse des liens. Ce que m'a appris l'Alsace, c'est que les liens, il faut les tisser à long terme : il faut être patient. »

Et une mère de famille âgée de 40 ans qui accompagne des jeunes en échec scolaire dans le cadre de son activité professionnelle, à Lingolsheim également, raconte avoir elle-même été aidée dans sa jeunesse par une conseillère de la mission locale : « *Quand j'ai quitté mes études, j'en avais un petit peu ras le bol, j'avais envie de faire un break, de travailler, de découvrir la vie active. Une amie m'avait dit : "Tu sais, il y a un endroit qui s'appelle la mission locale, vas-y, c'est super sympa. Ils t'aideront peut-être à trouver un job d'été". J'y suis allée, et la conseillère, au lieu de me proposer un job d'été, m'a proposé de travailler tout simplement à la mission locale ! Bon, pourquoi pas, je vais tenter. Et voilà : j'y suis depuis 20 ans et j'en suis à mon 4^e poste. C'est vraiment ce qui m'a permis de faire émerger ce côté social que j'ai, cette envie d'aider tout le monde. »*

« Il y en a qui vont attendre la retraite pour aller aider les autres. Mais tu as aussi des gens en pleine activité, qui vivent à 1 000%, et qui sont bénévoles. »

GARGES-LÈS-GONESSE

 35 ans

« *Dans mon engagement politique et citoyen, les principaux piliers sont toutes ces personnes qui m'ont vu grandir, qui m'ont accompagné* », explique pour sa part un homme de 41 ans, sur le Plateau Rouher à Creil. Arrivé avec sa famille en 1978, à l'âge de 3 ans, dans le cadre de la politique de regroupement familial qui favorisait l'installation de travailleurs recrutés à l'étranger, il est aujourd'hui élu (dans l'opposition) à la ville de Creil et dit avoir été marqué par son passage au Centre social Georges Brassens, où il a pu bénéficier de l'entraide scolaire dans sa jeunesse. « *Ça m'a énormément aidé à remonter la pente d'un certain nombre de lacunes, à combler ce gap scolaire qui est un prérequis dans la société dans laquelle on vit. Mais au-delà de ce rattrapage scolaire, ce qui a été extraordinaire, vraiment bénéfique pour moi, c'est que ça m'a donné une vraie ouverture d'esprit. Le Centre Georges Brassens a été une clef là-dessus. Avec des activités d'épanouissement, des voyages à l'extérieur, la capacité d'échanger dans un autre cadre que le cadre scolaire ; avec des référents naturels, des gens qui nous comprenaient. Très rapidement, je me suis moi-même investi sur des ateliers d'entraide scolaire auprès de plus jeunes que moi. Et comme j'étais un passionné d'informatique (on n'avait pas d'ordinateur à la maison, mais il y en avait au centre), j'ai eu cet honneur de monter, très jeune, le premier atelier informatique. J'ai pu donner des cours à ces gens qui m'avaient aidé, pour partager un peu avec eux mes connaissances. Et je le dis clairement : mon parcours personnel, ma trajectoire, ma personnalité même, ont été forgés dans ce cadre-là. »*

On le voit à travers tous ces récits : la passion ou le dévouement qui animent ces femmes engagées, ces militants du quotidien et tous ces passeurs de frontières, ne relèvent qu'en apparence d'une dynamique personnelle. Leur penchant pour l'action s'enracine en fait presque toujours dans une dimension collective. Il est le fruit d'un environnement, de relations et de liens anciens, qui disent bien l'histoire particulière de nos quartiers populaires, lieux d'engagement humain et politique pour de nombreux hommes et femmes pétris de convictions citoyennes.

On a hérité de valeurs, que l'on veut transmettre

Les passeurs d'aujourd'hui, en somme, sont les petits de ceux d'hier : ils ont en quelque sorte été formés par ceux qui les ont précédés et se voient comme faisant partie d'une chaîne humaine, tout au long de laquelle se cultive cette vocation à aider les autres. C'est l'un des "secrets" dévoilés au cours de nos échanges : la culture de l'engagement se transmet et nos héros et héroïnes, qui donnent parfois d'eux-mêmes au-delà du raisonnable, en sont les héritiers.

« Dans ma jeunesse, on s'est forgé à l'usine, et le déclencheur, ça a été de voir des gens engagés dans le mouvement syndical. »

VALENTIGNEY

 73 ans

Pour certains, cela s'est fait de manière explicite. Ils sont passés par des mondes qui défendent des valeurs d'entraide, ou l'idée de lutte collective : le syndicalisme, le travail social, un mouvement militant comme les Francas⁴, les Ceméa⁵, la Confédération syndicale des familles (CSF), ATD Quart-Monde... À Nancy, sur le Plateau de Haye, le retraité de La Poste, devenu au fil des ans une figure du quartier, cite son engagement syndical précoce comme élément fondateur : *« J'ai toujours eu une vie collective, associative, un peu riche... J'avais 18 ans quand j'étais délégué du personnel, en 71, donc ça date. J'ai pris la tête de la section à 25 ans, j'étais un des plus jeunes responsables syndicaux. Puis j'ai été licencié pour activité syndicale à 31 ans – j'étais un peu plus fougueux que maintenant, ça explique certaines choses... Finalement, je suis rentré à La Poste parce que j'étais grillé sur toute la Meurthe-et-Moselle au niveau de l'emploi dans le privé. Et j'ai été quinze ans facteur sur le Haut-du-Lièvre. Le quartier m'a tout de suite accroché. Par la suite, j'ai pu avoir un poste de guichetier-conseiller, et j'ai sauté dessus. Là, j'ai vraiment eu un plaisir énorme, dans le sens où j'étais plus assistante sociale, écrivain public, en priorité ; puis guichetier, après. »*

⁴ Mouvement d'éducation populaire, la Fédération nationale des Francas (Francs et franchises camarades), créée en 1944, est une association reconnue d'utilité publique qui rassemble 50 000 bénévoles regroupés au sein de 81 associations départementales. (Source : <http://www.francas.asso.fr/>)

⁵ Mouvement national d'éducation nouvelle, fondé dans les années 1930 en France. Association d'éducation populaire et organisme de formation professionnelle, les Ceméa (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active) sont reconnus d'utilité publique et organisés en réseau national, européen et international. (Source : <http://www.cemea.asso.fr>)

« J'ai été en échec scolaire, et j'ai eu moi aussi des difficultés à trouver un emploi. » BAVANS

 71 ans

À Valentigney, dans le quartier des Buis, construit à partir de 1958 à l'écart du centre-ville par Peugeot pour loger les ouvriers et cadres de l'usine (3 000 habitants aujourd'hui, dont 1/3 de population étrangère, 34% de jeunes et un taux de chômage de 39,7%), un couple d'habitants militant dans une association de locataires explique d'où ils tiennent leur fibre sociale : *« Parfois c'était l'engagement familial, communiste ou catholique, qui menait là. Nous, c'est parce qu'on avait des parents catholiques. Et puis on se disait aussi qu'il fallait faire quelque chose de notre vie. On a commencé par s'engager aux JOC (Jeunesses ouvrières chrétiennes). (...) Nous nous sommes mariés en 1964, alors que nous étions tous les deux chez Peugeot à Sochaux, syndiqués à la CFTC⁶ : c'était le syndicat logique à l'époque, lorsqu'on était croyant. Puis, il y a eu les grèves de 1968, avec occupation et blocage de l'usine, l'intervention des CRS, deux morts et deux cents blessés légers dans le Pays de Montbéliard. Et en 1969, il y a eu un mouvement dans le quartier, contre la hausse des charges. On y a participé..., et cela a débouché sur la création de la Confédération syndicale des familles. »*

Toujours dans le Pays de Montbéliard, un homme de 57 ans évoque lui aussi ces mouvements collectifs qui ont joué un rôle formateur pour lui : *« Moi, s'il y avait un élément déclencheur, ce serait mai 68. Je n'avais que neuf ans, mais j'ai commencé à militer avec mon grand-père : je partais faire les blocages avec lui. Ensuite, il y a eu la rencontre avec les Francs et franchises camarades (les Francas) et je me suis retrouvé par la suite à former ces gens-là. L'éducation populaire nous rapproche du militantisme politique. »*

Très nombreux sont également celles et ceux qui se souviennent du passage de leur BAFA⁷, en lien avec tel ou tel organisme, comme d'un moment d'éveil à partir duquel ils ont décidé de poursuivre professionnellement ou bénévolement dans l'action sociale, devenant à leur tour des passeurs d'avenir pour les générations qui les suivent. *« Je suis des Rosiers »,* raconte par exemple un Marseillais de 35 ans, aujourd'hui directeur du Centre social municipal d'Aubagne. *« Je suis né là-bas, j'ai vécu là-bas vingt-huit ans, j'ai tout fait là-bas. Et j'ai grandi aussi avec le Centre social Saint-Gabriel. À l'âge de 17 ans, je suis venu demander à D. de passer mon BAFA. Et il m'avait rembarré, pour être honnête. Il m'a dit : "Reviens l'année prochaine, tu n'es pas encore mûr." C'est vrai que j'étais un petit con à l'époque. (...) À la base, je suis d'une famille assez modeste, de six enfants. Ma mère était femme de ménage, mon père était absent, donc c'était un peu compliqué. Et l'école, je n'aimais pas trop ça !*

« Moi-même, j'ai été exclue de l'école, cataloguée comme bonne à rien. Je n'ai pas de diplôme. » MONTBÉLIARD

 42 ans

⁶ Confédération française des travailleurs chrétiens.

⁷ Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur.

Mais je n'étais pas quelqu'un de méchant foncièrement. J'avais une conscience, j'évo-luais..., à ma manière. Donc je suis revenu à la charge, j'ai passé mon BAFA, j'ai fait de l'animation de rue. Le deal, c'était qu'on était là en bénévolat, et ils nous payaient notre formation. À l'issue du diplôme, on pouvait être animateur-relais et former de nouveaux jeunes qui venaient pour passer le BAFA. J'aimais beaucoup l'animation et, du coup, je me suis trouvé une voie là-dedans. »

« J'ai eu le soutien des animateurs du centre : j'ai passé le BAFA et j'ai été animateur. » FOLSCHVILLER

 19 ans

« Pour moi, je crois que le premier évènement marquant a été mon stage BAFA », note aussi une femme de 54 ans, aujourd'hui formatrice dans l'agglomération de Montbéliard. « J'avais 16 ans, et il fallait que je bosse, parce que j'avais envie d'avoir de l'argent de poche. J'ai trouvé à la plonge dans une colo et dès que j'ai pu, j'ai passé mon BAFA. J'ai fait mon stage aux Ceméa, et cela a été la première rencontre qui m'a attirée. J'étais émerveillée de voir qu'on pouvait apprendre autrement qu'à l'école, et même beaucoup plus long-temps qu'à l'école ! Toutes les idées que j'ai et que je défends, elles viennent certainement de là, même si après, elles se sont affinées. »

Même genre de parcours pour un homme de 50 ans, qui se souvient très précisément des personnes grâce auxquelles il est devenu animateur à la MJC du quartier de la Petite Hollande — l'un des huit sites couverts par le contrat de ville unique de cette agglomération du Pays de Montbéliard — où les difficultés sociales liées à la transformation de l'industrie automobile perdurent, malgré une rénovation urbaine massive. « En 1986, j'étais objecteur de conscience à la ville de Besançon » raconte-t-il. « Et j'ai eu l'opportunité de faire visiter des chantiers archéologiques à des enfants âgés de 9 à 12 ans. S'il y avait un passeur dans ma vie, ce pourrait être Pierre M., archéologue intercommunal dans le Pays de Montbéliard, qui m'a conseillé de poursuivre dans cette voie. Je suis donc parti en formation DÉFA⁸, puis je l'ai retrouvé : il m'a accueilli en stage pratique pour valoriser le chantier et le théâtre gallo-romain de Mandeuve. Dans la formation DÉFA, j'ai rencontré d'autres personnes, parmi lesquelles le directeur de la MJC de la Petite Hollande, et qui m'a par la suite proposé un poste d'animateur-coordonateur, d'aide aux associations. »

Mais souvent, les choses se sont passées de manière beaucoup plus diffuse ou informelle : nos passeurs disent avoir été inspirés par un « milieu », dans lequel ils ont « baigné » et dont ils ont hérité des valeurs, presque inconsciemment. À Folschviller ou à Lingolsheim, par exemple, certains ont mis en avant une culture de l'entraide qui règne dans les quartiers populaires, et qui imprègne les mentalités et les comportements : « Il y a des gens qui sont là et qui partagent. Et on vit avec eux. On vit bien, parce qu'on est sur le terrain de l'humanité. » « Il y a cette solidarité qu'on ne trouve pas dans les pavillons individuels. Cet effet village, où les gens s'interpellent, se retrouvent..., cette ambiance, ces échanges qui font qu'on peut soutenir quelqu'un qui est un peu plus en difficulté. »

« C'est le fait de voir des adultes qui se donnent à fond. On est plein de gratitude, après... » CREIL

 70 ans

« *C'est l'éducation, les parents* », ont répété beaucoup de nos interlocuteurs ayant été désignés comme occupant ce rôle de passeurs sur différents territoires. Ainsi à Éragny-sur-Oise, une femme de 50 ans très engagée sur le quartier de La Challe-Les Dix Arpents laisse-t-elle échapper au détour d'une phrase une référence à son héritage familial : « *Mes parents sont des gens..., enfin, mon père est pasteur, donc ce sont des gens qui s'occupent des gens. Il y avait du monde à la maison et ça, c'était validé en moi, automatiquement : l'écoute..., avoir de la compassion pour des gens qui ont des souffrances.* » « *C'est mon grand-père, que j'admire* », livre pour sa part une militante à Marseille : « *Il n'a fait que des choses bien* ». Et une autre, aujourd'hui fonctionnaire territoriale, en vient à la même conclusion, lorsqu'elle se questionne sur la source de ses engagements professionnels et bénévoles : « *Est-ce que je suis le produit de la République ? Je ne sais pas... En tout cas, j'ai eu une énergie qui m'a poussée. Mon père était ouvrier, il disait toujours : il faut travailler, il faut avoir un métier, il faut y aller ! Des fois, on croit que je suis de la haute bourgeoisie ou je ne sais pas quoi, mais moi, je n'ai jamais renié mes origines. Je dis toujours : je suis une fille des quartiers Nord, une fille d'ouvrier.* »

« **Ma maman était mon modèle. Elle nous a toujours dit : il faut aider, il faut ci, il faut ça...** » SARREGUEMINES

 38 ans

Dans le quartier des Fauvettes à Neuilly-sur-Marne, un homme de 35 ans, d'origine sénégalaise, ayant grandi sur place, évoque lui aussi la figure paternelle. Après avoir suivi ses parents en Normandie, il est revenu vivre dans ce quartier de Seine-Saint-Denis en 2003. Lui qui avait été exclu de l'école car trop « *rêveur* », qui s'est « *formé sur le tas* » comme électricien, a développé dans son ancien quartier des activités associatives en direction des jeunes, avant d'être recruté par la ville.

Chargé actuellement de la maintenance des bâtiments communaux, il est à l'origine de la création de l'Unité Jeunesse, un service désormais municipal : « *Moi, j'ai pris l'exemple de mon père. Il est plombier. C'était un travailleur, il faisait tout pour sa famille. Il a réussi à subvenir aux besoins de ma mère et de mes frères et sœurs, il a pu construire sa maison... Il m'a donné ces valeurs-là : "Le chômage, ce n'est pas pour nous, nous on est là pour travailler". Et ça a déteint sur moi, ça a été un moteur. Il a fait plein de chemin pour arriver jusqu'ici, il a tout fait pour qu'on ait une vie meilleure. En somme, il a fait tout le travail. Nous, on est déjà en France, on a une éducation que lui n'a pas eue, parce qu'il a perdu sa mère très tôt. Donc, normalement on doit faire plus ! Je ne peux pas être pire que mon père, ce n'est pas possible ! Sinon, c'est une honte pour moi. Une honte.* »

À Étupes également, dans le quartier de La Montagne (600 habitants aujourd'hui, alors qu'il en comptait 2 200 en 1975, au plus fort de l'activité industrielle du Pays de Montbéliard), un homme de 33 ans, comédien, rend hommage à la lignée familiale qui a fait de lui ce qu'il est devenu : « *Je voudrais citer mon père. Quand il était petit, son père lui a dit : "Quand tu seras grand, il faut que tu sois mieux que moi, et que ton fils soit mieux que toi." Mon père m'a toujours répété ça. Je pensais qu'il ne parlait que de niveau d'éducation, mais j'ai compris plus tard qu'il voulait dire que chaque génération devait devenir meilleure que la précédente.* »

« **C'est une culture. Une culture méditerranéenne : le don de soi, le partage, l'échange...** » FOLSCHVILLER

 48 ans

D'autres expliquent avoir été marqués plus précisément par l'exemple d'une personne qui s'est dévouée pour eux... ou pour d'autres. Un « *modèle* » qui a forcé leur respect et a allumé en eux la fameuse « *fiBRE* », le désir d'aider les autres. En Lorraine, une enseignante à la retraite, engagée bénévolement dans le syndicat d'initiatives de sa commune, explique ainsi avoir fait prendre « *un virage à 90°* » à cette structure, en l'orientant vers le public porteur de handicaps, suite à une rencontre exceptionnelle : « *C'est une personne très intéressante qui m'a entraînée là-dedans : Madame Karima T. qui est adjointe aux personnes handicapées à la mairie de Folschviller.* »

Le quartier, on le connaît par cœur

« Je suis née au quartier, j'ai grandi au quartier et je suis un peu la fille modèle, la fille de tout le monde ! »

SARREGUEMINES

 38 ans

Autre point commun entre beaucoup de nos interlocuteurs activement engagés sur ces territoires sensibles : hommes ou femmes, ils sont souvent ancrés de longue date dans leur quartier ou dans leur ville. Même s'ils sont venus d'un autre pays ou d'une autre région. Et manifestement, cela semble être un atout pour déployer leurs talents. Que ce soit en tant qu'habitants ou en tant qu'acteurs associatifs, ils disent connaître beaucoup de monde et être eux-mêmes très connus, du fait de leur présence et de leur engagement au long cours.

Ainsi en témoigne par exemple le Président du Club des Anciens et de l'association locale des Francas sur le Plateau de Haye à Nancy : « *Je suis un ancêtre ! Depuis 1966 ! Je n'habite plus le quartier, mais je ne suis pas loin. J'étais parmi les premiers qui ont monté les Francas ici, au Marronnier Rouge. On a été fondateurs, avec un prêtre au départ, et depuis je suis resté. Je suis attaché, c'est pour ça que je continue à travailler. Je suis aussi vice-président de Radio Caraïbes, et je suis au conseil citoyen. Avant, je faisais partie de la Commission municipale de quartier, depuis 1980. Donc, le quartier, on le connaît par cœur.* » Sur le même site, une jeune femme au profil très différent, qui aide nombre de personnes dans leurs démarches administratives sans pour autant être active dans le monde associatif, se présente elle aussi avant tout comme une habitante des lieux : « *Moi, je suis née au Plateau de Haye, Haut-du-Lièvre, et voilà, tout simplement. J'aide beaucoup les gens : je les accompagne à la CAF, à l'assistante sociale, à la CPAM... C'est du bouche-à-oreille : les personnes savent que je fais ça, elles viennent vers moi ou m'appellent directement et je les accompagne. Je fais ça depuis des années, depuis toujours.* »

Une autre, aide-soignante de son état et membre du conseil citoyen, explique comment elle a acquis son statut particulier sur ce quartier où elle est née : « *En tant qu'enfants d'émigrés, tout petits, on a été confrontés à des problèmes, parce que nos parents ne maîtrisaient pas le français. J'ai le souvenir, à 10 ou 12 ans : il fallait remplir une feuille de Sécurité sociale. Donc forcément, c'est resté. Et après les mamans discutent entre elles : "Ta fille ne serait pas disponible pour ceci ou cela ?" J'ai envie de dire qu'on a baigné dedans toutes petites et qu'on a gardé ce fil, cette entraide, parce que c'est très important. Les démarches administratives, c'est dur : moi-même, j'ai bien du mal. Alors imaginez ceux qui ne maîtrisent pas la langue, qui ont des difficultés d'insertion professionnelle... »*

Sur plusieurs sites, on a senti à travers les témoignages recueillis un profond attachement de ces personnes au quartier qui les a vues naître ou grandir, ou à la ville qui les a un jour accueillies. Ainsi à Paris, l'animateur culturel du Centre social 13 pour tous, qui a connu bien des vicissitudes dans sa vie, est né dans le XIII^e arrondissement, au cœur de ce « *Chinatown Parisien* » où le quartier Masséna-Villa d'Este, inscrit en GPRU⁹ depuis 2004, accueille une population immigrée très nombreuse (près d'un habitant sur deux). Âgé de 63 ans, il est « *un inconditionnel de cet arrondissement* », qu'il connaît « *comme sa poche* ». L'idéal, pour communiquer avec les publics de toutes origines qui fréquentent l'équipement.

« On a quand même de la chance de vivre là. Par rapport à tout ce qu'on entend... Il y a un bel équilibre entre les différentes générations. »

LINGOLSHEIM

 66 ans

« Je suis habitante du quartier depuis ma naissance. Je connais pas mal de monde, et pratiquement toutes les associations. » NANCY

 34 ans

Ailleurs, d'autres personnes ont expliqué que ce qui les liait à leur quartier était si fort qu'après en être parties pour faire leurs études ou à l'occasion de diverses expériences de vie, elles y étaient revenues, avec l'idée de s'y rendre utiles. C'est le cas de cette habitante du quartier du Vieux Chêne, bénévole au Centre socioculturel de Sarreguemines (seule structure d'animation présente sur cette commune de 21 000 habitants) : « *Dans ma jeunesse déjà, j'étais sportive, active. Je faisais plein de choses, j'étais débrouillarde..., pas comme les autres filles. Tout le monde me connaissait. J'ai fait un Bac pro, je me suis retrouvée dans un bureau, enfermée entre quatre murs. (...) Je me suis dit : ce n'est pas moi, ça ! Il faut que je sois dehors, avec les gens, sinon, ça ne va pas ! Je suis partie, j'ai fait une fac de sport, puis j'ai passé mon brevet d'État d'éducatrice sportive. Ce que je voulais, c'était faire bouger les dames du quartier, parce qu'elles sont là, elles ne font rien de leurs journées... Entre temps, je revenais encore au quartier pour voir la famille, donc j'ai gardé mon statut, j'ai gardé ma place. Je suis revenue en 2014. Je suis allée voir le centre socioculturel, le CMSÉA, etc. : j'ai un projet, qu'est-ce qu'on peut en faire ? Ça a accroché avec les mamans et c'est parti de là. Je leur ai proposé de faire de la gymnastique volontaire. Si elles sont venues, c'est parce que c'est moi qui ai proposé. J'aurais pu proposer n'importe quoi, elles seraient venues ! »*

UNE PASSION CONTAGIEUSE : LA BOXE À VALENTIGNEY

Croire en quelqu'un, lui insuffler énergie et confiance en soi peut parfois amener loin ! On en sait quelque chose à Valentigney, dans l'agglomération de Montbéliard, depuis qu'un jeune homme du quartier des Buis a été « contaminé » par le virus de la boxe. Poussé dans son adolescence par un éducateur sportif, il a fait du chemin dans le milieu, jusqu'à passer lui-même son brevet d'éducateur et à créer en 1994 l'Espérance Boxing Club. Une structure qui a depuis formé 1 250 jeunes et donné à la ville cinquante-trois champions de France, plus d'une centaine de champions de l'Est, deux champions internationaux et trois jeunes en équipe de France — dont deux filles vainqueurs de la Coupe de France !

« Si j'ai eu la chance d'arriver là », raconte celui qui, devenu quadragénaire, enseigne toujours la boxe bénévolement, « c'est grâce aux gens qui m'ont aidé, mais aussi à ceux qui m'ont mis des bâtons dans les roues. C'est ce qui m'a motivé à réussir : pour prouver à ces personnes qu'elles se trompaient sur moi. » Tout en couvant le club d'un œil attentif, l'homme occupe désormais un poste d'adulte-relais à la mairie. Né aux Buis dans une famille originaire du Maghreb, il connaît bien les différentes générations qui se sont succédé dans cet ensemble de logements construits en 1958 à l'initiative de Peugeot, à la lisière d'une forêt. Avec près de 3 000 habitants (soit 28 % de la population communale), 65 % de non diplômés, un taux de chômage qui frôle les 40 %..., le quartier vit de plein fouet les ravages de la désindustrialisation qui affecte toute la région. Les étrangers y sont plus nombreux qu'ailleurs, de même que les moins de 20 ans, qui représentent un tiers de la population. « Ce sont des jeunes dont on dit qu'ils sont difficiles », note celui qui les accueille au Club, « alors que c'est tout le contraire que je vis. Ils ont autant de motivation que les autres. Mais malheureusement, il manque beaucoup de choses pour notre jeunesse. Et à cause de quelques-uns, on nous a tous catalogués dans le même panier. »

Convaincu que « si on n'occupe pas le terrain, d'autres viendront le prendre, comme des dealers, ou des recruteurs du djihad », il poursuit son œuvre patiemment, avec le soutien de la municipalité, de la Préfecture, de la politique de la ville... « Grâce aux subventions, on a réussi à monter une plus grande structure, avec sept bénévoles et des services civiques. » Le Club compte aujourd'hui 147 adhérents, dont un tiers de filles, particulièrement mises à l'honneur. Des projets « construits de A à Z avec les jeunes et la population du quartier » sont conduits avec le centre social, comme la participation à un raid sportif dans le Sud, ce printemps. Et cela paye : « L'an dernier, quarante-sept jeunes des Buis ont retrouvé un emploi, et une quinzaine un stage. Certains de ceux qui ont fréquenté le Club ont réussi en intégrant des filières comme Maths sup' ou médecine. »

« On essaie de construire les hommes et les femmes de demain », conclut modestement ce bénévole dans l'âme. « Je ne sais pas si on gagnera la guerre, mais on a gagné quelques batailles. »

À Hombourg-Haut, en Moselle, un homme de 68 ans, ancien mineur, s'est lancé dans la vidéo, afin de valoriser les bons côtés de la cité où il vit ; un quartier de 2 000 habitants mal desservi par les transports en commun, comptant très peu de commerces et un faible tissu associatif, où le taux de pauvreté atteint 41 % (comme la moyenne des autres sites concernés par ce rapport). « *J'habite à la Cité des Chênes depuis 1953 : je l'ai vue pratiquement construire* », explique-t-il. « *Il fut un temps où c'était agréable de vivre. Ça s'est dégradé dans les années 80, par des exactions, des jeunes qui ne respectent rien, des voitures vandalisées, des vitrines de magasin défoncées... J'ai vu le quartier dépérir. C'est à partir de ma retraite que, petit à petit, je me suis impliqué avec les associations. Au début je le faisais d'une façon aléatoire, pendant les vacances... Mais avec une caméra, on peut quand même faire autre chose que de se filmer les orteils ! Je veux faire voir aux gens qu'à la Cité des Chênes, il n'y a pas que des voitures qui brûlent, il y a aussi des associations qui marchent, il y a de la vie. Ce sont les enfants qui m'intéressent, surtout : pour qu'ils ne partent pas à la dérive, pour les aider à comprendre, à apprendre quelque chose. Et de fil en aiguille, avec Internet en plus, on m'a incité : "C'est bien, ce que tu fais, que de bonnes nouvelles ! Continue !" Et comme je connais pas mal de monde, j'en profite pour les promouvoir à travers mes vidéos. C'est ma manière de contribuer, pour toucher le plus grand nombre... Je suis sollicité de plus en plus, il y a un effet boule de neige.* »

Beaucoup des participants à nos rencontres ont ainsi déclaré leur amour pour ces quartiers ou ces villes de banlieue tant décrits par ailleurs. C'est de leur ancrage dans ces territoires qu'ils tirent une partie de leur force, de ce désir qui les anime « *d'arranger les choses* » autour d'eux. « *Ce qui me motive ?* », s'interroge ainsi un habitant des Fauvettes, à Neuilly-sur-Marne, « *c'est parce que c'est ma ville. J'ai toujours vécu là, c'est tout* ». Du coup, il fait tout pour transmettre une belle image de ce territoire : « *Je suis gardien à la salle des fêtes Marcel Pagnol. Avant, j'étais aux ateliers, aux services techniques. Une fois, j'ai accueilli une femme en TIG (Travaux d'intérêt général). Elle avait piqué dans un supermarché. Avec sa famille, ils venaient de Montreuil, et quand je leur faisais faire le petit tour de la ville : "On est où ici ? C'est canon ici !" Ils nous le disaient ! J'étais fier !* » Et d'autres d'insister en écho : « *On aime notre ville. C'est une belle ville.* » « *Une ville, c'est comme un seul être humain, il faut qu'on soit solidaires. C'est ça qui manque, trop souvent...* »

« Moi, j'aime la diversité. Je dirais qu'à Éragny, notre identité, c'est la diversité. »

ÉRAGNY-SUR-OISE

 64 ans

« J'aime ma ville. Depuis quarante ans que j'y suis, j'y reste ! » NEUILLY-SUR-MARNE

 55 ans

Tout "passeurs" qu'ils soient vers d'autres mondes, celles et ceux qui tissent ainsi patiemment la toile du mieux vivre sur ces territoires sont rarement de passage. Qu'ils habitent sur place ou qu'ils y soient investis à titre militant ou professionnel, ils agissent dans la durée, à partir d'un fort enracinement local. Et c'est selon eux l'une des clefs qui leur permet de diffuser l'espoir autour d'eux. À Creil, à Lingolsheim, dans le Val d'Oise..., des directeurs et directrices de centres sociaux, des animateurs, des éducateurs, des enseignants... sont sur place depuis vingt ou trente ans.

À Marseille, on se souvient encore, des années après leur mort, d'Émile Temime et de Michel Anselme, un historien et un sociologue qui ont lié leur sort à celui des quartiers Nord, dans les années 1980. Connaissant leur ville sur le bout des doigts, ils avaient noué des relations intimes avec des familles et des jeunes qui parlent aujourd'hui d'eux comme de « *compagnons de route du quartier* ». « *Quand on vient dans les quartiers populaires, il faut avoir cette éthique de la fidélité et de l'engagement* », affirme une fille d'immigrés algériens qui en a été touchée, au point de devenir à son tour sociologue.

À Nancy, le guichetier de La Poste est resté en poste trente ans au Haut-du-Lièvre. Une longévité sans laquelle il n'aurait pu agir de manière aussi fructueuse auprès des habitants, en fournissant de l'aide administrative ou des coups de pouce aux uns et aux autres, bien au-delà de sa mission professionnelle : « *Je disais toujours à mon directeur : tu peux augmenter mon salaire de 50 %, je ne partirai pas d'ici !* », se souvient-il. « *Parce qu'au bout de plusieurs années, on crée un vrai climat de confiance dans le quartier. Je pense que nous étions un des bureaux de l'agglomération où il y avait le moins d'incivilités. On avait 350 clients par jour, avec une diversité énorme, qui était extrêmement plaisante. Finalement, je voyais plus les gens d'ici que ma famille. Enfin, ma famille avant tout, ce sont mes enfants, mes petits-enfants. Mais j'aiderais quasiment autant un jeune du coin que mon fils, s'il a besoin d'argent ou de quelque chose. D'ailleurs, quand je rencontre des jeunes, des fois, dans la rue à Nancy, n'importe où..., ils me disent bonjour, et moi je dis : "Tiens, un ami du quartier". Il y a des prénoms que j'ai oubliés, bien sûr, mais je ne vais pas dire : "C'est un client de La Poste".* »

« J'ai eu la chance de travailler dans ce quartier dit difficile. » NANCY

 62 ans

Et les uns et les autres de déplorer les politiques de gestion des ressources humaines qui désormais, dans l'administration comme dans les entreprises privées, n'encouragent plus l'engagement à long terme sur un territoire. Alors que l'ancrage local et l'action dans la durée, de par la qualité des liens qu'ils permettent de développer, seraient à les entendre une condition de toutes ces petites victoires remportées, grâce auxquelles les quartiers respirent, certains jeunes acquièrent la force de partir faire des études, des femmes et des hommes, un peu partout, gagnent en liberté.

Car il faut disposer de réseaux, s'être fait des alliés, avoir ses entrées dans les lieux du pouvoir, pour être en mesure de faire avancer certains dossiers, pour trouver un job à une connaissance, obtenir que telle famille soit enfin relogée... « *S'il y a un problème, je téléphone à qui je sais. C'est comme ça que j'arrive à débrouiller certaines situations* », explique l'un. Tandis qu'une Nancéienne raconte comment elle utilise les contacts accumulés au fil des années grâce à son engagement bénévole sur le territoire : « *Je connais les élus, et je peux les solliciter pour différents problèmes, scolarité, logement, divers sujets... : ils répondent toujours présents. On a la chance d'avoir des élus qui sont à l'écoute, il faut dire, et des permanences mises en place à la mairie de quartier : ça aide.* »

J'ai toujours été indignée par les injustices de ce monde

« Je pense qu'il faut que cette vie serve à quelque chose. C'est pour ça que je fais ce métier d'animateur : pour améliorer la société. » ÉTUPES

 32 ans

Un autre moteur, très puissant, est à l'origine de l'engagement de nombre des femmes et des hommes qui s'emploient à construire ces passerelles vers l'ailleurs, au sein des quartiers populaires : la colère. La « rage », disent certains, la révolte face à l'injustice. Peu importe que celle-ci ait été dirigée contre eux-mêmes, contre des proches ou contre des inconnus : ils ne supportent pas de voir des personnes souffrir ou « gâcher leur vie » parce qu'elles n'ont pas eu les mêmes chances que d'autres.

« Le déclencheur de ma prise de responsabilité à la CSF, c'était le fait de voir les inégalités », déclare ainsi une femme de 48 ans dans le Doubs. Tandis qu'une autre, beaucoup plus jeune, d'origine italienne et actuellement référente Jeunesse et Famille au Centre social 13 pour tous à Paris, précise qu'elle a « toujours été sensible au monde politique, aux élus qui ne s'engagent pas suffisamment pour le bien-être de leurs administrés. En terminant mes études en master 2, j'ai été particulièrement dégoûtée par le fait que certains pouvaient faire un doctorat plus facilement que d'autres, par rapport à leur situation financière : sans avoir à demander une bourse. Suite à cette histoire de bourse, j'ai abandonné l'idée de faire un doctorat en littérature et je me suis consacrée au monde socioculturel. »

C'est aussi à force de voir « les difficultés toujours croissantes des parents », depuis son poste d'enseignante, qu'une retraitée dit avoir choisi de rejoindre le mouvement associatif, dans le quartier de la Petite Hollande à Montbéliard. « Je me suis engagée d'abord aux Restos du Cœur puis, j'ai eu un engagement politique et après, je suis venue à la CSF. Parce que cette association porte des valeurs fortes de solidarité, de faire ensemble, de vivre ensemble. Je me suis également investie dans des cours de français langue étrangère pour des personnes qui avaient besoin soit d'apprendre notre langue, soit de se perfectionner. Par exemple pour pouvoir passer un entretien d'embauche. »

L'indignation face aux inégalités, aux discriminations, à l'abandon de certains territoires ou de certaines populations par les pouvoirs publics ne passe décidément pas, pour beaucoup de ces personnes qui refusent de se résigner au monde tel qu'il va. « Putain de bordel ! Pourquoi ici, dans ce quartier, on n'a pas les mêmes choses que d'autres ? », s'emporte un homme aux Doucettes, un quartier bâti en 1971 à la place d'un bidonville, qui rassemble 5 000 des 45 000 habitants de Garges-lès-Gonesse et vient de connaître une rénovation d'ampleur. « Pourquoi ? On n'a pas deux mains, on n'a pas deux pieds ? Parce qu'on habite le 9-5 et pas le 9-2 ? Qu'est-ce que c'est que ça ! Non, mais ! » Et une femme ayant grandi dans les quartiers Nord de Marseille, aujourd'hui directrice générale des services à la mairie de Gardanne, semble lui répondre, en évoquant la révolte qui a guidé ses choix professionnels, depuis sa jeunesse : « À 20 ans,

« J'ai la rage, c'est plus fort que moi, ça vient des tripes ! »

GARGES-LÈS-GONESSE

 49 ans

je suis venue au Centre social Saint-Gabriel comme animatrice bénévole. Je voulais faire de l'animation professionnelle, parce que l'éducation, pour moi, c'est essentiel. À l'époque, je voulais transformer le monde. J'y croyais..., et j'y crois encore ! »

Changer le monde, ne pas se résigner à l'injustice : c'est aussi ce qui a guidé un ex-enseignant, qui fut aussi élu à la ville de Montbéliard. *« J'ai passé mon Bac en 1968. C'était une période où il y avait beaucoup de critique sociale et c'est sans doute ce qui m'a incité à faire un métier où on pouvait participer à la transformation sociale, réduire les inégalités, etc. J'étais convaincu qu'à travers l'éducation, on pouvait avoir un rôle dans la transformation de la société. »*

« J'aime bien enlever aux riches pour donner aux pauvres. » NANCY

 62 ans

Parfois, ce sont des circonstances imprévues, ou accidentelles, qui ont révélé la “vocation” de certaines des personnes que nous avons rencontrées. C'est le cas par exemple de cette femme de 45 ans à Éragny-sur-Oise, dans le quartier de La Challe-Les Dix Arpents. Au chômage depuis un an, très active aujourd'hui dans la transmission auprès d'autres habitants d'informations, de soutien moral, de motivation, elle revient sur ce moment exceptionnel qui a déclenché son engagement auprès des autres : *« Qu'est-ce qui a fait que j'ai aidé, au début ? C'est quand j'ai vu le feu de chez moi ! Il y a quelques mois, il y a eu un sinistre à La Challe. J'avais des amis qui habitaient là-bas, ils m'ont appelée en soirée : “Au secours, il y a le feu, il y a le feu” ! Je suis partie, et j'ai récupéré quelques enfants pour les faire dormir à la maison, puisque les parents étaient en panique. Tout le monde criait, tout le monde s'affolait. Heureusement qu'il y avait la Maison de quartier de La Challe, qui a ouvert ses portes pour accueillir tous ces gens-là. Je les ai soutenus moralement, physiquement... J'ai ramené un matelas, des draps housses pour les bébés, j'ai fait ce que j'ai pu dans mes moyens et dans mes capacités. Après, je me suis occupée d'eux pendant des mois, dans tout ce qui est administratif, les démarches, les assurances, etc. Amis ou pas amis, je ne pouvais pas laisser les personnes dans l'état où elles étaient. La commune d'Éragny a fait beaucoup de choses aussi. Il y a eu vraiment beaucoup de solidarité. La Croix-Rouge a apporté des matériaux pour que les gens puissent retourner dans leurs appartements, la mosquée d'Éragny a fait un couscous. Et voilà, c'est l'humain... »* « L'humain », qui s'est manifesté en elle, à ce moment particulier de sa vie : *« Ça faisait longtemps que je n'avais pas aidé des gens »,* précise-t-elle. *« Et là, je ne sais pas, il fallait que je le fasse. Parce qu'à la base, je viens du 9-3, donc j'en ai connu quand même de la misère, là-bas. Je crois que c'est quelque chose que j'avais envie de faire : j'avais envie de montrer qui je suis, que j'ai un cœur..., que je peux être là. »* Voilà : on a besoin, je suis là. »

Même chez ceux qui l'expriment dans un premier temps de manière compassionnelle, on sent l'esprit de révolte qui sourd derrière les paroles altruistes, dès lors que la discussion s'approfondit. À Garges-lès-Gonesse, par exemple, les échanges ont fait ressortir ce mélange d'humanisme et d'indignation qui anime les uns et les autres : « *Il faut être généreux* », affirment certains. « *Mais ce n'est pas donné à tout le monde* », précisent d'autres. « *Il faut avoir la volonté, et la rage !* » « *C'est une sorte de rage, oui, par rapport à ce monde pourri.* » « *Quand on est jeune, qu'on a étudié, on a envie de s'en sortir et de faire s'en sortir les autres. D'aider les plus petits qui partent à la dérive. Parce que quand tu vois qu'ils ont 12, 13 ans, tu as peur pour eux, tu te dis : ces mômes, quand ils vont avoir 15, 16 ans, ils seront foutus. Donc si tu peux les prendre avant cet âge-là, c'est mieux. Même s'ils ne vont pas faire de grandes études... C'est des petites choses qui, mises bout à bout, font qu'ils s'en sortent.* »

« Il ne faut pas oublier qu'avant d'être un Français ou d'être un Blanc, nous sommes des hommes et des femmes. Avec des droits. »

GARGES-LÈS-GONESSE

 50 ans

« Un ancien résistant que j'aime beaucoup, Stéphane Hessel, disait : "Indignez-vous !" »

VALENTIGNEY

 40 ans

Ailleurs, d'autres participants ont expliqué qu'ils agissaient en vue de « *combattre le clivage social.* » « *C'est toujours eux d'un côté et nous de l'autre* », constate à Marseille un jeune directeur de centre social. « *Il faut rassembler les gens. Plus on les rassemblera, plus on favorisera le vivre ensemble. Ici au centre, on fait des projets avec le privé et le public : on mélange les classes sociales. Parce que le chef d'entreprise qui côtoie l'ouvrière, à un moment donné, ils se rendent compte qu'en fait, ils ont des choses à se dire. Même, ils rigolent ensemble, ils plaisantent... Ils réalisent qu'ils sont des humains entre eux.* »

« *Je dirais que je pratique un métier d'utilité publique* », considère pour sa part un homme de 45 ans dans le quartier des Évoironnes, à Sochaux, qui rassemble la moitié de la population de la ville et cumule un grand nombre de difficultés, avec notamment une part importante de retraités et de personnes en situation de précarité (familles monoparentales, intérimaires...). Directeur d'un centre de loisirs des Francas, il a abandonné ses études de commerce international pour se reconvertir dans le social après s'être rendu compte qu'il avait « *la fibre* », « *le contact avec les enfants* ». Et il n'a rien abandonné de ses idéaux : « *Je suis un optimiste de nature et je crois en l'être humain* », affirme-t-il. « *Dans la conjoncture actuelle, cela peut prêter à réflexion..., mais j'espère que dans les années à venir, on aura du positif. C'est dans notre métier que l'on détecte les problèmes et que l'on apprend le respect des différences. Si toi, tu t'appelles Jacques et moi Mohamed, on n'a pas le même prénom, on n'a pas la même histoire, on n'a peut-être pas la même religion, mais on peut discuter, on peut vivre ensemble. On doit éduquer les jeunes, les adultes et les citoyens de demain, pour essayer de construire une société où personne n'aurait peur de l'autre.* »

« La société ne doit pas être trop individualiste, si on veut éviter qu'il y ait trop de problèmes. »

 54 ans



LES VOIES DE L'ALCHIMIE



Une chose est de vouloir aider les autres à s'en sortir, une autre de réussir dans cette entreprise... Pas si simple ! Tous ceux qui œuvrent dans l'action sociale en savent quelque chose. Nous avons donc demandé aux uns et aux autres, réunis sur différents territoires, d'entrer dans les détails de leur parcours. Qu'en disent ceux qui ont été soutenus à un moment donné de leur vie, pour franchir un passage délicat ? Et qu'en disent celles et ceux grâce auxquels la voie s'est dégagée ? Qu'ont-ils fait, pour ouvrir des portes qui semblaient fermées, redonner courage à ceux qui en manquaient, élargir l'horizon de ces quartiers trop souvent enclavés derrière le périphérique ou la voie ferrée ?

Nombre d'entre eux, qui disent agir « *spontanément* », de manière informelle, ne se reconnaissent pas de compétences particulières. À les écouter, d'un quartier à l'autre, on comprend pourtant qu'il n'en est rien, qu'ils déploient en fait un vrai savoir relationnel, ainsi que des connaissances qu'ils savent mettre au service des autres au bon moment. En croisant leurs témoignages, on voit se dessiner les principes d'action communs qui expliquent leurs succès. Mis bout à bout, ces principes ne font certes pas un manuel méthodologique, mais ils révèlent de précieuses clefs, qui montrent que ces interventions, ces appuis, ne relèvent pas de l'assistantat — un registre auquel on a facilement tendance à renvoyer les habitants des quartiers populaires.

Accorder sa confiance, pour provoquer la confiance en retour

La première de ces clefs, citée par tous, a à voir avec la confiance. Et elle fonctionne à double sens : c'est parce qu'on leur a fait confiance que les personnes bloquées à un moment dans leur trajectoire ont pu reprendre confiance en elles. Et c'est cette estime de soi confortée, ou retrouvée, qui leur a permis d'aller de l'avant, de prendre leur vie en mains.

« Il suffit peut-être d'une parole, d'une phrase, qui va déclencher un déclic chez la personne. Le fait de lui dire : "Tu as les moyens d'y arriver, vas-y, fonce !" »

GARGES-LÈS-GONESSE

 25 ans

Très nombreux ont été les témoignages à ce sujet. À Garges-lès-Gonesse par exemple, un jeune homme considère que s'il s'était écouté, à son adolescence, s'il n'avait pas bénéficié d'encouragements « *en dehors de l'école* » — en l'occurrence de la part d'une association de parents du quartier des Doucettes —, il se serait sûrement arrêté au Bac. « *Je n'aurais pas continué plus loin. Manque de motivation, pas de confiance en soi. Si on n'a pas les parents à côté, ou des gens extérieurs à notre famille qui puissent nous donner des conseils et auxquels on puisse s'identifier, c'est difficile : on se dit qu'on n'a pas les moyens d'arriver à réussir, tout simplement. On va se sentir délaissé, et comme on se sent délaissé, on se dit : autant rester comme ça.* » Lui qui a fait un DUT en électronique, puis une licence, a choisi d'intégrer une entreprise plutôt que de faire une école d'ingénieurs, sans pour autant renoncer à poursuivre ses études : « *Je n'ai pas fini ! J'ai choisi l'embauche, parce que j'avais la possibilité de faire l'école des cadres dans quelques années. Mon but n'est pas de rester en bas de l'échelle, ce n'est pas de me reposer sur mes lauriers. C'est d'avancer, de continuer à grimper les échelons, pour pouvoir apporter peut-être un œil nouveau à l'entreprise.* »

À Lingolsheim, en Alsace, une femme de 53 ans ayant résidé trente ans dans le quartier des Hirondelles a elle aussi fait du chemin grâce à la confiance que lui a accordée l'ancien directeur du centre social : « *Il est venu me voir en me disant : "On cherche une chargée d'accueil". Moi, déjà, étant femme de quartier, je ne croyais pas ça possible, de venir travailler au centre. J'avais vraiment l'étiquette, et l'âge aussi... On sait que passés 40 ans, c'est toujours plus dur. Donc, il m'a donné cette chance. Et vraiment, je lui en suis très reconnaissante. Il m'a fait confiance, et j'ai trouvé ma place.* » Inversement, d'autres personnes se remémorent les moments où elles ont manqué d'un regard positif sur ce qu'elles étaient, ce qui a laissé chez certaines d'entre elles des blessures difficiles à refermer : « *Je me rappelle bien les profs ou les adultes qui ne me considéraient pas, je le sentais. Et du coup, je m'arrachais...* »

Déceler chez chacun, même tout jeune, même écrasé par les difficultés, le talent et la force qui sommeillent, et parier sur cette flamme pour rallumer le désir d'avancer, de grandir, d'agir : telle est donc la recette la mieux partagée par tous nos passeurs et passeuses des quartiers. « *C'est une qualité essentielle, la confiance, pour jouer ce rôle* », estime une jeune femme qui travaille au Centre social 13 pour tous à Paris. « *Il faut avoir un regard bienveillant et positif sur les situations difficiles. Aujourd'hui, j'ai la confiance des jeunes que j'ai accompagnés : j'ai des retours par des adolescents qui ne fréquentent plus le centre, mais qui viennent me demander des conseils sur leur vie, leurs projets...* »

« *Les pépites, c'est savoir faire confiance.* » MONTBÉLIARD

 57 ans

« *Il y a beaucoup de gens qui m'ont permis de voir la vie autrement, qui m'ont tendu la main et qui ont cru en moi, comme moi j'ai cru en eux* », se souvient de son côté un Marseillais ayant grandi dans les quartiers Nord et devenu directeur d'une compagnie de théâtre. « *C'est une histoire de confiance, de relation* », estime-t-il. Et de considération, ajoute la directrice du centre social qui accueille la rencontre, dans le quartier Saint-Gabriel Bon Secours : « *Il faut considérer les gens, ce qu'ils sont, ce qu'ils savent faire.* » Oui, répond une habitante, « *parce que beaucoup de jeunes se sentent inutiles dans les cités : ils tournent en rond, ils se droguent, ils restent chez eux avec des Playstations, ou alors ils se mettent dans la religion à fond, et ça devient des extrémistes. Ils veulent montrer ce qu'ils valent.* »

Même analyse de la part d'un homme de 40 ans, aujourd'hui animateur jeunesse dans ce même centre social. Lui qui a connu le succès au cours d'une « *première vie* » avec son groupe de rap — jusqu'à se produire aux Francfolies de La Rochelle — a changé de voie suite au décès tragique d'un jeune de la cité de La Savine, en 1994. Il évoque les soutiens dont il a bénéficié en tant que jeune musicien, avant de raconter : « *L'assassinat d'Ibrahim Ali m'a beaucoup marqué. Et j'aspirais peut-être à autre chose... L'envie d'aider les plus jeunes à se structurer. En regardant derrière, mon parcours de vie, je me suis dit : il y a quelque chose en moi qui fait que les gens sont à l'aise avec moi. C'est cette question de la confiance, le fait qu'on nous fasse confiance et qu'on ait confiance. Mon choix s'est vite porté sur le social, l'éducation populaire.* »

« *J'ai eu confiance en moi, mais eux aussi m'ont fait confiance.* » MARSEILLE

 47 ans

Il s'agit donc de croire en l'autre, envers et contre tout, de repérer en lui les « pépites » qui font sa richesse, même lorsque ces bijoux sont bien cachés. Et de le dire, de le répéter, par la parole, par le regard, par toute son attitude..., de telle sorte que cette confiance accordée nourrisse ceux qui en ont besoin, en face. C'est cela notre rôle, notre challenge, ont expliqué les uns et les autres : convaincre la personne en difficulté, quel que soit son âge, de ses propres talents, de ses capacités. « *On a eu des profs* », se souvient un chorégraphe marseillais, « *qui avaient une idée du cursus que toi, franchement, dans les quartiers Nord..., tu n'imaginais pas. C'était quand même des profs qui, au-delà de serrer la vis, avaient une conscience sociale. Ils nous disaient : "Vous êtes intelligents ! Jouez le jeu, ne serait-ce qu'une ou deux années, et après vous pourrez aller où vous voulez". Quand j'émettais des souhaits, le conseiller d'orientation me disait : "La Floride, carrossier". Mais je me rappelle, à Henri Wallon, de ce prof qui m'a conseillé autre chose : "On voit bien que l'école, ce n'est pas ton truc, mais il y a toujours moyen de rebondir. Laisse tomber ton histoire de 4^e techno, 3^e techno, passe tel Bac." Et rien que d'entendre un discours comme ça, ça t'ouvre des perspectives. Tu te dis : ça va, ce n'est pas tout pourri, je ne vais pas finir chef de rayon à Carrefour, ou Leroy Merlin. Il y a peut-être moyen de s'en sortir.* »

« Il y a parfois des moments magiques, ou des phrases magiques, où ça se débloque... »

MONTBÉLIARD

 51 ans

Pour transmettre une telle confiance, il faut commencer par témoigner du respect à l'égard de chacun, ont dit les uns et les autres. Et cela se joue souvent à des petits riens, dans des situations de face-à-face où chaque mot, chaque geste est important : « *Par exemple, des situations où tu te retrouves avec des gens plus âgés que toi, mais qui t'estiment, qui sont dans un rapport de parité plus que de condescendance.* » Oui, approuve, une animatrice jeunesse : « *C'est important de parler aux jeunes avec respect, et surtout de leur dire : les adultes peuvent faire des erreurs, ils ne sont pas parfaits, vous êtes aussi bien qu'eux !* » Même credo de la part du retraité de La Poste à Nancy : « *Je suis très attaché aux règles républicaines de courtoisie. Un jeune de 12, 13 ans qui vient au guichet, je ne le tutoie pas, je le vouvoie. Il faut que les gens qui travaillent, que ce soit dans le privé ou dans les administrations, respectent les jeunes. Quand on a 20 ans, des fois, on est un peu impulsif; s'ils tombent en face d'une personne qui est agressive, il est évident que ça va monter. Mais ne serait-ce que de dire : "On va regarder, s'il y a un problème, il y a toujours une solution..." , ça fait tout de suite tomber la pression. Et neuf fois sur dix, on arrive à régler le truc.* »

Ensuite, il faut avoir chevillée au corps l'idée que « *tout n'est pas abouti une fois pour toutes* ». C'est particulièrement important à l'école, souligne un ancien instituteur à Audincourt, dans l'agglomération de Montbéliard. Lui qui a aussi été directeur d'école et coordinateur de ZEP intervient encore, à 82 ans, comme écrivain public dans le quartier populaire des Champs-Montants, à la demande de la MJC Saint-Exupéry : « *J'ai toujours eu le souci de faire confiance aux enfants* », raconte-t-il. « *Jamais je ne me serais permis de dire à un élève qui a du mal : "Tu ne réussiras*

« Je lui ai fait confiance en lui permettant d'avancer, et elle m'a fait comprendre que j'avais eu raison de lui faire confiance. » AUDINCOURT

 82 ans

pas". Non. Il ne faut jamais désespérer d'un élève, quel que soit son niveau de difficulté. Ne jamais sous-estimer un élève qui ne réussit pas, que ce soit parce que ses parents ne suivent pas ou parce qu'il n'a pas envie de travailler à un moment. L'enseignant ne doit pas en rajouter. » Et c'est vrai aussi en dehors de l'école : « On n'est pas dans une société d'échec », explique un responsable du Centre de ressources acteurs et politique de la ville de Bourgogne Franche-Comté. « Si cet enfant n'a pas un parcours scolaire qui l'emmène au collège et au lycée, est-ce pour autant qu'il n'a pas de capacités ? »

« Le quartier ne veut pas dire échec, et voilà tout. »

LINGOLSHEIM

38 ans

« Beaucoup de jeunes veulent faire des choses », confirme un jeune responsable associatif du quartier des Fauvettes, à Neuilly-sur-Marne. « Mais en France, il faut des diplômés. Du coup, ils se disent : "Je resterai toujours dans mon coin". Je pense qu'aujourd'hui, il faudrait avoir un peu la même méthode qu'aux États-Unis. Là-bas, ils ne regardent pas les diplômés, ils regardent les compétences. Ici, on a des gens qui ont des compétences, et si on leur laisse la chance de prouver, par leur talent, qu'ils peuvent développer quelque chose, ça change tout. C'est pour ça que je leur dis : "Bon à l'école ne veut pas dire intelligent". Il y en a qui pensent qu'ils sont des ratés. Il faut leur montrer que si tu n'es pas bon à l'école, tu es obligatoirement bon quelque part. »

Dans ce même quartier, où un tiers de la population a moins de vingt ans, les deux garçons qui ont décidé de préparer le concours de meilleur apprenti de France alors qu'ils avaient décroché de l'école confirment : c'est le regard porté sur eux par leurs maîtres d'apprentissage, peintres en bâtiment et agents de la ville, qui leur a remis le pied à l'étrier. « On a confiance en eux », disent-ils aujourd'hui de ces adultes qui les ont pris sous leurs ailes. « Ils sont très bons, ils nous ont appris beaucoup de chose. Nous, on s'était dit que l'école, c'était fini pour nous : c'était mort. C'est dur de reprendre l'école, en plus avec notre mère qui nous met la pression tous les jours. Elle était sur mon dos tout le temps ! Là, elle est très contente que je fasse ça. »

Mais la confiance se gagne, elle n'est en aucun cas donnée d'avance. Tous ont insisté sur ce point : il faut du temps. Et des preuves, comme l'explique un éducateur rencontré à Audincourt, qui évoque sa propre jeunesse : « Il y a des personnes qui prennent le temps de vous écouter, qui vous redonnent confiance en l'avenir. Qui vous disent que vous êtes important pour elles et vous prouvent que vous avez fait des choses positives. À un moment donné, vous retrouvez un espoir que vous aviez perdu. » « On peut faire des promesses aux jeunes, ou des discours moralisateurs... », poursuit-il à propos de son activité professionnelle d'aujourd'hui. « Mais s'ils perçoivent que nous ne sommes pas sincères, ou qu'il y a un écart entre les paroles et les actes, ils vont finir par décrocher. »

« La confiance ne s'établit pas en quinze jours. C'est un long processus... » NANCY

62 ans

Et quand on y réfléchit, la chose est valable pour chacun d'entre nous. C'est vraiment la confiance mise en nous — par nos parents, par nos profs, par nos collègues de travail... —, qui nous pousse à avancer. Lorsque nous avons eu la chance de rencontrer, au cours de notre vie, quelqu'un qui nous a dit : « *Banco, je te suis !* », « *Je te reconnais comme étant capable d'avancer dans cette voie* », notre énergie s'en est trouvée décuplée. Alors on peut faire bouger des montagnes, accomplir des exploits...

C'est ce petit miracle que raconte une femme de 56 ans à Marseille, au parcours plein de surprises : « *J'ai passé mon CAP il n'y a pas longtemps, un CAP de cuisine. Et je l'ai eu ! J'étais trop contente ! Ensuite, je suis passée par Interm'Aide, où j'ai rencontré des super personnes, dont un monsieur qui m'a dit : "Pourquoi tu n'essaies pas de faire du bio ?" J'ai dit : "Bio, quoi ? C'est des conneries ! Je n'y crois pas." Mais il m'a donné un livre sur la biologie, et ça m'a fait un déclic. Quand il a vu que j'avais changé d'avis, il m'a présenté J.-C., un monsieur qui milite depuis plus de vingt ans, qui avait un projet, mais qui était tout seul. Vous savez, on peut être militant, on peut connaître beaucoup de monde..., mais la confiance est importante. Il m'a observée pendant un an et au bout d'un an, il me dit : "Écoute, maintenant je te connais bien, est-ce que ça te dirait qu'on ouvre une épicerie paysanne ?" "Avec toi, J.-C. ? Pas de problème, je suis partante !" C'est de là qu'on a ouvert cette épicerie. Je vous assure, c'est formidable !* »

Être à l'écoute

« Quand on me parle, je m'arrête et j'écoute. Je conseille comme je peux... »

SARREGUEMINES

 38 ans

Le second "ingrédient" mis en avant par tous ceux et celles qui, dans ces quartiers à la mauvaise réputation, distillent leur confiance chez les jeunes et les moins jeunes, relève du « *savoir écouter* ». Avant la sincérité, avant la fidélité, avant l'accompagnement proprement dit, il faut déployer cette compétence qui n'est pas donnée à tout le monde : « *l'écoute bienveillante* », « *l'écoute active* », ce que d'aucuns ont aussi nommé « *l'empathie* ». Rien de moins évident, contrairement à ce que l'on pourrait penser.

« *J'ai remarqué que ce n'est pas naturel, chez certaines personnes, d'écouter* », note ainsi une mère de deux grands enfants qui habite le quartier de La Challe-Les Dix Arpents à Éragny-sur-Oise. Au fur et à mesure des échanges avec d'autres participants, elle-même se reconnaît pourtant cette capacité-là : « *Il n'y a rien à faire, c'est là, et ça ressort tout le temps : les gens viennent vers nous et nous racontent leurs histoires. Des fois, même avec les courses au bout du bras, on a les doigts gelés, on se met à écouter, écouter... Il le faut, parce qu'on ne peut pas laisser cette personne repartir comme ça. Il faut établir le contact. Après, il y a tout un processus qui peut durer des années. Et ça devient des amis, voilà. Je suis là pour eux, j'ai l'impression que j'ai cette mission.* »

D'un site à l'autre, les participants à nos rencontres ont évoqué différentes personnes dotées de cette capacité d'écoute. Y compris, cela mérite d'être souligné, des élus locaux : « *Madame X. a fait le tour des commerçants* », raconte ainsi une habitante du Plateau de Haye à Nancy. « *J'étais au taxiphone, elle est venue vers moi, et puis on est restées à discuter. Je lui ai dit que c'était un peu tendu sur le quartier, que les gens avaient besoin de*

dialogue. Elle m'a dit : "C'est bon, je monte". C'est une personne de terrain, de proximité. Sans qu'elle m'ait aidée ou quoi que ce soit, c'est juste sa disponibilité, son écoute..., ça m'a permis d'être plus confiante. »

« Savoir écouter, c'est la base ». C'est cela qui facilite en retour l'expression et la réflexion chez la personne en difficulté. Et l'on n'écoute pas avec ses seules oreilles, comme le souligne une femme à Éragny-sur-Oise, en revenant sur l'aide qu'elle a apportée à des voisins lors de l'incendie qui a ravagé une tour près de chez elle : « Ça m'a appris la solidarité, le relationnel. Et l'écoute. Parce que quand les gens ne vont pas bien, ils ont besoin de parler. Tout ce qui est misère, par exemple des gens qui sont plus bas que terre et qui n'osent pas venir parce qu'ils ont une dignité, ils ont une fierté, ça se voit quand même... Enfin, on le sent, au niveau du regard. Du coup, je vais vers ces personnes-là. » Aujourd'hui, elle se définit volontiers comme « sentinelle du quartier » : « Sentinelle, parce que ça veut tout dire : le regard, l'observation. »

« Une de mes professeurs m'encourage dans mon parcours de vie. Elle a une écoute bienveillante qui va au-delà de son rôle de professeur. » PARIS

 20 ans

On peut écouter avec tout son corps, nous a-t-on expliqué ici et là. C'est une histoire de « présence ». De « désir ». « Avant tout une envie d'aller vers l'autre », estime la référente du réseau des bénévoles au Centre social La Clairière à Nancy : « Le simple fait d'être serviable, de dire bonjour... Moi, par exemple, je n'ai jamais eu un seul problème sur le quartier. Toutes les personnes au centre social vous répondent comme vous les accueillez. » Et ce "savoir accueillir", qui déclenche la parole chez l'autre et lui permet de confier ses soucis, n'est pas une affaire de diplôme : « Si le gars ou la femme n'a pas envie de travailler dans les milieux populaires, on aura beau l'envoyer en formation, ça ne marchera pas. »

« Pour être adulte-relais, il faut de l'écoute, et du dialogue. » VALENTIGNEY

 40 ans

En revanche, la pratique y fait beaucoup. Comme toute compétence, il semble bien en effet que plus on l'exerce, plus cette capacité d'écoute s'affine. Dans le Pays de Montbéliard, une formatrice raconte ainsi comment elle a réussi à « entendre » ce que n'exprimait pas un de ses stagiaires en reconversion professionnelle. Jusqu'à trouver les mots justes pour l'aider à passer un cap difficile : « C'était un homme de 50 ans environ, un informaticien, qui avait choisi de préparer le DES JEPS¹⁰. On galérait avec lui, par moments. Il passait ses nuits à relire ses cours, et il était agressif parfois, parce que malgré ses efforts, cela ne donnait rien. Il nous en voulait, il s'en voulait... Et je ne sais pas comment j'ai eu cette idée, mais un jour, je lui ai dit : "Tu sais, tant que tu ne déformateras pas ton disque dur, tu ne pourras pas le reformater." J'ai été dans son schéma, avec ses codes..., et cette phrase-là a débloqué une situation où on avait tous l'impression d'aller dans le mur. Aujourd'hui, c'est l'homme

¹⁰ Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport

le plus heureux de la terre ! Il a validé son diplôme brillamment et il est directeur d'un centre social périurbain en Bourgogne. C'est cela que je trouve toujours surprenant, et magique : trouver le truc qui va débloquer. Mais ce sont des choses qui prennent du temps. Le temps est indispensable, c'est notre meilleur allié. »

Par contraste, a été évoquée sur plusieurs sites la manière dont on est reçu, accueilli, écouté, dans de nombreuses institutions censées aider les personnes en difficulté : « *Je vais dans des services publics, des fois, on est reçus comme des chiens !* », déplore-t-on sur tel quartier. « *Ou alors, la personne ne vous regarde pas. Il y a des gens sympas qui accueillent, mais il n'y en a pas énormément, je trouve, qui savent être compétents.* » « *C'est pareil dans le milieu hospitalier* », note une dame. « *Et dans les maisons de retraite : dans certaines équipes, il y en a qui travaillent à la chaîne...* » Souvent, c'est le tissu associatif qui permet de pallier ce déficit d'attention "humaine" dans les services publics. Cela a été souligné entre autres à Neuilly-sur-Marne, où une bénévole de l'Association nocéenne des familles évoque le cas d'une maman aidée à une période très difficile de sa vie : « *Elle avait été envoyée par le CCAS, et ça a été toute une chaîne, on va dire. Et elle s'est sentie soutenue, parce qu'à l'association, les gens parlent autrement qu'en face d'un professionnel. C'est normal : l'écoute est différente. Donc, ça lui a permis de pouvoir se soulager un peu, de parler, de reprendre confiance en elle. Et du coup, grâce à cette chaîne de solidarité, elle a pu continuer ses études d'infirmière, qu'elle avait ratées une fois. Et elle a réussi son concours, à plus de 35 ans ! Elle est revenue nous voir avec un grand sourire, et pour nous ça a été une vraie réussite. Le fait d'avoir tendu la main à un moment donné, ça a permis d'impulser ça.* »

« Je prends le temps d'écouter les gens, dans un monde où l'on ne s'écoute pas trop... »

AUDINCOURT

 82 ans

Donner. De son temps, un toit, de l'argent...

« Je l'ai logée, parce que je la voyais qui dormait à un coin de rue ou à La Challe. »

ÉRAGNY-SUR-OISE

 38 ans

Mais il ne suffit pas forcément d'écouter, et d'installer la confiance en lieu et place de la défiance, pour que s'enclenche une mise en mouvement des personnes qui ont baissé les bras ou qui ont été malmenées par la vie. Il faut aussi donner. De soi-même, des livres, des vêtements..., un toit, voire de l'argent. À l'encontre de bien des principes de l'action sociale, beaucoup de celles et ceux qui ont détaillé leur activité de "tisseurs de confiance" sur les quartiers où nous sommes allés à leur rencontre pratiquent le don, et considèrent qu'il s'agit d'une dimension cruciale de leur activité.

« *Ce que j'aimerais* », précise ainsi une femme à Éragny-sur-Oise, à propos de la parution à venir du présent ouvrage, « *c'est que ceux qui le liront sachent qu'il y a des gens qui travaillent, ou qui font des choses, pas pour de l'argent. L'échange et le bonheur qu'on apporte aux autres, on le fait avec le cœur, sinon on ne le fait pas, voilà. Pour moi c'est ça. Il faut que les gens sachent qu'on peut faire des choses sans avoir de l'argent, et que ça rapporte énormément.* »

Parfois, il suffit de peu, pour changer la donne, précise une participante à Garges-lès-Gonesse : « *Des fois, un seul geste, une parole..., à un ami dont tu voyais qu'il commençait à se détourner du droit chemin. Ce n'est peut-être pas important pour toi, mais pour lui, peut-être que tu lui as sauvé la vie, inconsciemment.* » Le plus souvent cependant, on donne sans compter, en se laissant emporter par les situations auxquelles on se trouve confronté. « *Je suis folle !* », se dit parfois une jeune femme, à Nancy, en réalisant combien elle s'investit dans son quartier pour tirer certaines personnes du marasme. « *Après..., c'est le relationnel.* » On dépasse alors ses limites, on outrepassé les règles convenues de la vie en société. « *Hier, j'ai accompagné une personne..., normalement j'en avais pour une heure. En fait, je suis restée jusqu'à 15 heures. L'après-midi, j'avais un autre rendez-vous, mais je n'ai pas pu y aller.* »

Les uns y consacrent leurs vacances, les autres leurs soirées ou leurs week-ends. « *La dame que j'ai accompagnée pour les papiers était enceinte, et un jour, elle a fait une fausse-couche* », raconte une jeune femme à Nancy. « *Et moi, enceinte de six mois, avec mes deux gosses à la maison, je me suis retrouvée avec elle à la maternité. Nuit blanche à la maternité ! Après, c'est des choses que j'accepte, et que j'assume totalement.* » Les femmes qui ont créé et animé pendant des années la maison des parents dans le quartier des Doucettes, à Garges-lès-Gonesse, ne comptaient pas leur temps elles non plus, pour tirer des enfants de l'échec scolaire : « *On était là tous les matins. On travaillait quasiment à mi-temps. Bénévolement, mais à mi-temps. Un jour chacune, parce qu'on avait aussi nos enfants...* » « *J'ai pris beaucoup de mon temps* », se souvient aussi le jeune homme qui a développé les activités jeunesse dans le quartier des Fauvettes à Neuilly-sur-Marne. « *Ça veut dire que je travaillais pendant les vacances. Des fois, je prenais une semaine de vacances, juste pour ouvrir le gymnase.* »

« Les collégiens me disaient : "Tu es folle ! Pourquoi tu viens travailler gratuitement ?" Parce que je pense que cela peut vous apporter quelque chose. »

AUDINCOURT

 47 ans

Mais nombre de cas ont été cités où les uns et les autres ont donné beaucoup plus que leur temps. Sur le Plateau de Haye à Nancy, un responsable associatif d'origine maghrébine avoue payer de sa poche du matériel scolaire à certains enfants auxquels il donne des leçons : « *Il faut être un peu zélé... J'achète des cahiers, des stylos et des règles pour les petits, même si je ne dois pas le faire. Je le fais pour les encourager à venir, pour les attirer. Pour apprendre à lire et à écrire, on a besoin d'un ordinateur, on a besoin d'ardoises, d'un tas de choses. Mais les responsables ne donnent pas, les parents n'apportent pas... Alors j'achète, et je me tais.* » Et quand on l'interroge sur ce qui le pousse à faire ça, il répond tout simplement : « *J'aime bien que des personnes travaillent pour la société, pour leur peuple, pour donner. Je n'aime pas voir des gens dans la rue qui demandent la charité, qui sont dans la misère. J'aime bien que le niveau social soit un peu élevé.* »

« Les bénévoles donnent de leur temps, et de leur argent dans bien des cas. »

VALENTIGNEY

 40 ans

À Audincourt, dans le quartier des Champs-Montants, une femme de 47 ans, directrice de l'association Réussir Ensemble, créée en 1991 par des parents d'élèves pour lutter contre l'échec scolaire, va jusqu'à envisager de renoncer à son travail pour pouvoir aider davantage d'enfants. L'association fonctionne grâce à l'investissement d'une vingtaine de bénévoles et de six animatrices en contrats aidés. Mais les moyens manquent : « *Nous avons quatre-vingts enfants inscrits, du CP à la 3^e, et nous sommes obligés de refuser du monde. Lorsque je vois l'importance de ces actions, et la volonté des parents de voir leurs enfants réussir, il m'arrive de me dire qu'avec mon salaire, on pourrait faire plus de choses.* » Elle qui est arrivée en France à l'âge de 10 ans sans parler le français, et qui fut une excellente élève, explique que son mari travaille et qu'ils n'ont pas de problème financier. « *Donc pourquoi pas devenir bénévole, ou salariée à mi-temps ?* »

D'autres offrent leur toit pour héberger des personnes en difficulté, le temps que celles-ci se remettent sur pied ou trouvent une solution à leurs problèmes. À Éragny-sur-Oise, par exemple, au fil des échanges, un homme de 38 ans explique qu'il a logé un temps une femme sans abri qu'il voyait « *tout le temps assise au niveau de la gare d'Argenteuil* ». « *Je l'ai logée. Je lui ai dit : "Ne reste pas là, viens". Et puis voilà. Je la redéposais le matin, parce que j'allais travailler. Et j'ai hébergé d'autres personnes avant, qui ne trouvaient pas de travail, qui n'avaient pas de logement. Sur des petits séjours, je veux bien donner un coup de main.* »

Dans le même quartier, une femme raconte comment elle a, elle aussi, fait entrer une inconnue chez elle, après avoir pendant des mois apporté à manger à un homme qui était à la rue : « *Il était content d'avoir à manger. Ce que je ne savais pas, c'est qu'il avait une femme. Il lui a parlé de moi et un jour, quand j'arrive, il était là avec elle. Ils squattaient des maisons. Et souvent, les policiers venaient, les tabassaient et les sortaient dehors. Après, j'ai compris que via cet homme, c'était la femme qu'il fallait aider. Je me suis dit : "Qu'est-ce que je peux faire ? Qu'est-ce qui lui ferait du bien ?" Un jour, je l'ai invitée chez moi, et elle a pris un bain. Des fois, ce n'est pas d'argent dont les gens ont besoin. Là, elle avait besoin d'un bain. C'était une question de dignité. Elle s'est lavée, et elle pleurait. Elle pleurait... J'avais préparé des dessous, des trucs tout neufs, de bonne qualité et quand elle est sortie, je me suis dit : "Qu'est-ce que je vais lui donner ? Je vais prendre des trucs un peu abîmés ? Mais est-ce qu'elle a moins de valeur que toi ? Non !" Et je lui ai donné tout ce que j'avais préparé, des nouvelles chaussures et tout, je l'ai habillée. Elle avait des cheveux blonds, elle était d'une beauté ! Complètement transformée. C'était fou ! Je lui ai donné à manger, elle a eu beaucoup de larmes, et elle est repartie. Au bout de plusieurs mois, j'ai fait des démarches avec elle auprès d'une assistante sociale, pour l'aider à trouver un logement, ou un emploi. Mais c'était fermé, ce n'était pas possible. Finalement, je lui ai conseillé de rentrer chez elle. Je lui ai acheté des vêtements propres, parce qu'elle ne voulait pas arriver là-bas sale. Et elle est revenue me voir quelques années plus tard, quand la Roumanie est entrée dans l'Union Européenne. Elle a pu avoir des papiers, trouver un travail, un logement. J'étais contente ! Mais son mari est mort. Il est décédé parce que la vie qu'il menait était trop dure.* »

À Nancy, une jeune femme qui réside depuis toujours sur le Plateau de Haye dit elle aussi avoir souvent offert l'hospitalité à des gens qui en avaient besoin, comme, tout récemment encore, des personnes à la rue : « *Aucune association ne voulait les héberger. Je les ai aidés une fois pour une démarche administrative, et ensuite ça s'est fait comme ça. Je ne les ai pas lâchés. Je les ai inscrits aux Restaurants du Cœur pour avoir de la nourriture. Et, là, c'est moi qui les héberge. Impossible de faire une demande de logement, comme ils n'ont pas de revenu... J'ai pris rendez-vous avec la mairie pour voir s'il n'y aurait pas une possibilité, parce que ça fait presque un mois, je ne peux pas continuer comme ça. Je suis toute seule, je ne travaille pas et c'est un peu difficile.* » Ce n'est pas la première fois qu'elle ouvre ainsi sa porte à des inconnus : « *Si je les comptais..., j'en ai hébergé tellement ! Je ne dis jamais non, je ne peux pas. Ma conscience ne me laisse pas. Beaucoup de gens me disent que ce n'est pas raisonnable, surtout que je leur ai laissé le double des clefs et tout. Mais bon, je suis grande, majeure, vaccinée !* »

Ne pas hésiter à “sortir du cadre”

Sur certains sites, les participants à nos rencontres ont échangé sur les risques qu'ils prenaient à agir ainsi. Notamment lorsque de l'argent est en jeu. Ainsi à Nancy, le guichetier de La Poste s'est-il vu reprocher par sa hiérarchie d'avoir prêté de l'argent à des clients pour les dépanner. « *On n'a pas le droit de prêter de l'argent de son propre compte. Moi, j'ai prêté des sommes à certaines personnes. Je considérais que quelque part, en toute modestie, j'étais utile pour le quartier en faisant ça. Et j'étais utile aussi pour La Poste, bien qu'ils n'aient rien compris en haut lieu. (...) Je retirais l'argent de mon compte et je prêtais aux gens, qui me le rendaient après. Je n'ai jamais eu de souci, jamais, jamais. J'avais une totale confiance, parce que je connaissais bien les gens du quartier. Mais c'est rigoureusement interdit. Un directeur m'a dit : “Ça mérite un blâme”, je lui ai répondu : “Cela ne regarde que moi. Et si tu as envie d'avoir le feu dans le quartier...” Il s'est calmé.* »

« *Si vous ne prenez pas de risques, vous avez une vie un peu monotone.* » NANCY

 62 ans

« *Quand j'ai encadré ces jeunes qui sortaient de taule, au début, je me suis dit : “Tu as fait une connerie..., tu n'aurais pas dû.”* »

FOLSCHVILLER

 78 ans

« *Je me souviens d'un jeune, du Congo, je ne l'avais jamais vu* », poursuit le même homme. « *Il arrive au guichet : “Je suis sans papiers, il me faut absolument 90 euros”. Je me suis dit que ce n'était pas le bout du monde, et je lui ai donné la somme. Trois jours après, il me les ramenait. Et une autre fois : un jeune qui sort du centre de semi-liberté à Maxéville ; sa mère lui avait envoyé un mandat cash urgent. Il fallait une pièce d'identité, mais il avait paumé ses papiers. C'était 120 ou 130 euros, je ne sais plus. Qu'est-ce qu'il valait mieux ? Lui payer les 120 euros, ou qu'il fasse une connerie pour les avoir ? J'ai marqué une pièce d'identité complètement bidon sur le truc et je lui ai prêté les 120 euros. Et voilà. Le jeune m'a fait confiance et je lui ai fait*

*confiance : c'est tout. Qu'est-ce qu'il y avait comme risques ?
Imaginez : vous perdez 200 ou 300 euros, ce n'est pas la fin du monde ! J'avais un salaire qui tombait fixe tous les mois. Il y en a un paquet qui n'ont pas cette chance... »*

Sortir du cadre, prendre des risques, on le fait tout le temps, ont affirmé nombre de celles et ceux qui témoignaient pour cet ouvrage. Sinon, on n'agirait pas ! Il faut savoir « ne pas être trop respectueux des règles », voire se mettre « hors la loi », si c'est le prix pour créer une relation de confiance avec la personne que l'on veut aider. Et même si l'on « se faisait avoir », en n'ayant pas le retour attendu, ce ne serait pas forcément un échec, ont expliqué certains : « Ce n'est pas un échec pour nous, c'est une formation », affirme même une habitante du quartier La Challe-Les Dix Arpents à Éragny-sur-Oise. « Il y a des gens qui ne sont pas prêts à changer, qui deviennent un peu accros à cet argent qu'on leur donne. On donne, et ça leur suffit, c'est comme ça... Mais moi, ça m'a aidée à comprendre certaines choses. »

À la Cité du Furst à Folschviller, un militant associatif âgé de 78 ans, référent du Musée de la mine, revient lui aussi sur une expérience qu'il considère rétrospectivement comme ayant été « très positive » pour lui : « Quand j'étais président de l'association Ça marche, on m'a demandé si je pouvais faire un atelier jeunes. J'ai accepté tout de suite. Mais il y avait des taulards dedans, des gens qui avaient commis des délits et qui avaient des réactions bizarres. Ce n'était pas facile de les encadrer. Au début, c'est vrai que j'appréhendais un petit peu. Mais finalement, je n'ai eu aucun problème. Est-ce que c'est dû à mon âge ? En tout cas, il y avait un certain respect, et je n'ai eu aucun souci de discipline. On mangeait ensemble, on discutait, on rigolait... On a aménagé deux sentiers comme ça, d'anciens sentiers de marche, sur lesquels il fallait étaler du ballast, avec des brouettes. Les jeunes ne sont pas trop habitués à ce genre de travail, mais ça s'est bien passé. Je pense que ça leur a certainement apporté quelque chose, parce qu'après, ils ne faisaient plus de prison. »

« Je vais souvent au-delà de ma fonction, ce qui me permet de créer des liens. »

PARIS

 39 ans

« Pour respecter la loi, il faut parfois casser la loi. » NANCY

 58 ans

« L'essentiel, c'est d'avoir un vécu dans la vie, ce n'est pas de faire carrière », affirme pour sa part un délégué syndical en Lorraine. « Je me souviens, quand j'étais jeune, je formais des gens sur le plan syndical, dont certains avaient parfois vingt-cinq ans de plus que moi. Ils me disaient : "Mais c'est un risque d'être délégué". Je leur répondais : "Écoutez, il y a toujours un risque, mais le mec qui entrait dans la Résistance il y a trente, quarante ou cinquante ans, lui risquait autre chose que son emploi." Moi, j'ai perdu mon emploi pour ça et je n'en suis pas mort, j'ai eu mon salaire bloqué pendant six, sept ans, je n'en suis pas mort non plus. J'aurais pu faire carrière, mais qu'est-ce que j'aurais eu de plus, honnêtement ? »

Sans aller jusqu'à prendre des risques, plusieurs personnes ont expliqué qu'il faut savoir s'affranchir de certaines limites, pour pouvoir fournir au bon moment l'appui nécessaire à celui ou celle qui en a besoin. « *Mon investissement est professionnel et personnel* », souligne ainsi un homme de 39 ans, chargé d'accueil au Centre social 13 pour tous à Paris. « *Surtout avec les mères qui fréquentent le Café des parents. Nous échangeons de manière informelle sur les difficultés de la vie quotidienne et, au-delà de mon cadre professionnel, j'essaie de trouver des solutions. Je suggère des pistes, par exemple pour aider des parents sans travail dans leur recherche d'emploi, ce genre de choses...* »

Et pour aller ainsi « *au-delà de sa fonction* », quand on agit dans un contexte professionnel ; pour « *sortir des sentiers balisés des institutions, et même des associations* », lorsqu'on œuvre à titre bénévole, il faut avoir acquis une certaine liberté intérieure, qui permet de « *s'autoriser de soi-même* », sans attendre l'aval d'un quelconque chef ou d'une instance supérieure. « *Je n'hésite pas à pousser les portes, moi* », explique une femme à Nancy. « *Je suis libre* », insiste une autre, qui tient tellement à cette liberté pour agir auprès des autres qu'elle hésite à rejoindre telle ou telle structure collective : « *Je suis toute seule, parce que je l'ai choisie. Je n'ai pas envie d'être coincée dans une association. Parce que si je suis engagée avec quelqu'un, je le suis du début à la fin. Dans une association, il faut être présent de telle heure à telle heure, ça ne me va pas. Personnellement, j'essaie d'aider une personne à la fois, et non pas dix à la fois. Sinon, si la personne a besoin de moi aujourd'hui, je fais comment si quelqu'un d'autre m'appelle ?* »

« *Quand j'étais minot, on a eu des profs qui dépassaient le cadre uniquement scolaire. Et comme ça, ils pouvaient t'ouvrir des fenêtres, t'emmener vers autre chose.* »

MARSEILLE

 44 ans

Orienter, conseiller, partager son savoir

« *J'essaie au maximum de faire connaître aux gens la possibilité de l'aide scolaire.* »

ÉRAGNY-SUR-OISE

 68 ans

Un autre volet, très important, de l'action que mènent les passeurs et passeuses d'espoir sur ces quartiers, relève de la diffusion de connaissances : ils mettent leurs savoirs à disposition d'autres personnes. Toutes sortes de savoirs. On l'a vu d'abord avec les hommes et les femmes qui interviennent dans le domaine du soutien scolaire — et ils sont nombreux sur ces territoires où tant de jeunes sont en délicatesse avec l'école. À Éragny-sur-Oise, par exemple, un jeune retraité qui a gravi les échelons à la force du poignet au cours de sa carrière professionnelle, passant du statut d'ouvrier spécialisé à celui d'ingénieur, s'investit aujourd'hui dans l'aide aux devoirs auprès des enfants du quartier de La Challe-Les Dix Arpents. « *J'ai de la disponibilité* », explique-t-il, « *donc, j'ai demandé si je pouvais faire de l'aide aux devoirs le soir au centre social. On m'a dit que je n'étais pas trop bête et que ça pouvait marcher, on m'a fait passer des examens... Je les ai brillamment réussis, sans mention ! Donc, je suis là depuis maintenant 8 ans.* »

Ce qui me plaît, c'est de prendre les gamins à 2 ans à l'école maternelle et de les suivre jusqu'à 15 ans pour certains, au collège. Et de voir l'évolution. Voir le bonheur que je peux leur apporter, et qu'ils peuvent m'apporter aussi. J'ai beaucoup d'étrangers, pour ne pas dire 99 %, et un jour, j'ai demandé à une gamine si chez eux, ils parlaient français. Elle m'a répondu : "Non, non, nous on parle malien". Je lui dis : "Ce ne serait pas bien, quand même, que vous essayiez de parler français ?" Et son frère me répond : "Nous, nos parents nous parlent maliens, et on leur répond en français." Donc indirectement, les parents apprennent le français à travers leurs réponses. Ça aussi, c'est plaisant ! »

À Garges-lès-Gonesse, dans le quartier des Doucettes, le soutien scolaire avait été initié dans l'ancien bidonville par l'église, avant que le centre social ne s'implique à son tour, dans le nouveau quartier. Une communauté de frères habite toujours l'un des appartements. Et l'un d'eux, âgé aujourd'hui de 70 ans, évoque le travail qu'ils mènent avec des enfants du quartier en grande difficulté : différentes actions éducatives, un club pour enfants, des jardins pédagogiques... « *Ce n'est pas quelque chose que l'on parachute du haut. Le Centre scolaire Oscar Romero, c'est parce que les gamins ont dit : "On ne veut plus aller à l'école. On se fait chier. De toute façon, on ne comprend rien, on ne nous aide pas. Mais toi, si tu nous fais une école pour nous, on ira."* Pour les jardins, c'est pareil : c'est parce que c'est venu du désir d'enfants. C'est le désir de l'enfant qui est soulevé et toi, tu aides à réaliser le truc. » « *Ça veut dire que le gamin a de la volonté, au fond de lui-même* », souligne une de ses interlocutrices, « *il a un désir de vouloir s'en sortir. Mais ces gamins-là, en général, ils sont au fond de la classe. On attend juste qu'ils arrivent en 5^e pour les balancer dans les trucs de BEP et compagnie. Alors que là, vous avez été vraiment à l'écoute, vous avez entendu leur appel, le signal d'alarme qu'ils ont tiré.* »

« J'avais envie de redonner aux enfants un savoir-faire. Qu'ils sachent faire quelque chose de leurs mains. »

LINGOLSHEIM

 53 ans

« *Soulever le désir de l'autre* », l'expression est belle, et elle résume bien la philosophie de ces hommes et de ces femmes qui partagent leurs savoirs pour donner envie à d'autres de s'arracher à leur sort. Au-delà du soutien scolaire, nombre d'entre eux s'attachent à apprendre la langue française à celles et ceux qui sont venus de l'étranger et qui n'ont plus l'âge d'aller à l'école. Bien des personnes qui ont témoigné lors de nos rencontres ont ainsi expliqué que la première marche de leur nouvelle vie avait été celle des cours d'alphabétisation proposés par tel équipement ou association de leur quartier. Une Nancéienne, membre de l'association des utilisateurs du Centre social La Clairière depuis quarante ans et investie aujourd'hui (entre autres) dans des échanges de savoirs culinaires, se souvient de la force que lui ont donnée ces cours : « *Je suis Marocaine, berbère, du sud-est du Maroc. Quand je suis venue, avec mon mari et ma fille, en 1976, dans l'avion, c'était le jour de Noël : ils nous avaient donné des cadeaux. Je ne comprenais pas pourquoi. Je ne connaissais pas le français, je ne savais rien du tout. Après, j'ai connu quelqu'un*

qui m'a emmenée à La Clairière. Là, on apprend le français, la cuisine, la gym, le vélo... Et maintenant, je suis bien, je suis fière de moi. Ça ne me gêne pas si quelqu'un dit que je suis Arabe, le voile, tout ça... Moi, je suis bien dans mon cerveau ! »

Pour donner le goût d'apprendre à tous ceux qui n'ont pu aller à l'école ou qui s'y sentent mal, il ne suffit cependant pas de transmettre des savoirs académiques. Toutes sortes d'autres connaissances sont en jeu, dans le soutien qu'apportent nos passeurs sur les quartiers dont on parle : « *Pour les parents qui arrivent d'ailleurs, au-delà de la capacité à communiquer, à parler le français* », explique par exemple un militant à Creil, « *il y a l'enjeu éducatif : comment faire pour accompagner ses enfants à l'école, veiller à ce qu'ils fassent bien leurs devoirs ? Sur le Plateau Rouher, il y a eu beaucoup d'actions associatives qui ont énormément contribué à tisser des relations et à inscrire vraiment les gens dans une logique d'intégration.* »

« On a vraiment un gros travail à faire, de décryptage des informations qui circulent, que ce soit dans la presse, dans les réseaux sociaux ou à la télévision. »

NANCY

 34 ans

À Nancy, sur le Plateau de Haye (alors que nos rencontres se déroulaient peu après les attentats de novembre 2015), plusieurs personnes impliquées dans le soutien scolaire au sein du centre social ont décrit l'ampleur du travail qu'elles mènent pour guider des enfants en plein doute quant à leur identité : « *On a des collégiens qui se disent : "Nous, de toute façon, on ne se sent pas Français, on n'est pas à notre place, donc, ça ne nous étonne pas, ce qui s'est passé."* Certains ont raconté qu'ils avaient fait une minute de silence, que la maîtresse leur avait demandé de fermer les yeux, mais qu'ils n'avaient pas compris pourquoi. C'est très difficile pour les enseignants qui se retrouvent face à leur classe, dans le feu de l'action, quand ça vient d'arriver... Et puis, il y a des tas d'interprétations et de fantasmes qui circulent parmi les enfants. Il faut les aider à prendre un peu de recul. Il y a aussi des parents qui peuvent se laisser submerger par la panique ; des gens qui ont peur, donc qui ne font plus confiance ; qui se regardent de travers sur le quartier, parce qu'ils se soupçonnent, parce que ça peut être n'importe qui, le voisin de palier, le cousin... C'est l'incertitude de savoir quand ça va frapper, qui et comment. Donc, on est en train de réfléchir à des actions à mettre en place rapidement avec les enfants, parce qu'on ne veut pas laisser s'installer ce climat de peur. »

Contre cette peur de l'Autre qui gagne et sape les relations interpersonnelles contre le racisme et tous les préjugés qui s'imposent aux enfants et aux petits-enfants d'immigrés, des participants à nos rencontres ont raconté comment ils se battaient pour faire tomber les barrières qui empêchent certains élèves de poursuivre leurs études : « *Je vois, à l'école, à chaque fois, ils veulent les mettre dans une case spéciale pour enfants en difficulté. Alors qu'ils apprennent très bien. Quand ma sœur était en CE2, comme mes parents ne savent ni lire ni écrire, directement, ils voulaient la faire redoubler. Aujourd'hui, elle a un Bac +5. Elle n'a jamais redoublé, parce qu'on s'est battu.* » C'est une lutte, un combat de tous les jours, ont expliqué de jeunes parents, qui s'acharnent à transmettre à leurs enfants une espérance en l'avenir.

« Nos parents n'avaient pas la maîtrise de la langue. Mais nous, on l'a. Il faut passer outre ce qu'en disent les gens, ne pas baisser les bras ! », s'exclame avec conviction une jeune femme. Surtout dans le contexte actuel, qui voit tant de jeunes dériver vers la violence. « Il faut leur dire : "Mais si, tu es Français, mon grand, tu es né là !" Qu'ils puissent penser le contraire, c'est grave, parce que quand même, on est censés avancer. J'ai des grandes sœurs qui sont nées au Maroc et qui sont arrivées à 2 ou 3 ans en France : elles pourraient dire qu'elles ne sont pas Françaises. Mais là, on a affaire à des enfants qui sont nés sur le territoire. » « Et de la deuxième génération », ajoute un autre participant. « C'est ça qui est très, très inquiétant. » « Sa propre jeunesse se retourne contre son pays. »

Face à de tels défis, les savoirs qu'il s'agit de partager pour encourager ceux qui doutent de leur avenir sont multiples. Surtout, nous ont dit les uns et les autres, c'est la façon de les transmettre qui compte. Il y faut un art que ne possèdent pas tous les « sachants » : un art de la relation, une capacité de se mettre à la place de l'autre, de ressentir ce qu'il ressent. Une sensibilité sociale, ou politique, autrement dit. Celle-ci est à l'œuvre, par exemple, lorsqu'il s'agit d'apporter une aide administrative, un domaine qui constitue une part importante de l'activité de nos bâtisseurs d'avenir sur les quartiers. « J'aide des personnes dans leur quotidien, pour l'administratif, pour décrypter des notes, pour répondre à des lettres... », explique une bénévole de la CSF dans le quartier de la Petite Hollande à Montbéliard. D'autres interviennent pour faciliter l'accès aux soins, ou aux droits, de personnes en situation précaire : pour leur obtenir une prestation financière, pour inscrire des enfants à l'école, pour faire une demande de logement, se mettre en règle avec l'administration fiscale, avec la CAF, etc. Autant d'actions qui mettent en jeu des connaissances complexes, que nombre d'acteurs bénévoles des quartiers ne sont pas spécialement qualifiés pour transmettre. Ils ont acquis ces savoirs au fil de leur expérience de vie et ils s'autorisent, tout simplement, à en faire profiter d'autres : des voisins, des parents, des inconnus...

C'est ce que font notamment ceux qui, ici et là, s'improvisent comme traducteurs ou écrivains publics. Que ce soit dans leur voisinage ou via une association, ils aident les autres à se débrouiller dans le maquis des procédures administratives. Ainsi de l'ex-instituteur d'Audincourt, qui exerce aujourd'hui en tant que bénévole au CCAS de la ville et à la MJC Saint-Exupéry, dans le quartier des Champs-Montants. « 97% des gens qui viennent me voir sont des personnes étrangères ou d'origine étrangère », précise-t-il. « Ils viennent pour plusieurs raisons : argent, divorce, complication avec l'administration... Ils ont un souci, et ils savent que je suis disponible. Je suis l'outil qui traduit en phrases correctes leurs mots et leurs demandes. Certains viennent avec des piles de papiers et me demandent ce que cela veut dire. D'autres sont terrorisés à l'idée d'écrire à un notable. C'est quand même dramatique de recevoir du courrier et de ne pas le comprendre ! Le fait de rencontrer quelqu'un qui les écoute les met en confiance. Sur 3/4 d'heure, on parle 1/2 heure, et la lettre que je rédige vient en fin de course. »

« Par la lettre, je cherche à débloquer une situation conflictuelle. » AUDINCOURT

 82 ans

À Garges-lès-Gonesse, c'est une personne membre de l'amicale — Le nouveau visage des Doucettes — récemment créée, qui raconte comment, à quelques-uns, ils ont évité l'expulsion d'une voisine qui venait de perdre son mari : « *Cette dame pleurait beaucoup. Elle a reçu plein de lettres qu'elle ne savait pas lire. Elle est venue nous demander ce que c'était : des crédits ! Pour 43 000 ! Quand je lui ai dit la somme, elle voulait mettre fin à ses jours. Parce qu'elle avait l'impression que c'était la fin du monde, qu'elle ne s'en sortirait pas. Donc, on a pris le dossier en main. On a regroupé toutes ses factures, on a totalisé ses revenus et ses dépenses, et on a écrit au juge du Tribunal de Pontoise, de façon à ce qu'elle passe en surendettement avec des petites mensualités à régler. Mais ce qu'on voulait surtout, c'était une faillite personnelle, parce que ça effaçait toutes ses dettes. On a fait le courrier, on a appuyé sa demande, et finalement, le bailleur n'a pas pu l'expulser. Aujourd'hui, elle a une petite pension de réversion de son mari. Elle a élevé cinq enfants, donc elle a une petite retraite et on lui a fait avoir l'APL, tout ça..., elle vit très bien maintenant.* »

Ailleurs, une jeune femme d'origine maghrébine qui joue les interprètes dans son quartier explique qu'ayant accompagné une personne à l'hôpital, elle a dû surmonter les réticences des soignants face à l'inconnue qu'elle était : « *On ne m'a pas laissée entrer, parce qu'il y a le secret médical. À la fin, je leur ai dit : "Écoutez, elle ne parle pas du tout français, donc si vous voulez la comprendre, je rentre !" À la fin, ils m'ont dit d'entrer.* » D'autres interviennent pour résoudre des problèmes très pratiques, comme cette Nancéienne, habitante du Plateau de Haye : « *Il y a un problème récurrent de punaises sur le quartier* », raconte-t-elle. « *En tant que vice-présidente du conseil citoyen, j'ai interpellé le directeur de l'OPH : "C'est bien, vous faites de la communication, vous faites des lettres, il faut traiter, etc., mais vous voyez bien qu'il y a un problème quelque part ! La communication, il faut la faire autrement. Tout le monde ne maîtrise pas la langue française, tout le monde ne comprend pas. Vous avez une équipe, il faudrait la mettre sur le terrain, faire les sorties d'écoles, les associations, aller vers les locataires, et leur expliquer les démarches à suivre."* »

**« Ne bougez pas,
on va essayer de régler
le problème. » NANCY**

 61 ans

La montagne des soucis qui s'abat sur celles et ceux qui viennent de perdre un proche a été évoquée sur plusieurs sites. Sans le soutien d'un entourage un peu averti, cette épreuve peut tourner au cauchemar, comme le raconte une habitante des Doucettes à Garges-lès-Gonesse, membre de l'Association des femmes africaines, qui a récemment soutenu une jeune femme dans ce cas : « *Elle n'a que 23 ans. Elle venait de Montpellier. Son mari est décédé là-bas, et elle s'est retrouvée avec un enfant de six ans entre les bras. Je me suis réveillée un matin, elle était sur mon palier, chassée par ma voisine, qui l'avait récupérée, mais dont le mari n'était pas d'accord. Elle était vraiment très mal, elle pleurait tout le temps. Perdre son mari, ce n'est pas rien quand même.*

Alors je suis venue au centre social, j'ai fait les démarches avec elle. On appelait le 115 tous les matins. On faisait les hôtels, on faisait les assistantes sociales, la mairie... Il fallait que sa petite fille aille à l'école, et pour ça, elle avait besoin d'une adresse. Finalement, le 115 les a récupérées dans un hôtel, et aujourd'hui elles sont dans un appartement-relais à Cergy. Les assistantes sociales l'ont prise en charge aussi. Maintenant, elle est bien encadrée. »

Le président des Francas à Nancy, souvent sollicité pour débrouiller ce genre de problèmes sur le quartier du Plateau de Haye, témoigne lui aussi de tout le savoir qu'il faut mobiliser pour résoudre certaines situations critiques : *« Dernièrement, une dame de 93 ans est venue me voir en pleurant : "Mon mari est décédé, je n'ai pas eu la pension de réversion, je n'arrive plus à payer mes factures". Je suis descendu à la CAF, partout..., mais c'était trop tard. Parce qu'elle n'avait pas demandé cette pension dans les temps. Il y a un manque d'information. On voit des personnes âgées qui ont le minimum, qui touchent 480 euros par mois et qui ne savent pas qu'elles ont droit au complément vieillesse. Il faudrait pouvoir accompagner les gens, au moment du départ à la retraite. Et quand on voit des personnes âgées, les préparer, sur le décès d'un conjoint... » « Justement, j'accompagne ces veuves qui ont du mal à avoir ces pensions de réversion »*, rebondit une jeune femme dans le même quartier. *« Parce que j'ai eu le même cas pour ma mère, quand mon père est décédé. Je me suis battue pendant deux ans. Mais vraiment battue ! Du coup, quand j'entends parler de décès, je n'hésite pas à aller voir les personnes. Je suis passée par là, je sais ce que c'est. Donc je leur dis : n'hésitez pas à venir me voir. »*

Autant de précieux conseils qui ne sont pas facilement accessibles auprès des services compétents, surtout lorsque l'on n'est pas familier d'Internet, ou que l'on vient d'être affecté par un drame de la vie. D'où l'importance de toutes ces « vigies », ces « sentinelles des territoires » attentives à ceux qui les entourent et qui osent non seulement répondre aux appels à l'aide, mais aussi aller au-devant de leurs voisins. Leur activité est d'autant plus cruciale lorsque les équipements publics font défaut ou sont démunis de ressources humaines suffisantes. Ce sont alors ces mobilisations spontanées d'hommes et de femmes volontaires, bien que non spécialistes, qui permettent de pallier tant bien que mal le recul du service public.

Et le don appelant le contre-don, tous ces gestes désintéressés contribuent à tisser une toile solide de liens, sans laquelle les quartiers populaires résisteraient beaucoup moins bien aux violences et aux carences qui les affectent. Car les savoirs s'échangent dans tous les sens. Le soutien scolaire apporté aux enfants, par exemple, est souvent réinvesti localement par les jeunes qui ont réussi à faire des études, même lorsqu'ils ne reviennent pas habiter sur leur cité. Ils conservent une dette morale, comme on l'a vu plus haut, qui les conduit un jour ou l'autre à vouloir *« rendre ce qu'ils ont reçu »*. Ils accueilleront alors un jeune du quartier en stage, ou faciliteront son insertion professionnelle... De même, l'aide administrative reçue à un moment-clef de la vie sera rendue via la transmission de connaissances en informatique, en bricolage, en cuisine..., ou en présence affective lors d'un prochain coup dur.

À Lingolsheim par exemple, un homme de 53 ans a créé L'Atelier des petits cuisiniers, au Centre social et culturel L'Albatros, pour faire partager aux enfants du quartier l'expérience qu'il avait lui-même vécue, à 8 ans, dans un centre de loisirs. Il leur apprend à faire *« des pâtisseries qu'ils peuvent reproduire à la maison, au lieu d'acheter tout le temps au*

« Tu m'apprends des choses, je t'apprends des choses, tu fais ton petit travail, je fais mon petit travail... » NANCY

 33 ans

supermarché des gâteaux tout faits, industriels. » Son atelier a beaucoup de succès, sans compter tout ce qu'il produit en termes d'échanges interculturels et intergénérationnels. « *Il y a la fille qui fait les gâteaux pour la maman, ou pour le bureau..., ou le papa qui fait avec la fille. Des trucs qui se passent, comme ça, et les gamins, ils adorent !* » Beaucoup d'échanges se jouent également autour de son Club sucré salé, où ce cuisinier amateur « *montre aux gens qu'on peut arriver à manger avec un petit budget ; ou comment faire rapidement, parce qu'on n'a pas toujours envie de passer des heures en cuisine.* » Même volonté de transmission à Éragny-sur-Oise, où un homme de 64 ans, bénévole à l'épicerie sociale, anime des ateliers de cuisine et de diététique : « *En Île-de-France, il y a beaucoup de légumes : on va à la banque alimentaire, on ramène des poireaux, des pommes de terre... Et on explique que ce n'est pas la peine d'acheter des sachets, un peu chimiques ; qu'ils peuvent faire des soupes eux-mêmes et que c'est un aliment complet, bon pour la santé. Là, on se sent utile, vraiment. Ça permet de sortir un peu les gens de leur isolement. On ressent une chaleur... Et la dignité. Parce qu'ils n'ont pas l'impression de mendier.* »

Encourager et accompagner, plutôt qu'assister

« Ce qu'il faut faire, c'est donner envie : d'avancer, de faire des projets, d'oser, d'innover. »

MONTBÉLIARD

 54 ans

Il ne faudrait pas croire que, tout « humains » qu'ils sont, ces gens qui tirent les autres vers le haut dans les quartiers sont dans une posture de simple compassion. Non. Ce sont avant tout des battants, de fortes personnalités. Des gens volontaires, déterminés, prêts à lutter pour la cause ou la personne qu'ils défendent. Ils n'ont pas forcément toujours été ainsi, mais ils le sont devenus, au fil des événements traversés dans leur vie. Du coup, parce qu'ils sont souvent eux-mêmes nourris d'une histoire difficile, ils ne se reconnaissent pas dans le rôle, la posture ou le registre de l'assistantat. Le mot revenu le plus souvent dans leur bouche, pour décrire ce qu'ils faisaient, est celui « d'accompagnement ». Ils prennent quelqu'un par la main, encouragent la personne, la guident pendant un bout de chemin, n'hésitant pas à la pousser si nécessaire..., « jusqu'à ce qu'elle vole de ses propres ailes ».

Ce qui anime les uns et les autres, c'est vraiment de voir des jeunes, ou des adultes, devenir plus autonomes. De les rendre un peu plus libres, délivrés de ce qui les entravait ou les asservissait. « *J'essaie de convaincre les parents de franchir le seuil de l'école* », témoigne ainsi une jeune femme, au Centre social 13 pour tous, à Paris, « *pour qu'ils puissent suivre la scolarité de leurs enfants, malgré la peur et les réticences face à cette institution rigide que représente l'Éducation Nationale, si souvent culpabilisante face aux parents.* » Et l'homme qui assure les permanences de Culture du Cœur, dans ce même équipement parisien, ne dit pas autre chose : « *J'essaie de vaincre les résistances et de repousser les frontières du quartier, de redonner leur autonomie aux gens isolés. Qu'ils puissent aller de nouveau seuls à un spectacle est très important.* »

Eux-mêmes, parce qu'ils ne font qu'accompagner, sont appelés à s'effacer. Comme le dit une habitante des Doucettes qui a aidé des personnes à monter des dossiers de surendettement, en tant que bénévole au centre social du Plein Midi à Garges-lès-Gonesse : « Ils s'en sont sortis grâce à eux. Pas grâce à moi : grâce à eux. Moi, je les ai juste mis dans le chemin. » « Mon objectif », explique aussi le président de l'Association des parents africains de France, sur le même quartier, « c'est que les enfants soient occupés quelque part. Je ne veux pas voir un enfant traîner. Donc, on les encadre, jusqu'à ce qu'ils aient conscience de ça : "Maintenant, je suis devenu très important dans la société et je dois réussir". Des fois, je les taquine un peu : "Ah, les futurs ministres !" C'est pour les encourager. Je leur dis : "L'avenir d'un pays, ce sont les enfants. C'est vous qui allez construire la société." »

« Il faut y aller, les enfants ! Vous avez tout à votre portée, il faut foncer ! Rien n'est difficile, si on s'y met, on y arrivera ! »

GARGES-LÈS-GONESSE

 58 ans

« Je vais citer un cas extraordinaire », confie pour sa part un militant des Francas à Nancy, sur le Plateau de Haye. « J'en suis fier, parce que je me dis : au moins j'ai amené ce gars-là quelque part. C'est un gars qui s'est retrouvé au chômage, suite à une vague de licenciements. Il est venu me voir en me disant : "Je voudrais changer de métier. J'ai des notions de menuiserie, j'aime bien bricoler". Je l'avais connu quand il avait monté une cuisine chez ma sœur, il travaillait au noir. Moi, j'avais discuté avec des directeurs de chez But, Conforama, Hygéna..., je savais qu'ils cherchaient des monteurs de cuisine, mais en auto-entrepreneurs. Je lui ai donné les démarches à suivre, et j'ai parlé de lui à Conforama. Il a travaillé avec des outils de chez eux pendant six mois : il montait une cuisine par jour ! On lui a trouvé 7 000 euros par la Chambre des Métiers, il a eu 8 000 euros par les ASSÉDIC, il a soldé son compte épargne... Et au bout de six mois, il s'est acheté son camion, des outils, et maintenant il se fait un chiffre d'affaires monumental. Il travaille même pour les cuisinistes à Metz. Tu vois, ça fait plaisir. Si on l'avait laissé végéter, il serait encore au chômage. »

« La vie est dure pour tout le monde. Je leur dis : il faut se bouger ! » NANCY

 34 ans

« Les personnes que j'accompagne ont peur d'aller dans les structures », explique aussi une jeune femme, qui s'est elle-même donné pour mission « d'aider les gens » sur son quartier. « Elles ont peur, parce qu'il y a la barrière de la langue, ou parce que c'est inconnu, nouveau pour elles. Moi, j'essaie de les laisser se débrouiller, parce que je n'aime pas l'assistantat. J'aide la personne, OK il n'y a pas de souci, mais l'assister comme un bébé, non. Je les insulte un peu, presque. Enfin, je les bouscule, je les bouscule vraiment. Même s'ils ne comprennent pas le français. Quand je les accompagne, je ne parle pas. Je parle seulement si la personne en face est un peu raciste et ne veut rien comprendre. Parce que parfois des gens sont cash, ils sont méchants, et là, moi, j'attaque ! »

Il faut sans doute ce caractère battant, voire passionné, pour mener ce genre d'accompagnement respectueux et confiant, plutôt qu'apitoyé sur le sort de l'autre. « *Moi je suis résolument optimiste, c'est dans ma nature : l'espérance* », affirme ainsi la directrice de la Confédération syndicale des familles du Doubs, rencontrée à Montbéliard. « *Je suis passionné* », reconnaît aussi un jeune homme, à Neuilly-sur-Marne : « *Quand je fais un projet, quel qu'il soit, je suis à 200 % sur le projet. Si aujourd'hui quelqu'un me dit : "J'ai un projet de spectacle", et si je m'y mets, je ne m'y mets pas à 50 %, je n'y arriverais pas... Je m'y mets parce que j'ai beaucoup d'idées, beaucoup de rêves. J'aime bien me donner des défis.* »

« *Au culot, j'y vais !* », explique de son côté une jeune femme dans le quartier du Plateau Rouher, à Creil, pour expliquer comment elle a réussi à récolter des fonds auprès d'entreprises pour l'association Creil Escapade qui organise chaque été des séjours en caravane itinérante pour une cinquantaine de jeunes de 11 à 18 ans. « *On s'est organisées, avec l'une de mes profs et une autre fille de ma classe : on a réalisé une tombola géante. On a écrit à toutes les grandes entreprises autour de nous, Castorama, Legrand, Saint-Gobain, partout..., en leur demandant qu'ils nous envoient des lots. Après, on a ouvert une cafétéria dans le lycée, on s'est investies encore plus, et au final on a réussi à aller en Angleterre ! Je me disais que les autres, derrière moi, ils aimeraient bien partir eux aussi. Aller vers les entreprises, demander des lots, ce n'est pas facile, quand on est timides, jeunes... Mais avec du bagou, on y arrive !* »

« *Ma méthode, c'est peut-être de les bousculer un peu, pour qu'il y ait un déclic. J'aime impliquer les gens.* » PARIS

 63 ans

« *Allez à des réunions, montrez-vous ! Ne soyez pas là seulement quand on a envie que vous y soyez. Dites : "Je suis là !" Prends ta place !* » NANCY

 33 ans

« *Je suis une acharnée de la vie* », témoigne aussi une habitante des Doucettes, à Garges-lès-Gonesse, qui a entraîné ses voisins dans une lutte victorieuse pour la réfection de leur cage d'escalier. « *Je me bats contre le racisme, je me bats contre les femmes battues, je me bats pour tout !* » « *Moi, je suis Française, d'origine marocaine, musulmane, je l'assume : j'ai ma place !* », clame une jeune femme ailleurs, en réponse à celles et ceux qui se sentent blessés par les paroles ou les attitudes racistes de certains collègues, chefs d'entreprises ou agents de l'administration. Avec fougue, elle transmet sa force autour d'elle, en encourageant sans relâche les jeunes et moins jeunes à se battre, plutôt que de se complaire dans une posture de victime. « *Moi, je me sens complètement citoyen, et j'assume mon arabité* », dit aussi celui qui utilise le théâtre comme « *lance-roquettes* », à Marseille.

L'enjeu, pour de tels caractères, eux-mêmes forgés dans les difficultés, c'est de « *motiver les gens* ». Trop souvent en effet, « *on ne laisse pas aux jeunes le choix de persévérer, de réussir, on ne les motive pas* », constate un autre Marseillais. « *On leur dit : "Toi, de toute façon, tu es un bon à rien, tu ne réussiras pas."* » Et du coup, explique un autre, « *tu ne t'autorises pas à regarder autre chose. Parce que dans la présentation des possibilités qui*

« *Il faut être authentique, ne pas se trahir soi-même. Croire à ses valeurs et aller au bout de ce qu'on croit.* » MONTBÉLIARD

 37 ans

s'offrent à toi, on reste dans des schémas normés, classiques. On ne sort pas des sentiers battus. Alors que les mêmes gars, qu'on côtoie de temps en temps, nous disent aujourd'hui : "Regardez, je suis chef d'entreprise ! J'ai réussi parce que j'ai rencontré une personne qui m'a aidé, qui m'a dit : Tu vas réussir, persévère !" »

Contre les projections négatives qui pèsent sur les quartiers populaires, tous ces passeurs d'avenir cultivent le rêve et opposent une attitude combative. Et c'est autant par l'exemple que par leurs paroles qu'ils insufflent de l'énergie aux autres. « *Même pas peur !* », semblent-ils dire. « *Moi, je force. Je suis un gars qui est bien fonceur* », affirme ainsi un habitant du Plateau de Haye, « *hyperactif associatif* » sur son quartier. Sans faire à la place des gens, les uns et les autres démontrent par leur personnalité et par leurs actes que « *tout est possible* ». Et ce courage, cette liberté qu'ils affirment publiquement, ont des vertus contagieuses. « *Moi, je n'avais pas de diplôme, mais je savais que je pouvais apporter beaucoup par mon expérience et par mon envie surtout* », explique le fondateur de l'association Évolution à Neuilly-sur-Marne. « *Et c'est grâce à ça que j'ai forcé les choses. J'ai forcé les choses sur beaucoup de points et j'ai réussi.* »

« C'est ce que l'on reflète, ce que l'on fait, qui est important. Tu es le miroir de l'autre. Si tu fais n'importe quoi, ils ne prendront pas exemple sur toi. » MARSEILLE

 35 ans

« *Je n'ai pas peur* », affirme aussi une maman africaine de 52 ans, à Garges-lès-Gonesse, dont on dit aux Doucettes qu'elle est un peu « *la maman de tout le monde* ». « *J'aurais peur pourquoi ? Je ne comprends pas le français, je n'arrive pas à lire, mais quand je ne suis pas d'accord, je le dis !* » Pour prendre la défense d'enfants expulsés de l'école, cette femme respectée dans le quartier n'a pas hésité à aller dire ce qu'elle en pensait au conseil de discipline. Et pour obtenir de meilleures conditions de logement aux mères hébergées en foyer sur le quartier, elle a convaincu la directrice du centre social de les accompagner pour une action « *coup de poing* » dans le hall de la mairie : « *On est parties ensemble à la mairie* », raconte-t-elle, « *avec toutes les femmes du foyer. Plus de quinze familles ! On est rentrés, les enfants avec les couvertures, les mamans avec le manger. Ils ont mis les couvertures par terre, et on a attendu que le maire descende. Ça n'a pas duré longtemps ! B. s'est présentée : "Je suis directrice du centre social, je voudrais un coup de main pour les femmes africaines". Le maire a dit : "Je fais quoi pour vous ?" "On veut des logements, rapidement". Le maire n'était pas d'accord, mais il était obligé d'écouter. Et finalement, tout le monde a été relogé.* »

DU RAS-LE-BOL À L'ACTION COLLECTIVE : LUTTE VICTORIEUSE À GARGES-LÈS-GONESSE

« Un jour, j'ai péché un câble », se souvient-elle. Elle, c'est une habitante du quartier des Doucettes à Garges-lès-Gonesse, qui n'en pouvait plus de voir les jeunes se rassembler dans l'entrée pourrie de sa cage d'escalier, fumer et faire du bruit jusqu'au milieu de la nuit. « C'était sale, toute la nuit, toute la journée. On n'avait plus de gardien, et le ménage n'était plus fait. » Des travaux étaient prévus dans le cadre d'un programme de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, mais la société propriétaire de l'immeuble laissait traîner. Un beau jour, donc, avec quelques voisins, ils en ont eu marre. « On avait honte de faire venir du monde chez nous, et je trouvais que ce n'était pas normal. On se sentait laissés pour compte, alors qu'on payait nos charges comme tout le monde. »

Ce jour-là, cette femme s'est révélée une meneuse d'hommes. Avec deux voisins, ils se sont mis à nettoyer leur escalier au karcher. Un habitant du coin leur a apporté des pots de peinture, et les jeunes s'y sont mis aussi. « Quand les voisins qui rentraient chez eux nous ont vu faire, chacun est venu donner un coup de main. » Et là, « la révolution a commencé ! », raconte celle qui a découvert ainsi l'action collective. Récemment élue présidente du centre social des Doucettes, à 49 ans, elle n'a rien perdu de l'élan d'indignation qui l'a alors poussée à entraîner les autres dans son combat. « Une femme qui mène un mouvement devant des bonshommes, ça ne le fait pas trop. Mais c'était pour le bien de tout le monde. »

Exigeant le démarrage des travaux, elle a ameuté les médias : « J'ai appelé M6, FR3, BMF TV, France 2. Ils sont venus, je leur ai fait visiter les appartements insalubres... Et on a découvert comme ça des cuisines sans fenêtres, des gens dans une souffrance que personne ne soupçonnait. deux cent quatre-vingts locataires qui vivaient dans la misère. On a été interviewés, on est passés à la télévision. La mairie est venue..., ils [les bailleurs] ont eu très peur. Donc : réunion au sommet avec le délégué du Préfet, tout le monde. "Ne vous inquiétez pas, on commence les travaux." » Loin de se satisfaire de ces déclarations d'intention, elle a exigé une date et dans l'attente, demandé à ce que les charges locatives soient réduites à zéro. « Ce n'est pas possible » « Ah bon ? Eh bien au revoir ! On les a plantés là, et nous sommes partis. » Le mouvement a pris de l'ampleur, si bien qu'à la réunion suivante, « on est arrivé à deux cent quarante personnes. C'était énorme ! On criait dans la rue, et on avait fait des pancartes, comme pour mai 68. Ils nous ont demandé d'arrêter avec la télévision, mais on n'a pas cédé. Quand j'allais travailler, il y avait toujours quelqu'un qui prenait le relais. »

Et le rapport de force a fini par faire plier la société propriétaire : « On n'a pas payé de charges pendant un an et demi. Ils ont fait les travaux, ils nous ont tout fait ! Ils ont mis Internet, la cage d'escalier a été remplacée par une vraie entrée, il n'y a plus de squat chez nous..., et depuis un an, on revit ! »

Dans la foulée, le collectif informel des habitants a décidé de créer une amicale des locataires. Le centre social a apporté son aide pour la mise au point des statuts et l'amicale a obtenu un local. Quant à notre héroïne, elle s'est mise en retrait, pour s'engager dans d'autres luttes. « Maintenant, les trucs roulent, j'ai ma vie à côté, un travail... À partir du moment où ce n'est plus un combat qui te sort des tripes, ça ne m'intéresse plus. »

Faire voir du pays, et offrir du plaisir

Dans les quartiers populaires, on ne bouge guère. Faute de moyens, le plus souvent, ou faute d'habitude : parce que l'on craint l'inconnu. Certains retournent "au pays" de temps à autre..., mais rares sont les occasions de partir en vacances, de voyager, d'aller en ville, visiter des musées, des sites historiques ou de loisirs. Et cette mobilité entravée constitue une source importante d'inégalité. Car en bougeant, on apprend : l'horizon s'ouvre, on fait des rencontres inattendues, on se trouve confronté à ses propres limites, mais aussi à ses possibilités. Et l'on peut commencer à s'imaginer une autre vie. C'est ce qu'ont raconté nombre de participants à nos rencontres : le dépaysement, ou la découverte de l'inconnu, ont provoqué en eux des « *déclics* ». Certains s'en sont trouvés transformés, d'autres, à partir de là, se sont laissés embarquer sur la voie de leurs désirs profonds. Et ils ont alors trouvé l'énergie de tracer leur route personnelle, en s'affranchissant des obstacles qu'ils pensaient insurmontables auparavant.

« Moi, je ne connaissais pas les châteaux, je ne connaissais pas le Louvre, par exemple. »

NEUILLY-SUR-MARNE

 62 ans

Une mère de famille du quartier du Vieux Chêne à Sarreguemines, qui travaillait comme aide-éducatrice en lycée technique, a ainsi plusieurs fois convaincu des parents de laisser partir leurs enfants faire des études dans d'autres villes. « *J'étais l'intermédiaire, le médiateur* », raconte-t-elle aujourd'hui. « *Je me souviens de jeunes filles dont les parents ne voulaient pas : "Ça ne se fait pas. Ma fille, partir à l'extérieur ? Non, non, elle dort à la maison, elle fait ses études à Sarreguemines, elle revient et voilà. C'est hors de question que ma fille aille en internat !" Mais je suis carrément allée chez eux, je leur ai expliqué. Et il y a peu, l'une d'entre elles me dit : "Tu te souviens, tu es venue à la maison, tu as parlé avec mes parents et grâce à toi, j'ai pu aller à l'internat !"* »

Créer les conditions du mouvement, de la surprise, de l'ouverture... est donc l'une des clefs fréquemment utilisées par ceux qui s'emploient à tisser la confiance auprès des habitants de ces quartiers. Et les voies sont nombreuses pour cela. Parfois, il n'est pas besoin d'aller très loin. À Neuilly-sur-Marne, par exemple, plusieurs habitantes des Fauvettes, qui fréquentent le Centre social Louise Michel, ont insisté sur les bienfaits qu'elles trouvent dans les sorties que leur propose cet équipement. « *C'est bien d'aller vers les autres. De ne pas rester chez soi* », explique l'une. « *Tout le monde me parlait du château de Versailles... Maintenant, si une personne me pose une question, je vais lui dire : "Oui, je l'ai vu." Je peux comparer le château de Versailles et le château de Champs-sur-Marne, par exemple.* » « *On a aussi visité la Ferme du Buisson¹¹... et d'autres lieux* », se souvient une autre. « *Comme les bases de loisirs, par exemple. On a pu se baigner, alors que nous, du fait de notre religion..., il y a beaucoup de choses qu'on ne fait pas, comme la piscine et tout ça. Là, je me suis baignée ! Vraiment, j'étais contente de la journée qu'on a passée, franchement.* »

¹¹ La Ferme du Buisson est une salle de spectacles et un centre culturel de Marne-la-Vallée devenue Scène nationale en 1990 et dédiée aux spectacles vivants.

« On a fait des sorties, avec le centre socioculturel. Aller dans les Vosges, par exemple, c'est des choses que je n'aurais jamais faites avec mes copains. » LINGOLSHEIM

 26 ans

« Le fait d'inviter les gens à sortir est un moyen de rompre l'isolement, l'ennui, le repli sur soi, qui sont accentués avec la crise économique », confirme l'animateur culturel du Centre social 13 pour tous. Lui qui a connu pas mal de « bas » dans sa vie, qui a d'abord été bénéficiaire, puis bénévole à Culture du Cœur avant d'intégrer le centre social comme salarié, fait aujourd'hui partager son goût du spectacle à ceux qui ne sont pas habitués à fréquenter les lieux culturels de la capitale. « L'accès à la culture est un moyen de rester dans la vie sociale, dont on a pu être écarté pour diverses raisons. Le temps d'un spectacle, c'est une nouvelle respiration, un second souffle, même si les problèmes perdurent. Et puis le fait de sortir te pousse à être comme tout le monde. Cela te redonne une légitimité à fréquenter à nouveau des lieux connus avant, où tu n'oses plus aller du tout. »

À Nancy, plusieurs participantes ont exprimé le souhait de voir se développer des projets qui permettraient aux femmes, notamment, de sortir davantage du Plateau de Haye. Le Centre social La Clairière mène déjà des activités en ce sens, en emmenant des dames du quartier dans le centre-ville et ailleurs, en concert, à l'Opéra... « On sort, on s'envole ! », témoigne la référente du réseau des bénévoles. Mais il faudrait accentuer les choses, insiste une habitante, qui veut agir en ce sens. Trop d'associations, en effet, limitent leurs actions au seul territoire du quartier. Ailleurs, comme dans le Pays de Montbéliard, certains emmènent des enfants visiter des chantiers archéologiques. Ou des jardins : « On a eu des enfants, qui habitent à dix minutes de Paris et qui ne connaissaient pas la Tour Eiffel ! », se souvient une habitante des Doucettes, dans le Val d'Oise. « Un jour, on leur a fait des gâteaux en forme de France miniature, de Tour Eiffel, etc., pour les inciter à venir au soutien scolaire. » « Et on les a emmenés voir des jardins ouvriers », poursuit une autre, co-fondatrice de la maison des parents. « Ils nous ont dit : "Comment se fait-il qu'à l'épicerie, les carottes n'ont pas de feuilles ?" Ça les a marqués ! Les jardiniers leur ont donné à chacun une carotte, qu'ils ont grattée, lavée ; ils l'ont mangée et ils sont partis avec une fleur pour leur maman. J'aime mieux vous dire que c'était un trésor, cette fleur ! Alors qu'on avait des enfants très turbulents. Mais dans ces moments-là, ils étaient d'un calme olympien. »

Certains se démènent pour organiser des voyages, comme l'association Creil Escapade, déjà évoquée, qui a joué un rôle déterminant dans l'ouverture d'esprit de plusieurs générations d'élèves de collèges et lycées. Dans la même ville, on a aussi parlé des chantiers internationaux organisés dans le cadre scolaire ou extrascolaire : « Le principe c'est qu'au lieu de faire du tourisme, on voyage en se rendant utile », explique un homme d'une cinquantaine d'années. « Nous, comme c'était un lycée qui forme les élèves à l'enseignement professionnel, on avait choisi d'aller rénover un centre socioéducatif au Maroc. On a ramassé un peu d'argent toute l'année et on a été aidés par le Conseil général, le Conseil régional et le Ministère de la Jeunesse. On était une quinzaine, moitié de collégiens et moitié de lycéens. Et la règle, c'était que le matin, on faisait des travaux, de la peinture, de l'électricité...; on a aussi installé une salle informatique, des ordinateurs, des imprimantes. Et l'après-midi, on faisait du tourisme. Nous sommes allés à Ouarzazate, aux portes du désert. Certains étaient vraiment transformés au retour. Parce que dans l'ensemble, ils

avaient des niveaux scolaires très bas, et ils se sont retrouvés là-bas avec des jeunes qui avaient des supers diplômes. Certains parlaient même trois langues, en plus de l'arabe : anglais, espagnol, français ! Nos jeunes étaient étonnés. Eux qui avaient du mal à décrocher un baccalauréat... Du coup, ils se remettent en question. »

Le même homme évoque aussi les rencontres internationales, qui rassemblent chaque année une centaine de jeunes des villes jumelées avec Creil, au Maroc, en Tunisie, au Sénégal, en Palestine, en Allemagne, en Pologne, en Angleterre... Les regroupements ont lieu parfois à Creil, parfois à l'étranger : *« C'est très intéressant car pour beaucoup, c'est la première fois qu'ils voient des pays. Et pour certains, ce sera peut-être la dernière fois de leur vie. »* Quand on bouge, *« on se rend compte qu'on n'est pas le centre du monde »* et ça change pas mal de choses dans la tête, ont conclu les participants rassemblés au Centre social Georges Brassens, dans ce quartier creillois du Plateau Rouher.

« Un jeune m'a dit : moi, je ne pensais pas faire ça... Et maintenant, il kiffe, il veut en faire son métier ! »

NEUILLY-SUR-MARNE

 35 ans

À Garges-lès-Gonesse, une femme raconte comment elle s'est débrouillée pour emmener des jeunes filles de son quartier en vacances à l'étranger. *« C'est vraiment un truc personnel, qui me tenait à cœur. J'ai beaucoup de sympathie pour les jeunes d'ici, et en particulier les filles. J'en connaissais une bande, qui avaient un rêve : c'était de partir en Espagne. Pourquoi l'Espagne ? La Costa Brava, pour elles, c'était le rêve américain ! Parce que dans des familles où on est sept ou huit gosses, on ne peut pas s'offrir de bonnes vacances. Je me suis jurée que je les emmènerais un jour. Je me suis battue trois ans, je restais avec elles jusqu'à des 2 ou 3 heures du matin, pour vendre des gâteaux, pour avoir de l'argent de poche, parce que je voulais que là-bas, elles puissent tout faire. Mais je leur ai dit : "Il faut me promettre une chose : que vous vous en sortiez dans la vie". Elles m'ont promis. Je leur ai fait faire du parasailing, des trucs de dingues... Elles se sont éclatées, et quand elles sont revenues, comme elles avaient pour la plupart laissé tomber l'école, on a fait un deal et je les ai inscrites à l'ÉPIDE¹², l'école de la dernière chance. Je leur ai fait passer le BAFA avec la participation du centre social, j'ai vraiment pioché partout où je pouvais. Et aujourd'hui, elles travaillent, elles ont un salaire. Certaines ont passé leur permis, elles s'en sortent très, très bien. Elles sont comme mes filles, je les chéris, vraiment ! Récemment, elles m'ont dit : "C'est un truc de ouf que tu as fait pour nous ! Tu es mariée, toi-même tu as tes gosses, tu as laissé ta famille... Comment tu as été patiente !" C'est peut-être pour ça qu'elles ont voulu s'en sortir, parce qu'elles ont pris conscience qu'en fait, le but du voyage n'était pas simplement de passer de bonnes vacances, c'était : "Je peux t'aider, mais je veux que tu t'en sortes dans la vie." »*

La découverte ne passe pas nécessairement par le voyage physique, ont expliqué d'autres participants. C'est parfois l'inattendu qui vient à nous, dans les quartiers, et nous aide à *« sortir de notre cocon »*. Ainsi le raconte une retraitée qui anime une chorale à Lingolsheim : *« Un jour, un monsieur est arrivé à notre chorale, il ne savait pas chanter. Il se sentait rejeté, il était en pleine déprime.*

¹² ÉPIDE (Établissement pour l'insertion dans l'emploi) est un établissement public administratif créé en 2005 par Michèle Alliot-Marie et Jean-Louis Borloo, alors respectivement ministre de la Défense et ministre du Travail et de la Cohésion sociale.

« On dit que ces minots, ils ont le mal, mais ce n'est pas vrai. Il faut leur donner à voir autre chose. » MARSEILLE

 44 ans

Il est resté deux ans avec nous. Je le rencontre l'autre soir, et il m'apprend qu'il a intégré une vraie chorale avec un chef de chœur, qui le fait travailler à la baguette — parce que nous, c'est juste pour faire plaisir, pour donner de la confiance aux gens, on n'a aucune compétence en chant. Là, je suis contente ! Il était un peu en chute libre, et le fait de se sentir reconnu dans notre groupe, de se sentir utile à chanter avec nous, ça lui a permis de rebondir et de repartir sur autre chose. Et voilà, ce sont des rencontres toutes simples... »

À Marseille aussi, les participants à nos rencontres ont longuement évoqué la façon dont des artistes, invités dans un quartier, peuvent provoquer des décalages, des ouvertures, voire des basculements dans la vie des gens. Ainsi d'un atelier mené par un comédien avec des parents et des enseignants d'école maternelle, à l'invitation du centre social Saint-Gabriel : *« On travaillait sur la question de la laïcité sous forme de théâtre forum »,* raconte la directrice du centre, *« et je rigolais toute seule, parce qu'au bout de cinq minutes, tu avais l'enseignant qui était la tête contre une maman avec le voile et tout... Enfin, c'était des jeux théâtraux. Et à la pause, la jeune femme m'a dit : "C'est parce que c'était un espace neutre et que c'était du théâtre, sinon, je ne pourrais pas faire ça !" »* La danse, aussi, peut avoir ce même effet libérateur, témoigne le chorégraphe de 44 ans qui a lui-même grandi dans ce quartier : *« J'ai fait des projets sur des collèges difficiles, avec Ex-Nihilo et avec le collectif Nomade Village »,* raconte-t-il. *« On faisait ce qu'on appelait des actions commandos (parce que le côté "atelier tous les mercredis", c'est bon...). On arrivait en début de semaine, il fallait que tous les profs jouent le jeu, qu'on ait les gamins toute la journée. On leur jouait un extrait du spectacle et on les invitait à se lancer, en les filmant en situation. Au début, c'était dur, ils nous disaient : "Ah, moi, monsieur, ce n'est pas possible, je ne veux pas danser !" Mais à la fin de la semaine, on arrivait à embarquer tout le monde. Il n'y a pas un collègue où ça n'a pas marché. Quand tu leur dis : "À la fin de la semaine tu vas danser à la récré devant tous tes collègues et personne ne va te chambrer..." Les minots qui ont participé, ils en ont tiré ce qu'ils en ont tiré, on le verra plus tard. Et les autres, ils ont vu des gamins qui ont traversé une histoire. Et ils pleurent quand on s'en va, ils pleurent. Tout durs qu'ils sont ! »*

Enfin, de nombreuses personnes ont insisté sur la notion de plaisir partagé, comme déclencheur de désir, de confiance en soi et de liberté. *« Avec L'Albatros, le centre socioculturel, on eu des sorties, des rires, des délires... »*, se souvient un jeune homme à Lingolsheim. *« Ça a consolidé nos amitiés, et ça nous a un peu forgés dans notre jeunesse. »* De son côté, l'éducatrice sportive de Sarreguemines fait faire de la gym aux grands-mères du quartier, et elle a entraîné un groupe de femmes qui faisaient de la zumba à participer à des événements sportifs collectifs. *« Je leur ai dit : "Venez, on participe à la Messine, contre le cancer du sein". Après, on a participé à La Parisienne. Au début, on était dix, là elles sont cinquante. Je suis partie, mais le groupe a continué et ça, c'est super ! »* Ailleurs, d'autres organisent des fêtes, préparent des repas monstres juste *« pour passer des bons moments ensemble. »* Ainsi à Folschviller, en Moselle, on se souvient bien d'une séance portes ouvertes au centre social, à l'occasion de la Journée de la femme. C'est une habitante du quartier qui a sauvé l'équipe, débordée par l'ampleur du buffet à préparer : *« Par bouche-à-oreille, on m'a présentée à une jeune personne »,* se souvient une salariée du centre. *« "Il n'y a pas de souci, ma tante*

va te faire des gâteaux arabes pour deux cents personnes !” Magnifique ! Que du bonheur ! On a fait connaissance, et F. m’a dit : “Achète-moi tout ce qu’il faut, je fais.” Elle a passé plusieurs nuits à les préparer avec sa nièce, et elle est venue avec d’énormes plateaux de gâteaux qu’elle nous a offerts, au centre social. Ça a été le coup de foudre ! On n’en revenait pas qu’il y ait des gens comme ça, qui viennent du jour au lendemain : “Oui, il n’y a pas de problème, je viens. Tu as besoin de moi, je suis là.” Et depuis, c’est allé crescendo... »

« La cuisine est un lieu où il y a de beaux échanges », confirme la référente du réseau des bénévoles au Centre social La Clairière à Nancy, en louant elle aussi les talents d’une maman maghrébine. « Souvent, on lui demande : est-ce que tu peux nous faire des beignets ou quelque chose ? En deux temps, trois mouvements, hop, elle a coaché et drivé tout le monde en cuisine ! Aujourd’hui, on mangeait tous ensemble, c’était un petit moment de partage, de plaisir, et elle nous a aidés en faisant du pain farci et du thé à la menthe pour un régiment. On a eu une tourte arménienne, une soupe veloutée de poireaux avec pignon de pins, des petits légumes, une salade de fruits... Ce n’était pas forcément une fête, mais c’était vraiment le petit moment de plaisir pour toutes les personnes qui s’étaient investies le 6 novembre. »

« Ça n’a pas besoin d’être compliqué : c’est juste faire sortir la personne de la coquille dans laquelle elle s’était refermée comme une huître. Et votre sourire peut faire que l’huître, elle s’ouvre. » LINGOLSHEIM

 66 ans

Offrir du plaisir, partager des moments de joie, de beauté, de poésie... dans ces quartiers où la vie est souvent dure, est une manière efficace de lutter contre la déprime individuelle ou collective. Ce faisant, on brise un peu le cercle vicieux qui tend à nous tirer vers le bas, explique l’ancien mineur qui réalise des vidéos sur sa commune de Hombourg-Haut, en Lorraine : « Vous parlez avec des gens avec lesquels vous n’auriez jamais eu le plaisir d’échanger. On apprend vraiment des choses... » Et le même homme d’évoquer le film *Party girl*¹³, sélectionné à Cannes en 2014, magnifique portrait d’une sexagénaire travaillant dans un cabaret, qui a depuis été « décorée citoyenne d’honneur de Hombourg-Haut. »

À Neuilly-sur-Marne, d’autres ont raconté comment une habitante, photographe amatrice, a réussi à transfigurer un moment douloureux (la démolition d’une tour du quartier des Fauvettes) en émotion artistique collective : « Je suis passionnée de photo depuis toute petite », raconte-t-elle, « et quand il y a eu la démolition de la tour, comme j’habite juste en face, tous les matins, j’allais regarder à la fenêtre, pour voir le grignotage. Tous les jours, même quand il pleuvait, j’allais prendre des photos. Parce que j’étais passionnée, comme si elle m’appartenait. Je l’ai appelée “La Dame du Touquet”. Je l’ai vue se déshabiller peu à peu, jusqu’au grain de sable, on va dire. C’est comme si j’étais attirée par cette tour, je ressentais ce que les gens ont pu ressentir... » Ce travail a donné lieu à une exposition « qui a été très, très appréciée », soulignent d’autres habitantes. « On est beaucoup à l’avoir vue et c’était un vrai moment de bonheur, parce que ça nous a fait ressurgir tous nos souvenirs. Moi, j’ai vu cette tour depuis l’âge de 7 ans, je venais de Paris, et ma mère nous avait emmenés ici parce que ça finissait de se construire, Les Fauvettes. J’avais le nez en l’air et j’ai dit : “Oh ! La tour Eiffel !” C’était immense pour moi, quinze étages ! Donc, quand j’ai vu ce reportage photo, il y avait de l’émotion... Je me suis dit : “C’est un bien pour un mal”. J’ai beaucoup aimé, vraiment. »

¹³ L’actrice et l’héroïne du film *Party girl* sont une seule et même personne : Angélique Litzemberger, danseuse de strip-tease, née à Hombourg-Haut.



POUR QUE NOS
QUARTIERS
NE SONT PAS OUBLIÉS

QUELS RELAIS MILITANTS ET INSTITUTIONNELS ?



Il s'en passe, donc, dans nos quartiers ! Face à l'image caricaturale qui en est trop souvent donnée, on peut opposer toutes ces dynamiques qui en font non seulement des espaces de solidarité, mais aussi des lieux tremplins : des territoires où l'on peut puiser de la force, où mille ressources sont à l'œuvre, qui permettent aux uns et aux autres de se réaliser et de tracer des voies singulières. Contre la vision statique et massive de ces lieux et des populations qui les habitent — vision sur laquelle se fondent trop souvent les politiques publiques — les histoires rassemblées dans cet ouvrage dressent un autre portrait, beaucoup plus vivant : celui de quartiers en mouvement, de morceaux de ville traversés, irrigués, animés par l'énergie de tous ces "artistes de la relation", ces "provoqueurs de désir", qui emmènent leurs proches, leurs élèves, leurs voisins, ailleurs. Qui proposent un « *devenir* » à tout un chacun, échafaudent des passerelles entre aujourd'hui et demain, ici et là-bas.

Mais alors, a-t-on envie de dire au terme de l'aventure de cet ouvrage, si la réalité est bien celle-ci, si autant de personnes formidables interviennent sur les quartiers populaires, dans la discrétion et la persévérance, et si elles obtiennent effectivement les résultats ici décrits..., suffirait-il de laisser les choses en l'état ? « *Aidons nous nous-mêmes* », autrement dit, et tout ira pour le mieux ? Ce n'est ni le sens qu'ont voulu donner à leurs témoignages ceux qui ont participé à nos rencontres, ni la philosophie qui anime les deux réseaux professionnels à l'origine de cet ouvrage. Car on connaît les limites d'un tel positionnement : au bout du compte, il conduit inévitablement au renforcement de l'entre-soi. C'est en effet entre semblables que l'on s'entraide le plus naturellement : au sein des familles, entre personnes de même origine sociale ou culturelle, dans les communautés religieuses... Or, si ces solidarités « *naturelles* » sont précieuses, elles ne sauraient suffire à provoquer ce qui est décrit dans cet ouvrage : les passages vers d'autres mondes, d'autres univers que ceux auxquels les habitants des quartiers populaires se sentent trop souvent assignés.

« Je forme les jeunes, en tant que responsable de structure, pour qu'ils prennent le relais. C'est du bénévolat, puisqu'on travaille dans la fonction publique : on n'est pas obligé de le faire. C'est un travail de fourmi. Mais ça paye. »

MARSEILLE

 35 ans

« Les militants d'ATD Quart-Monde, ce sont des alliés. Ils ont une permanence tous les mois. La personne des Arpents, elle m'a suivi sur un an et demi. J'ai appris beaucoup à ATD. »

ÉRAGNY-SUR-OISE

 64 ans

Pour que ces territoires ne se replient pas sur leurs propres ressources, pour que ceux qui y vivent gardent le sentiment de faire partie d'une société où ils ont leur partition à jouer, il ne faut pas les abandonner à leur propre énergie. Il faut que certains, qui ont en quelque sorte un pied dehors et un pied dedans, puissent continuer à y ouvrir ces brèches vers l'ailleurs, à y enclencher ces dynamiques libératoires. Et pour cela, il faut entourer et soutenir avec détermination ces "passeurs de frontières". Car malgré leur enthousiasme ou leur dévouement, il arrive aux héros de fatiguer, de se sentir trop seuls face aux montagnes de difficultés à gravir.

Que faire, pour conforter et démultiplier leur « *travail de fourmi* », trop souvent invisible ? Au-delà de la reconnaissance du rôle qu'ils jouent et de la valorisation de leur action, après avoir mis en lumière les principes qui les guident et les méthodes qu'ils utilisent pour tirer d'autres personnes vers le haut, nous avons cherché à creuser cette question avec eux. Passeurs et passeuses de confiance, leur avons-nous demandé, de quoi auriez-vous besoin pour que vos actes soient encore plus efficaces ? Pour qu'en plus d'habitants de ces quartiers accèdent à leurs rêves, puissent donner le meilleur d'eux-mêmes et participent davantage au dynamisme de la société toute entière ?

Quand on aide autrui, on s'aide soi-même

Dans un premier temps, on a pu avoir l'impression que nos passeurs, professionnels ou amateurs, n'attendaient rien. Ils agissent, un point c'est tout. En particulier, ils n'ont pas besoin de récompenses personnelles, de médailles, réelles ou symboliques. Cela a été dit à de nombreuses reprises, par des personnes très diverses.

« *Je n'ai pas besoin de reconnaissance et de lumière* », explique ainsi le professeur de boxe du quartier des Buis, à Valentigney. « *Ce qui compte pour moi, ce sont les jeunes et ce qu'ils sont capables de produire, depuis vingt-et-un ans que je fais du bénévolat.* » « *J'ai horreur qu'on me remercie* », affirme aussi une femme de 66 ans, engagée dans différentes activités culturelles à Lingolsheim. « *Parce que je trouve que c'est tout à fait normal, ce que je fais.* » Et à Nancy, un enseignant à la retraite qui fait du soutien scolaire confirme : « *Je n'en attends pas un "merci" ou un "merde", parce que ça m'est égal. Vous faites un travail pour quelqu'un parce que vous savez qu'il a besoin qu'on lui rende service. Si je suis comme ça, c'est par rapport à moi.* »

« *On donne, mais on reçoit beaucoup plus que ce que l'on donne. Et ça aide intellectuellement.* » CREIL

 41 ans

« *On a été grassement payés grâce à ce jeune homme. Sa réussite a été notre salaire.* »

GARGES-LÈS-GONESSE

 59 ans

Ici et là, la question d'une éventuelle rémunération de leur engagement bénévole a été évoquée, mais sans que cela ne provoque d'adhésion. « *J'aurais pu me faire beaucoup d'argent. Mais ce n'est pas le but* », estime par exemple une jeune femme qui a souvent hébergé et aidé des personnes en difficulté dans son quartier, au Plateau de Haye. « *Je suis bénévole, je ne veux pas d'argent. Je ne suis pas là pour me faire payer* », insiste également le président d'une association d'aide aux devoirs sur le même quartier. Non, ce qu'ils attendent avant tout, c'est que leur action produise des effets, en termes de réussite scolaire, d'insertion professionnelle, de mobilité sociale des uns et des autres. « *Ta fierté, c'est le résultat* », explique ainsi une participante à nos rencontres à Garges-lès-Gonesse. « *Le fait que les gens s'en sortent, qu'ils arrivent au bout.* »

« *On est des semeurs* », considère de son côté une Marseillaise des quartiers Nord dont les parents, « *issus de la paysannerie de l'est algérien* », sont venus en France dans les années 1950. « *J'ai toujours aimé l'image du paysan. On sème. De préférence de bonnes graines, pas des OGM !* » Et on espère que les graines vont pousser... Parfois, la bonne

surprise arrive, et c'est un enchantement. Ainsi explique-t-elle la joie ressentie un jour lorsqu'elle a retrouvé par hasard, en ville, un jeune qu'elle avait aidé : « À un moment donné dans la discussion, il me dit : "Vous ne vous souvenez pas de moi ? On s'est rencontrés il y a très très longtemps. Vous étiez étudiante et vous interveniez dans le cadre d'un atelier d'aide aux devoirs. J'étais en 3^e, je voulais arrêter et c'est vous qui m'avez donné envie de continuer." Aujourd'hui, il est conseiller financier ! Ça m'a touchée... »

En guise d'exemple de ces retours qui les réjouissent parfois, longtemps après qu'ils aient semé ces graines d'espoir dans les quartiers, un retraité d'Éragny-sur-Oise livre une belle histoire, qui l'a encouragé à poursuivre son engagement bénévole de soutien scolaire. Alors qu'il débutait en la matière, il avait appris à un gamin de CM2 comment multiplier par onze. « Et peut-être un an ou deux ans après, une gamine qui était en CE1 me dit : "Tiens, regarde comment on multiplie par onze." "Mais c'est moi qui te l'ai expliqué !" "Non, ce n'est pas toi, c'est Untel." Mes explications avaient fait boule de neige dans le quartier et tous les gamins savaient multiplier par onze ! Ça m'a plu. On n'attend rien, mais le fait qu'il y ait un retour comme ça, qui nous arrive en pleine face, ça vous fout un peu la pêche ! »

De même, une enseignante en histoire qui travaille à Lingolsheim dit la joie qu'elle éprouve régulièrement à croiser ses élèves à la médiathèque : « Pas forcément les meilleurs élèves, hein. Je croise les affreux jojos. Ou des gosses qui prétextent un exposé pour être dans la médiathèque. Ça veut dire que c'est un endroit où les gosses se sentent bien. Et se sentir bien avec des livres, avec de la musique, des vidéos..., c'est faire partie de la culture. Là, de mon point de vue, le défi à relever a été relevé. » « Et puis, discuter avec un grand gaillard qui vous saute dessus en vous disant : "Vous vous souvenez, Madame N., vous m'aviez engueulé." "Ah oui, je me souviens. Et tes parents, comment vont-ils ?" ..., ça fait partie des liens de la vie, du tissu social auquel vous participez. »

« On donne des coups de main. Ce n'est pas pour l'argent, du tout. »

FOLSCHVILLER

 35 ans

Même son de cloche à Éragny-sur-Oise, de la part d'une femme de 50 ans, bénévole à la Maison de La Challe, qui dit trouver son énergie dans les relations qu'elle tisse sans relâche autour de cet équipement collectif : « J'ai été lassée plein de fois, ça fait quand même vingt ans... J'étais dégoûtée même, des fois. Mais ça passe. Parce que ça enrichit. Les gens s'enrichissent, même s'ils sont pauvres. Ça me fait du bien, je me dis que quelque part, j'ai une mission. Voilà, on a tous besoin d'un sens à notre vie. Notre vie ne doit pas être que personnelle : mon mari, ma maison, mon ceci, mon cela... »

« Le fait de soutenir ces personnes, ça m'a beaucoup apporté. Parce que je me dis : "Quand même, ma fille, tu as des qualités !" »

ÉRAGNY-SUR-OISE

 45 ans

« Quand tu partages, tu as l'impression d'avoir toujours plus », renchérit une habitante du quartier du Furst à Folschviller. « Je ne peux pas m'imaginer quelqu'un qui ne pense qu'à lui, comment il peut vivre. Si j'en ai trop, pourquoi je n'irais pas aider quelqu'un qui a besoin ? Ça donne une richesse... intérieure. » Nombre de nos passeurs et passeuses ont ainsi expliqué que l'action qu'ils menaient rendait leur vie plus intéressante. « Ils m'apprennent plein de choses, ces gosses », affirme par exemple la professeure d'histoire de Lingolsheim. « Ils me font beaucoup réfléchir, ils

m'obligent à voir la vie autrement. Quand vous n'avez pas ces contacts-là, vous avez des images complètement stéréotypées de la jeunesse, des familles, des quartiers... »

Certains l'ont dit avec d'autres mots, expliquant qu'ils trouvaient dans leur activité un « bien-être », une forme « d'équilibre » ou « d'épanouissement », voire une « fierté ». « Cela m'apporte de la sérénité », estime pour sa part une jeune femme qui œuvre au sein du Centre social 13 pour tous à Paris. « C'est une sorte de catharsis, cela m'aide à canaliser ma sensibilité. Je me sens utile. » Sur le Plateau de Haye à Nancy, une femme qui, très ébranlée par les attentats de novembre 2015, avait pris l'initiative de créer en quelques heures un immense drapeau français sur lequel habitants et commerçants ont été invités à s'exprimer, avant d'organiser à la MJC un repas partagé à l'occasion de la rupture du jeûne musulman, est satisfaite d'avoir réussi à cette occasion à dresser un pont entre des personnes de toutes confessions : « C'est comme une reconnaissance. Je suis fière. Quand je vois que j'ai pu un petit peu réveiller quelques personnes, je me dis que c'est bien. J'étais toute seule et puis finalement, non, je ne suis pas toute seule, j'ai ma petite équipe ! »

D'aucuns ont même vanté les vertus apaisantes du don de soi qui, s'il était cultivé, pourrait contribuer à « calmer les gens », en orientant vers des engagements actifs ceux qui perdent pied ou dérivent vers le pire parce qu'ils se sentent « inutiles ». « Il y a des gens autour de moi qui ont le visage fermé, qui sont dépressifs, qui ont des attitudes de haine et tout ça », souligne une bénévole à Éragny-sur-Oise. « Ces gens-là, s'ils regardaient autour d'eux, s'ils faisaient quelque chose pour les autres, ils seraient moins focalisés sur un problème et ils arrêteraient de fulminer pour des bêtises. C'est une grosse thérapie d'aider, même un petit peu. »

« L'engagement actif syndical a un peu bloqué mon ascension professionnelle... Mais je n'ai jamais eu l'impression de m'être sacrifié, parce que ça m'a permis de m'épanouir. » VALENTIGNEY

 78 ans

Au fil des échanges, on a ainsi vu des participants à nos rencontres reconnaître très honnêtement que l'investissement qu'ils déployaient au service d'autres personnes contribuait à renforcer leur « estime de soi ». Cela a été dit par des hommes et des femmes à la retraite, mais aussi par celles et ceux qui ne trouvent pas de reconnaissance dans leur travail, qu'ils soient au chômage ou que leur activité rémunérée s'avère peu gratifiante, d'ordre purement « alimentaire » : leur engagement bénévole leur confère un certain statut. « Aider les enfants à faire leurs devoirs ou à comprendre une chose qu'ils n'ont pas comprise en classe, c'est une satisfaction », explique ainsi un retraité d'Éragny-sur-Oise. « Et c'est aussi une occupation, il ne faut pas se leurrer. C'est un peu de "l'égoïsme", entre guillemets. »

« J'ai la niaque ! J'ai envie de travailler, j'ai envie de tout ! C'est d'ailleurs pour ça que j'aide les gens. Grâce à eux, c'est comme si je travaillais, sans salaire. » NANCY

 36 ans

Et puis, outre une « place » dans le quartier, dans la ville..., au-delà d'un sentiment d'utilité sociale, tous ces semeurs d'espoir, ces cultivateurs du mieux-être dans les quartiers, ont mis en avant le fait qu'ils avaient acquis des compétences, indubitablement, en prenant à bras-le-corps les problèmes des autres. Des bénévoles ont ainsi affirmé qu'ils se sentaient tout aussi « pros » que certains travailleurs sociaux ou agents de l'administration. Et si la plupart de ceux qui se sont exprimés dans cet ouvrage n'envisagent pas de valoriser ces capacités autrement que sur

le plan militant, quelques un-e-s ont dit penser à faire valoir leur expérience au niveau professionnel. Pour se reconvertir « *dans le social* », ou pour trouver enfin un travail digne de ce nom.

On comprend à travers tous ces témoignages combien il serait intéressant, pour la puissance publique, d'investir pour aider ces "aidants" : car le bénéfice de leur action est multidimensionnel. Il contribue aussi bien à tirer vers le haut des personnes en difficulté qu'à combler le vide ressenti par tant de gens aujourd'hui, dans notre société de consommation vouée à l'argent. Pouvoir jouer ce rôle de transmetteur de confiance, de mise en capacité d'autres personnes, est un acte social qui construit véritablement du lien tous azimuts, là où tant de facteurs se liguent pour défaire ce qui nous rattache les uns aux autres, ce par quoi nous formons société.

Mais il y a beaucoup de barrières

Si ce n'est pas de rémunération financière pour eux-mêmes, ni de remerciements, dont ont besoin toutes celles et ceux qui agissent de leur propre gré pour donner corps à l'égalité et à la justice sociale dans ces quartiers, qu'attendent-ils alors ? À bien les écouter, on comprend finalement que ce qu'ils souhaitent avant tout, c'est qu'on leur facilite le « *travail* ». Qu'ils aient davantage de moyens pour agir ; que les portes des institutions s'ouvrent plus aisément ; qu'ils soient rejoints dans leur effort opiniâtre pour réamorcer les « *ascenseurs sociaux* » grâce auxquels chacun, dans ces quartiers comme ailleurs, doit pouvoir penser qu'il accédera un jour à une place digne de ses capacités.

« Avant, il y avait des permanences CAF au centre social, ça n'existe plus, c'est dommage » NANCY

 37 ans

La reconnaissance pour eux n'a de prix que si elle se traduit très concrètement par des actes : une écoute attentionnée de la part des élus locaux et des responsables politiques nationaux ; un soutien financier aux associations qu'ils créent ou dans lesquelles ils œuvrent ; la création de postes au sein des équipements socioculturels et sportifs, pour assurer davantage de « *présence humaine* » dans les quartiers populaires ; de petits budgets pour emmener les élèves ou les parents se frotter à d'autres univers ; des preuves qu'une lutte sans merci est engagée en France contre les discriminations à l'école, dans l'accès au logement, à l'embauche, aux loisirs... Et tout cela sur la durée, afin que le tissu des liens créés par les engagements des uns et des autres soit bien solide sur chaque territoire.

« Ce qui use, ce n'est pas les publics, ce sont les institutions, c'est l'administration, c'est les subventions qui baissent... »

MARSEILLE

 55 ans

Les participants à nos rencontres ont exprimé ces attentes « *en creux* », pourrait-on dire : moins en réclamant de telles mesures — auxquelles peut-être, ils ne croient plus, dans le contexte politique actuel — qu'en disant leur fatigue à devoir toujours « *forcer les choses* » pour être entendus. Même s'ils sont convaincus qu'il faut continuer de se battre contre l'injustice qui frappe les habitants de ces quartiers, les uns et les autres ont avoué leurs découragements passagers face aux a priori ou aux réticences des pouvoirs publics vis-à-vis de leurs demandes, de leurs propositions ou de leurs

projets : « *De forcer, c'est épuisant, c'est usant* », reconnaît celle qui, à Nancy, ne baisse pourtant pas les bras suite aux rejets des demandes de logement qu'elle a déposées un peu partout pour une famille à la rue. « *Le problème* », insiste en écho le président de l'association locale des Francas, « *c'est qu'on ne peut jamais réattaquer, c'est ça le souci. Quand on va voir la personne qu'on a déjà sollicitée, dans telle administration : "Encore vous ! Ce n'est pas la peine, je vous ai déjà répondu. Je vous ai dit qu'on ne pouvait pas." Alors qu'il y a toujours moyen de faire quelque chose...* »

Certes, ils savent faire jouer leurs relations pour débloquer les situations et trouver des issues ou des perspectives face aux refus qui sont souvent opposés aux personnes qu'ils accompagnent ou à leurs propres projets collectifs. « *Je n'hésite pas à solliciter le réseau, comme on dit, si ça peut aider les gens qui attendent des réponses* », témoigne une autre habitante du Plateau de Haye. « *Je fais un peu le trait d'union entre la mairie, la préfecture et les habitants. Honnêtement, si je n'avais pas ce réseau et le contact avec les élus, ce serait difficile.* » Mais sur le fond, les uns et les autres déplorent le fait qu'il faille si souvent avoir recours « *aux relations* » pour faire avancer les dossiers dans certains services. Cela contribue en effet à renforcer le sentiment d'injustice ressenti par nombre d'habitants de ces quartiers. « *Ils ne peuvent pas, soi-disant, dans les bureaux, mais quand il y a un piston, là, ils peuvent toujours ! C'est une réalité, il faut faire avec. Mais c'est malheureux, franchement, ça me fait mal au cœur, quand je vois ça. C'est triste.* »

Et son amie de confirmer : « *J'aide les gens, mais j'ai vu, dans toutes mes démarches, c'est que du piston. Quand je démêle des histoires, c'est grâce au piston que ça marche.* » Les uns et les autres se prennent alors à rêver d'administrations où la relation humaine serait remise au cœur du métier ; où des parents parlant mal le français, des personnes vieillissantes, pauvres, fragilisées..., seraient reçus avec attention et considération ; où une prise en charge respectueuse serait assurée pour les aider à obtenir leurs droits : « *C'est dommage que les services publics n'aient pas cette vision des choses...* » « *Il va falloir qu'on se batte pour cette chaleur humaine, j'ai l'impression.* »

« On a la chance d'avoir pas très loin le théâtre du Merlan. Et le projet Tremplin m'a permis de saisir une opportunité : on m'a proposé un travail là-bas, qui me plaît beaucoup. » MARSEILLE

 51 ans

« On n'a pas forcément besoin d'argent de la mairie ou autre. On a juste besoin d'eux administrativement. Après, il faut beaucoup de volonté, tout bêtement. »

SARREGUEMINES

 38 ans

En l'état actuel des choses, « *il y a beaucoup d'empêchements, beaucoup de barrières* », notamment lorsqu'on est issu de l'immigration ou Français de couleur et que l'on a soi-même entrepris d'agir pour résoudre le problème d'une personne en difficulté. « *Je suis Française, mais la dernière fois que je suis partie aux impôts, je n'étais plus Française, je vous le garantis !* », témoigne ainsi une femme qui accompagne certains de ses voisins parlant mal notre langue dans les administrations : « *La personne m'a prise vraiment pour... Dans un service public ! C'est ce qui fait mal. Vous vous dites : "Waouh ! Qu'est-ce qui se passe ?" Heureusement que je sais me*

défendre. Parce qu'avant, je laissais passer, mais maintenant, non. Quand une personne ne me parle pas correctement, je lui parle correctement, et comme je m'exprime assez bien, ça la calme. »

Lors de nos rencontres, a ainsi été souvent avancée l'idée que nombre de structures qui devraient formellement assurer ce soutien à l'émancipation des mondes populaires sont défailtantes, voire que certaines institutions représentent des obstacles sur cette voie. Les choses se seraient détériorées en la matière au cours des dernières décennies, ont affirmé nombre de nos interlocuteurs, à la fois parce qu'on a « déshumanisé » l'accueil en ces lieux (ont été citées toutes sortes d'administrations à ce sujet : les services fiscaux, La Poste, Pôle emploi...) ; parce que nombre d'équipements et d'associations en charge de l'action sociale et culturelle sur les quartiers populaires sont aujourd'hui considérablement affaiblis, manquant de personnel et de moyens financiers ; et parce que le racisme et les discriminations sont désormais monnaie courante au guichet, dans les classes, les mairies — comme dans de nombreuses entreprises privées.

« *On est encore dans un esprit colonialiste !* », s'exclame ainsi un homme de 42 ans d'origine maghrébine, qui travaille au sein d'une association organisant des activités culturelles en direction des populations tsiganes en Lorraine. « *Qu'on regarde les partis politiques, toutes les institutions, qu'on regarde même dans nos associations : on a toujours un regard sur l'autre en fonction de sa couleur, de son origine, de son nom... Les gens du voyage, ils sont là depuis le Moyen-Âge, depuis 1419 ! Et ils sont toujours perçus comme étrangers. Les Maghrébins, c'est pareil, d'autres communautés, c'est pareil. Il y en a marre !* »

Ce qui s'est dégradé aussi — non sans rapport, sans doute, avec ce qui vient d'être dit — c'est l'état de la jeunesse dans ces quartiers, le niveau de violence qui y règne. Les participants réunis au Centre social Saint-Gabriel à Marseille en ont longuement parlé, en affirmant que « *les jeunes sont de plus en plus durs* », notamment en raison de l'emprise des réseaux de stupéfiants. « *Aujourd'hui, on tue dans les quartiers. La délinquance a changé. Les jeunes ne sortent plus du quartier. Et la vie ne vaut plus rien.* » « *Ils ont 12 ans, et ils vendent de la cocaïne !* » « *Avec le trafic, tu te fais 200 euros par jour.* » « *Les jeunes d'aujourd'hui, il faut les prendre au cas par cas si on veut les tirer de là* », estime un quadragénaire qui s'est lui-même extrait de la pauvreté, alors qu'il avait arrêté l'école à 11 ans, grâce à la fréquentation des centres sociaux des quartiers Nord. « *Mais financièrement, on n'y arrivera pas* », se lamente un de ses collègues, directeur de centre social. « *Il n'y a pas assez d'acteurs sociaux pour faire ce travail-là. Pas assez d'éducateurs de terrain ; on manque trop de gens comme ça. On n'y arrivera jamais...* »

Ces accès de déprime n'empêchent pas les uns et les autres de continuer à se battre. « *Quand on fait de l'éducation populaire extrêmement volontariste, ça plait à certaines collectivités et pas à d'autres* », estime ainsi une formatrice marseillaise qui considère que l'on n'est pas partout condamné au manque de soutien politique. Des exceptions existent, qui contrarient la tendance générale. Et les participants à nos rencontres, en les citant, ont expliqué ce qu'ils voudraient voir renforcé, pour leur permettre de déployer toutes leurs forces de personnes ressources.

« Quand on voit l'Assemblée nationale... Combien y a-t-il de gens de couleur à l'Assemblée nationale ? »

NANCY

 62 ans

QUAND LES JEUNES SONT ENTENDUS : NAISSANCE D'UN SERVICE MUNICIPAL À NEUILLY-SUR-MARNE

« J'ai beaucoup d'idées dans ma tête, ça tourne tout le temps ! », s'exclame celui, qui après avoir tant fait pour les jeunes du quartier des Fauvettes, envisage, à 35 ans, de se consacrer à sa famille, voire de partir au Sénégal, dont sont originaires ses parents et où il a été sollicité pour développer des formations de football.

Au début, en 2003, il a monté une association, bien nommée "Évolution". « Il y avait beaucoup de gens qui traînaient dans le quartier. La mairie ne proposait rien, à part pour les tout petits. Cette association, c'était pour faire évoluer un peu les mentalités. » Dans ce cadre il a initié toutes sortes d'activités : du football, mais aussi des spectacles, des comédies musicales... « Beaucoup de jeunes ici ont un talent, mais qu'il faut essayer de dénicher, de provoquer. Et des activités comme la comédie musicale peuvent aider des personnes timides, ou renfermées sur elles-mêmes, à se développer. »

Peu à peu, les activités de l'association ont pris de l'ampleur. Et avec un de ses amis, ils ont gagné la confiance d'élus locaux en place de très longue date. Ainsi est née l'Unité Jeunesse de Neuilly-sur-Marne, un service qui, selon notre homme, « a pu enlever la barrière qu'il y avait entre la municipalité et les gens du quartier. » Cela ne s'est pas fait en un jour, explique-t-il, car le regard porté sur les Fauvettes a très longtemps été négatif, plein de préjugés : « Avant, il y avait un monde entre nous, les jeunes du quartier et la mairie. On pouvait aller demander des choses, c'était toujours : "Non, non, non !" Moi-même, quand je suis arrivé avec un projet en bonne et due forme : "Vous voulez quoi ? Vous voulez tout casser encore ?" En fait, c'était l'inconnu pour eux. Quand tu ne vis pas dans un quartier, tu ne sais pas ce qu'il s'y passe. »

« C'est en ma personne qu'ils ont eu confiance, au début », estime-t-il avec du recul. « J'avais créé cette association, et j'allais en mon nom demander d'ouvrir un créneau de foot en salle. Au début c'était très difficile. Et tout doucement, ils m'ont donné un peu plus de poids, on a pu ouvrir le gymnase davantage. » Une spirale positive s'est ainsi enclenchée autour de cet homme, qui a finalement été recruté par la mairie : « Quand je suis entré, j'ai amené des gens avec moi, des gens sérieux. J'avais tout un réseau. Et comme je suis moi-même issu du quartier, si je donne une bonne image, si je travaille bien, automatiquement, quand je vais conseiller quelqu'un, on va me faire confiance. » Des jeunes des Fauvettes sont alors venus travailler en mairie, dans la nouvelle Unité Jeunesse, et « beaucoup de choses qui étaient impossibles sont devenues possibles. »

Tout cela s'est fait au prix d'un investissement personnel considérable, reconnaît-il, mais qui a porté ses fruits : « On a fait des spectacles énormes, dont un sur les droits de l'enfant, digne de ce qu'on peut voir sur Paris ! J'arrivais dans le bureau : "J'ai besoin de cette salle, j'ai besoin de ci, de ça..." "Oui, oui, oui !" » Aujourd'hui, « l'Unité Jeunesse a vraiment pris la relève. La mairie a vu qu'on pouvait faire confiance aux jeunes, que eux aussi avaient des idées pour développer la ville. »

« Il faudrait que L'Albatros soit un peu... le centre socioculturel, le noyau de Lingolsheim. Les gens qui ont un souci ou qui ont envie de rencontrer d'autres personnes, ils peuvent venir ici pour parler, pour se distraire ou pour apprendre quelque chose. »

LINGOLSHEIM

 53 ans

L'activité humaine qu'ont si bien décrite nos passeurs et passeuses de confiance nécessite du temps et de la continuité, ont-ils dit : une présence longue sur un même territoire. Or, seules des organisations stables peuvent assurer ce fil continu, en "orchestrant", en quelque sorte, la multitude des engagements individuels. Lorsque les crédits alloués à telle association s'interrompent ou qu'un équipement ferme, les bénévoles les plus dévoués ne peuvent que parer au plus urgent, réparer tant bien que mal les sociabilités brisées. À l'inverse, les participants à nos rencontres ont souligné combien leur action pouvait être "augmentée" par le soutien fiable d'une institution, quelle qu'elle soit : une collectivité locale, une fondation, une fédération d'associations... Lorsqu'on dispose d'un tel environnement porteur, cela change tout et l'on peut obtenir des résultats réellement encourageants.

« La mairie nous a sollicités. Je fais partie du CCAS maintenant, ils sont venus me chercher. » LINGOLSHEIM

 77 ans

Ce qu'il nous faut, ont-ils dit en substance, c'est un environnement porteur, des relais durables dans les mondes militants et institutionnels. On peut agir, certes, à son échelle, dans son coin, en déployant une énergie folle. Mais chacun est bien conscient des limites de ce positionnement. D'autant que les engagements individuels sont fréquemment concentrés sur un moment de la vie : on joue rarement les "passeurs" tout au long de son existence, pour des raisons bien compréhensibles. Bien que la multiplicité de ces engagements crée au bout du compte ce que l'on pourrait appeler une "micropolitique"¹⁴, celle-ci reste fragile. D'autant qu'elle est souvent contrariée par les ruptures dans les dispositifs ou les financements mobilisés au titre de l'action sociale ou de la politique de la ville.

« Un adjoint m'a dit : "Il faudrait des permanences du conseil citoyen". Je l'ai regardé droit dans les yeux et je lui ai dit : "Monsieur, je ferai des permanences du conseil citoyen quand vous ferez vos permanences". »

NANCY

 39 ans

Certains ont ainsi expliqué combien il était gratifiant d'exercer cette fonction de "passeur d'avenir", en tant que professionnel ou bénévole, lorsqu'on se sent soi-même porté par une dynamique collective : dans une mairie qui a décidé d'ouvrir ses portes aux jeunes, comme à Neuilly-sur-Marne ; dans un établissement scolaire où la direction encourage les enseignants à « sortir du cadre » si nécessaire ; dans un centre social fermement animé par les principes de l'éducation populaire ; dans une maison de retraite attachée aux activités intergénérationnelles et ouverte au bénévolat, comme à Folschviller ; sur un territoire où des élus se sont battus pour maintenir des postes d'éducateurs de prévention et financer du soutien scolaire ; ou encore dans un quartier où les instances de concertation ont été ouvertes à une

¹⁴ Pour reprendre un terme avancé par Félix Guattari. Le psychanalyste et philosophe délimitait ainsi « l'économie inconsciente des pratiques sociales animées par le désir. » Voir : Félix Guattari et Suely Rolnik, *Micropolitiques, Les empêcheurs de penser en rond*, 2007. Voir aussi Liane Mozère : *Micropolitiques et changement social, Habilitation à diriger des recherches*, 1994.

population renouvelée, comme cela semble être le cas au Plateau de Haye à Nancy : « *L'Atelier du quartier était supervieillissant, il s'est rajeuni et il a changé un peu de couleur aussi!* », se félicite ainsi un animateur social d'origine maghrébine. « *Il est plus représentatif du quartier et ça, c'est super intéressant.* »

Reconnaître la relève et s'unir, pour décupler nos forces

Trop rares sont cependant les cas où de telles conditions sont assurées à celles et ceux qui mettent nos quartiers en mouvement. La plupart se débrouillent avec des moyens de fortune, dans leurs petites associations. Certains, parmi les passeurs identifiés lors de nos rencontres, ont dit se sentir trop isolés. D'autres s'inquiètent de leur succession, à l'instar de l'écrivain public qui intervient sur le quartier des Champs-Montants à Audincourt. À plus de 80 ans, il reçoit près de 300 personnes par an : « *Quelqu'un me demandait la semaine dernière ce qu'ils allaient faire quand je ne serai plus là. Eh bien, je n'ai pas la réponse. Je ne suis pas éternel... J'espère que quelqu'un prendra la suite.* »

À plusieurs reprises, des professionnels ont également pointé « *l'épuisement des bénévoles* » : « *Il y a beaucoup d'aidants qui sont usés, malades, en dépression* », ont par exemple souligné des animateurs du Centre social La Clairière, sur le Plateau de Haye à Nancy. « *Ils n'ont pas forcément les ressources pour affronter tout ça. Il faut les accompagner, pour qu'ils puissent eux-mêmes à leur tour extérioriser ce qu'ils viennent de prendre sur les épaules.* » « *D'où l'importance d'être entouré et en réseau* », explique une bénévole. Sans attendre que des soutiens nous tombent du ciel, il faut chercher les voies qui nous rendront plus forts. Et parmi celles-ci, ont-ils partout conclu, il y a le fait de s'unir, de faire front ensemble au sein d'un même quartier, d'une même ville, ou plus largement, grâce à des réseaux nationaux.

« Ces choses-là, il faudrait que ce soit fait à une échelle beaucoup plus grande. »

HOMBOURG-HAUT

 68 ans

Les équipements socioculturels présents sur les quartiers, pour peu qu'ils s'attachent sans cesse à « *aller au-devant* » de nouveaux publics, sont des structures précieuses pour assurer cette mise en lien des personnes ressources qui agissent de leur propre initiative, voire pour aider à passer de la révolte individuelle à l'action commune. Comme le dit une animatrice socioculturelle à Paris : « *Les habitants, de par leur diversité culturelle, ont des compétences, des savoirs, des capacités. Le centre social leur permet de les rendre visibles les uns aux autres.* » On l'a vu très clairement à l'occasion de la démarche initiée pour la préparation de cet ouvrage : elle a permis de faire se rencontrer des « *passeuses* » et « *passeurs* » qui s'ignoraient et qui ont trouvé dans l'échange avec d'autres une force nouvelle : « *Lors de notre première réunion, on ne se connaissait pas, on ne s'était jamais vu, pour certains et certaines* », souligne une participante à La Clairière. « *Et si on ne se connaît pas entre nous, on ne peut pas non plus s'unir pour aller dans la même direction.* »

« C'est pour ça que j'ai rejoint le centre social : parce que j'y ai retrouvé cette âme », explique aussi celle qui, à Garges-lès-Gonesse, avait spontanément entraîné ses voisins dans la bataille pour la réfection de leur cage d'escalier. Ce qu'elle a retrouvé là, c'est « l'esprit d'entraide » qui avait animé leur lutte collective. Cette militante improvisée a ensuite pris des responsabilités au sein de l'équipement en entrant au conseil d'administration, puis en devenant tout récemment présidente, à l'âge de 49 ans. Et elle s'est même investie au niveau national, dans la Fédération des Centres sociaux de France.

« Ce qui manque, c'est un fil conducteur entre nous. 1+1+1... Et l'unité. Tous dans la même direction. » NANCY

 38 ans

Ainsi, alors que s'affaiblissent les milieux formateurs qui avaient transmis le désir d'agir à nombre de bénévoles d'un certain âge (syndicalisme, églises, mouvements politiques...), nos rencontres ont été l'occasion de constater que d'autres mondes militants se constituent ou se renouvellent sous nos yeux. On a en effet vu apparaître, d'un quartier à l'autre, les nouveaux profils de ceux qui s'engagent aujourd'hui contre la fatalité de la reproduction sociale. « Non, le bénévolat n'est pas une affaire de vieux ! », ont d'ailleurs souligné certains participants, en réponse à ceux qui déploraient que « les jeunes ne s'impliquent pas dans les associations ». Un habitant de Hombourg-Haut, président d'une association locale de cyclisme, s'est même insurgé contre ce « faux débat », qui vient en somme des lunettes que nous utilisons pour voir la réalité : « Tout au long de ma vie, dans ma carrière professionnelle, j'ai entendu ça : "Tu sais, maintenant, ce n'est plus comme avant". Je l'entends depuis les années 70, ce truc-là ! Et au niveau du bénévolat, c'est pareil. Mais non, la relève est là ! Ce n'est pas parce que nous sommes une association vieillissante que d'autres ne naissent pas. »

« D'ailleurs, un jeune gars m'a téléphoné récemment : le mec a monté une association qui s'appelle Au bol d'air et il fait de la zumba. Pour moi, c'est une relève. Ça veut dire qu'il y a quelque chose qui bouge derrière. » « On ne peut pas dire que le bénévolat se casse la figure », ont conclu les participants réunis au Centre social Mosaïque, implanté dans cette ville de Moselle. C'est plutôt que les modes d'implication se transforment : « Les jeunes s'investissent différemment des autres bénévoles qu'on a pu rencontrer, ou par rapport à l'idéal qu'on se fait d'un bénévole. » « Ils s'investissent peut-être par petits coups, à court terme. Parce qu'ils vivent les choses comme ça. Mais quand on fait un événement, nous, les jeunes, ils sont là. Ils ne sont pas là pour la préparation, les réunions..., mais pour l'action, ils sont là. » « Le mot bénévolat leur fait peur en fait. S'engager sur la longue durée, en général, ça ne va pas. Parce qu'ils ont du mal à se projeter dans leur avenir : ils ne savent pas ce qu'ils vont faire. L'avenir, ils n'en parlent même pas. L'emploi joue un rôle aussi : si on était persuadé qu'on allait rentrer dans l'usine de papa ou à la mine, comme ça se faisait avant..., on s'impliquerait autrement. »

« Pour que ce groupe continue à vivre, il faut bien que je le greffe à quelqu'un... Parce que moi, après, je vais partir. Mais avec C., c'est bon, ces dames-là sont entre de bonnes mains. Elles vont continuer. » SARREGUEMINES

 38 ans

« Vous allez dans des clubs sportifs, vous avez des jeunes de 18-20 ans qui encadrent d'autres enfants plus petits pour du hand-ball, du foot, du judo... » HOMBURG-HAUT

 42 ans

Ce qui s'est dit lors de nos rencontres rejoint ainsi ce que prouvent les statistiques nationales : loin d'être en perte de vitesse, l'engagement bénévole est en progression constante dans notre pays. Il se développe aussi bien dans le monde associatif qu'en dehors de celui-ci, et il augmente en particulier chez les jeunes générations, en parallèle aux difficultés d'accès au travail¹⁵. Le désir d'exercer de manière librement choisie une activité non rémunérée et orientée vers le bien commun demeure très puissant, tout en prenant des formes nouvelles — plus « directes » et ponctuelles —, ce qui ne va pas sans interpellier le secteur associatif traditionnel. Sur ce point, les quartiers populaires ne diffèrent pas du reste du pays.

Là où les choses diffèrent très nettement, en revanche, c'est que la relève, dans ces quartiers est majoritairement le fait de fils, filles et petits-enfants d'immigrés, ou de personnes originaires des DOM-TOM. C'est très logique, lorsqu'on considère la proportion des habitants relevant de ce profil, dans la population concernée. Et bien que le fait gêne certains, dans notre République « assimilationniste », il faut le souligner : la plupart des passeurs et passeuses de moins de 50 ans qui ont témoigné pour cet ouvrage, ces figures magnifiques engagées jusqu'au cou pour insuffler de l'espoir et de l'énergie collective là où d'autres ne voient que misère et violence, sont dans ce cas. Et nombreux sont celles et ceux qui ont dit haut et fort être les enfants de cette République ; qui ont expliqué ce qu'ils devaient à ses écoles, ses centres de loisirs, ses bibliothèques et ses équipements sociaux..., en même temps qu'ils exprimaient leur « rage » face aux injustices et aux discriminations dont sont victimes leurs semblables et les générations qui les suivent, sur ces territoires.

S'il fallait, donc, lancer un appel urgent au terme de cet ouvrage, ce serait celui-ci : hommes et femmes qui détenez du pouvoir, où que vous l'exerciez, chaussez les bonnes lunettes et regardez sans a priori la réalité. Voyez, au-delà des associations ayant pignon sur rue, la myriade des initiatives qui naissent dans les quartiers populaires, portées par des jeunes, des femmes, des personnes de toutes origines qui s'activent pour changer les choses ici et maintenant ; qui inventent eux-mêmes les solutions aux problèmes de leur quartier, de leurs enfants, de leurs voisins... Tendez la main à toutes celles et ceux qui, quels que soient leur couleur de peau, leur patronyme, leur accent, leur adresse, leur diplôme ou leur absence de diplôme, œuvrent dans l'ombre pour faire advenir ces belles histoires de vie. Aidez les uns et les autres à répandre la confiance contre la défiance. Pas dans un an, pas dans six mois, mais dès maintenant.

15 Voir à ce sujet les enquêtes INSEE, ou, par exemple, la synthèse : « Où s'inventent les solidarités de demain ? », Catherine Foret, 2015, <http://www.millenaire3.com/carrousel-de-mise-en-avant/ou-s-inventent-les-solidarites-de-demain>

REGARD DES PROFESSIONNELS

TISSEURS DE CONFIANCE

Ce rapport donne la parole à des personnes actrices de leur vie, qui ont orienté et inspiré le destin d'autres personnes, à travers les mots justes, les bons gestes, qu'ils ont su trouver pour donner suffisamment confiance à leurs proches, à leurs voisins, à de simples connaissances, et ainsi susciter des changements significatifs dans les parcours de ces derniers. Les témoignages montrent comment ces "tisseurs de confiance" – ici auteurs et conteurs de leur vie – se mettent au service des autres et, de fait, contribuent à renforcer la cohésion sociale qu'appellent de leurs vœux toutes les institutions nationales et locales qui entendent contribuer à améliorer la vie dans les quartiers populaires.

Nous, acteurs de la politique de la ville et de centres sociaux, nous posons quelques questions : en quoi la politique de la ville constitue-t-elle un tremplin, un soutien, à ces dynamiques individuelles et souvent collectives – à défaut d'être institutionnelles – repérées dans notre rapport ? En quoi la législation ad-hoc¹⁶, la succession de dispositifs, l'insuffisante reconnaissance et le manque de valorisation du trésor humain que recèlent ces quartiers font-ils obstacle à l'émancipation de ces initiatives parcellaires, à leur "inscription naturelle" dans le paysage de la politique de la ville en France ?

Pourquoi de si nombreux élus et professionnels ne parviennent-ils pas à considérer les habitants et les habitantes des quartiers populaires comme des acteurs à part entière, des piliers et des leviers de leur propre "sortie de crise", de leur simple "devenir" ? Pourquoi la mise en lumière de ces quartiers prioritaires est-elle si souvent orientée sur leur part d'ombre ? Pourquoi cette focale est-elle si souvent consacrée à faire écho aux événements les plus terribles que connaît notre République, en particulier ces derniers mois ? Pourquoi voir en ces quartiers des "Molenbeek en puissance" lorsque leurs populations (dans leur quasi totalité) n'aspirent qu'à vivre dignement, tranquillement et dans le respect mutuel de chacun ?

Ce rapport le montre, loin de tout spectacle morbide, loin de toute provocation, mais loin aussi de tout strass. Le quotidien de ces quartiers est ponctué, pour nombre de leurs habitants, d'actes de bravoure au quotidien, d'actes de solidarité, d'actes d'entraide, d'actes de conjuration du sort qui leur est réservé. D'écoute et de patience, d'accompagnement et d'engagement, mais également d'humilité et d'espoir. Finalement, à y regarder de plus près, nos valeurs républicaines – tant appelées et convoquées quand on parle de ces quartiers – sont souvent déjà omniprésentes sur ces territoires.

Peut-être certains lecteurs de ce rapport ont-ils vu là des banalités et des évidences. Ils peuvent également penser que, finalement, c'est ce qui se fait ailleurs. Certes, mais souvent cette réalité est ignorée pour ces territoires. Peut-être n'auront-ils pas pris toute la mesure de la chape de plomb que constitue pour les habitants des quartiers populaires cette stigmatisation permanente, tantôt médiatique, tantôt politique, nationale et si souvent locale. Peut-être n'ont-ils pas conscience du poids oppressant de cette présomption de culpabilité, d'illégitimité à être citoyens français, de ce soupçon d'incapacité d'intégration, de cette certitude de différences imprescriptibles.

¹⁶ Cf. la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, qui accorde une place aux habitants des quartiers prioritaires dans la co-construction de la politique de la ville.

“Dans les quartiers, les gens s’entraident”. Quelle apparente banalité ! Sauf que dans le contexte actuel, cette banalité acquiert un autre statut, elle prend une autre ampleur. Elle est résistance.

Qu’elle soit joyeuse ou désespérée, elle est résistance à un environnement qui exclut, socialement, économiquement, géographiquement. À des acteurs publics qui préjugent. À des médias qui maltraitent. Et cette banalité, elle est également résilience. Elle permet aux habitants de garder la tête haute et de donner du sens à leur appartenance territoriale.

À défaut de grand soir, les acteurs que nous sommes, contributeurs à l’élaboration de ce rapport, souhaitons des jours meilleurs pour les individus que nous avons rencontrés, pour leurs proches, pour leurs voisins et pour leurs pairs, pour leurs amis de tous les quartiers populaires du territoire français.

Nous en appelons à des jours où les initiatives repérées ici et là seront considérées à leur plus juste valeur, soutenues et encouragées, reconnues comme le terreau d’une citoyenneté française réjouissante, mobilisatrice et prometteuse. Une citoyenneté unique et néanmoins si riche de sa diversité et de ses nuances.

Nous considérons donc les propos recueillis auprès des habitants/acteurs comme autant d’objets de réflexion et de travail, et espérons que les lecteurs de ce rapport les répercuteront dans leurs environnements professionnels et militants, dans leurs champs associatifs et institutionnels respectifs. Nous espérons qu’ils auront une dimension créatrice pour que d’autres tissent des liens...

Nous recommandons vivement d’éviter les fausses évidences, de ne pas nous laisser happer ni par la dictature de l’urgence, ni par celle des feux médiatiques. Départis de l’illusion d’une possible résolution immédiate de nos problèmes sociétaux, et du mirage de l’identification des responsables de nos maux parmi les plus déshérités, repensons le temps de l’action associée à celui de la réflexion.

S’il est une urgence, c’est celle de changer notre regard et nos modes de faire. De prendre le temps, justement, et de s’accorder du recul. De donner le temps au temps pour que ces liens si ténus puissent également se consolider.

Scrutons les réalités qui forgent le quotidien de ces quartiers. Soutenons les élans et les volontés qui s’y expriment, accompagnons toutes les forces vives qui agissent, qui s’y agitent, et qui contribuent à maintenir le lien, de l’attention à l’autre, de l’éducation, du sens politique. Fluidifions les rouages de nos associations et de nos administrations qui – bien malgré elles, certainement – opposent de nombreux obstacles à tant d’initiatives citoyennes.

SIX PROPOSITIONS POUR VALORISER LES RESSOURCES ET RENOUVELER L'ACTION PUBLIQUE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Regards croisés de la Fédération des centres sociaux et de Question de Ville

On voit dans ce 3^e rapport, contrairement aux discours et aux images véhiculés notamment par les médias, que les quartiers sont des lieux riches d'humanité où se tissent des liens de confiance, de solidarité et d'entraide. Ces dynamiques positives sont le plus souvent permises par un réseau de personnes ou de collectifs, que nous avons appelés "passeurs" dans le cadre de cette démarche. Peu importe leur statut, leur fonction, ou même leur âge, ces personnes qui accompagnent l'autre à passer des frontières, franchir un cap, ou simplement trouver sa place dans la société, ne sont pas systématiquement investis professionnellement ou bénévolement au sein d'une organisation. Ils peuvent être gardien d'immeubles, postier ou tout simplement habitant. Ils ont développé un lien si fort avec leur quartier que même s'ils ont pu en partir ou n'y habitent plus, ils y reviennent avec l'envie de s'y rendre utile.

Les histoires que contient cet ouvrage ne font pas seulement la part belle aux personnes et les rencontres ne sont pas le fruit du hasard. Un travail de compréhension plus poussé permet de mettre en avant d'autres aspects plus collectifs en lien avec les politiques publiques. Ces trajectoires individuelles, au-delà de leur apparente singularité, trouvent leur origine dans le fait qu'il existe et que coexistent sur ces territoires des conditions objectives et subjectives favorables au développement de solidarités.

À la lecture de ce rapport, on peut ainsi se demander ce que deviendraient les territoires en politique de la ville sans ces tisseurs de liens, sans ces personnes qui redonnent espoir et foi dans la société et les autres, qui portent haut les valeurs de fraternité et de solidarité. Il est certain que les taux d'échec scolaire et de chômage, les problèmes de santé, les phénomènes de rupture sociale... y seraient encore plus élevés et représenteraient un coût – économique et social – beaucoup plus important pour la société, coût qu'il resterait à évaluer précisément.

Or cette valeur créée, ces coûts évités par la mobilisation bénévole des passeurs, ne peuvent exister durablement que si l'action publique est en mesure de garantir une mobilisation suffisante, efficace et pérenne des moyens (humains et financiers) de droit commun dans les quartiers les plus pauvres. Sans cela, le risque est grand de renforcer encore les phénomènes de rupture et l'épuisement de tous ces passeurs.

1. TISSER LA CONFIANCE : UNE POSTURE À SOUTENIR FORTEMENT

Au-delà des organisations, des institutions et des fonctions, c'est la capacité d'écoute et de bienveillance des personnes qui fait la différence. Ce sont également des lieux et des moments propices à l'établissement d'une relation de confiance entre les populations et les institutions.

Les passeurs semblent avoir marqué les esprits par la bienveillance, l'écoute et l'engagement qu'ils ont manifestés pour aider, à un moment donné, une personne à passer un cap, dépassant largement le cadre de leur mission ou de leur fonction.

Croire en l'autre, aller au-devant de l'autre, c'est un état d'esprit, une manière d'être qui résulte souvent d'une expérience antérieure d'aide ou de solidarité dont le passeur a lui-même bénéficié. Aussi est-il important de faire émerger des conditions propices à cette posture. Les institutions doivent donc elles aussi se transformer pour permettre d'établir de véritables relations de confiance avec leurs publics, en valorisant, en interne et vis-à-vis de l'extérieur, un travail des agents orienté vers l'écoute, la bienveillance et le soutien à l'autonomie des publics accompagnés.

Favoriser la mise en réseau des passeurs de confiance : une place à prendre pour les centres sociaux

Toutes ces personnes agissent souvent dans l'ombre alors qu'il semblerait utile de pouvoir mieux les repérer, d'une part pour les conforter dans leur attitude bienveillante, d'autre part parce qu'elles sont des sources d'information inestimables sur l'état des quartiers. Étant à l'écoute de ce qui s'y vit, elles pourraient avoir leur mot à dire sur les actions qui y sont menées ou sur les décisions politiques qui concernent ses habitants. Ce rapport nous interroge sur les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour identifier et faire se côtoyer les passeurs présents dans les quartiers. Les centres sociaux ont été cités de nombreuses fois comme étant eux-mêmes des lieux qui permettent aux personnes de s'épanouir et de trouver une place. Il faut les conforter dans ce rôle tout en les incitant à être plus attentifs à tous ceux qui, comme eux mais de manière plus isolée, moins visible, tissent la confiance dans les quartiers.

2. PERMETTRE DE FRANCHIR LES FRONTIÈRES

Lever les freins qui empêchent l'accès à un ailleurs, réel ou intériorisé, est un deuxième axe fort de ce 3^e rapport biennal.

Repérer des passeurs, c'est inmanquablement repérer les frontières, les fractures : les préjugés, les discriminations, les malentendus culturels, les frontières géographiques ou mentales, la complexité des systèmes d'organisation, les surcharges de travail, ...

À plusieurs reprises, la rencontre avec un artiste a été mentionnée dans les trajectoires de vie comme ayant joué un rôle déclencheur. Elle ouvre sur un univers artistique et créatif, et permet à certains jeunes de trouver leur voie. Il y a donc un enjeu à renforcer les moyens financiers dédiés aux actions culturelles qui favorisent ces rencontres pour les structures d'animation dans les quartiers.

D'autres actions portées par des collectifs structurés sont souvent citées comme des actions qui font grandir. Ce sont toutes celles – sorties, séjours vacances, voyages... – qui poussent les habitants à franchir des frontières physiques et à être confrontés à des habitudes et modes de vie différents des leurs. Nous trouvons dommageable que ces actions soient parfois amenées à disparaître du fait des normes qui réglementent leur encadrement. Nous appelons plus largement à ce que les dynamiques positives qui émergent dans les quartiers ne soient pas empêchées par des freins administratifs ou juridiques.

Un certain nombre des passeurs le sont car ils ont vécu quelque chose dans leur vie ou rencontré eux-mêmes quelqu'un qui leur aura fait découvrir que de l'autre côté de la frontière, il y a un monde accessible, intéressant et stimulant. Explorateurs de ces "nouveaux mondes", ils maîtrisent les codes des deux côtés de la frontière et ainsi ils transcrivent, ils traduisent. Aider les habitants à franchir les frontières, leur montrer que la réussite de tous (en s'appuyant sur la valorisation des parcours) est possible, doit constituer un objectif d'une politique publique mobilisatrice pour tous les professionnels et les habitants qui permettent à d'autres d'ouvrir de "nouvelles voies".

3. PORTER UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX LIEUX DE L'HOSPITALITÉ ET DU VIVRE ENSEMBLE

Au titre des conditions objectives du passage, il faut également mettre en avant la nécessité de donner l'occasion et la possibilité de telles rencontres.

Cela passe par l'existence de lieux d'échanges et leur maintien (comme des maisons de quartier, des centres sociaux, des espaces de jeux, des espaces publics...), ou l'organisation d'événements. Cela suppose aussi de maintenir une présence humaine forte sur les territoires, notamment des services publics. Cela exige enfin un cadre de vie décent respectueux des personnes. L'amélioration de l'habitat est dans bien des quartiers une condition nécessaire et la constitution d'espaces publics plus sûres une demande légitime. Il convient dans le même temps d'être vigilant quant aux effets de la politique de rénovation urbaine qui, en recherchant la diversification de l'habitat et des fonctions par la démolition et le relogement des populations, peut casser des solidarités de proximité.

La politique de la ville devrait ainsi, bien davantage qu'elle ne le fait aujourd'hui, garantir la production et l'animation d'espaces publics qui soient de véritables lieux d'hospitalité et de rencontres, des espaces publics plus soucieux des différents temps et usages des habitants. Cela implique que les acteurs du champ social, ceux de l'aménagement et du cadre de vie, ainsi que les habitants travaillent ensemble à la co-construction des espaces publics des villes et des quartiers et à leur évolution future.

4. RÉÉQUILIBRER LES MOYENS EN FAVEUR DES OBJECTIFS DE MOBILITÉ SOCIALE

La politique de la ville, par un discours centré sur la réduction des inégalités sociales et spatiales, tend souvent à minimiser les ressources multiples que peuvent également constituer les quartiers populaires pour de nombreux habitants. Or, si l'on peut entendre qu'une trop faible mixité sociale puisse contribuer à aggraver les difficultés, pour autant à se situer trop exclusivement dans une logique de développement exogène, la politique de la ville ne risque-t-elle pas d'avoir très peu d'effet sur la réduction des inégalités ?

Aussi, ce rapport nous incite-t-il à examiner de plus près les conditions qui permettent à des personnes de surmonter les difficultés auxquelles elles sont confrontées, de s'inscrire dans des trajectoires constructives, qu'elles soient personnelles, professionnelles ou résidentielles...

Réinvestir les métiers du développement social local : un enjeu pour les centres de ressources

Si la réforme de la politique de la ville invitait les professionnels à avoir un pied dans le quartier (la proximité) et un autre dans l'agglomération (la vision stratégique), les logiques de dispositif et les contraintes administratives semblent avoir, depuis longtemps, pris le pas sur ce qui faisait le caractère innovant et stimulant de cette politique.

Il apparaît urgent d'inventer de nouvelles façons de faire, de repenser des modes d'action favorisant le développement social local, tant pour les professionnels de la politique de la ville que pour l'ensemble des acteurs sociaux et ceux de l'éducation populaire.

Cela implique, pour les centres de ressources, d'accompagner notamment les équipes politiques de la ville (collectivités comme État) sur le renouvellement des pratiques professionnelles : aller au-devant des habitants, faire vivre et/ou construire un projet de territoire avec eux, expérimenter de nouvelles façons de faire, faire perdurer le mode projet mis à mal par les logiques d'appels à projet.

Un certain nombre de récits de vie recueillis témoignent en effet de la capacité d'évolution des personnes dès lors qu'une main est tendue, qu'un regard positif est posé, que le temps d'une explication est pris, qu'une confiance est donnée.

Les personnes interrogées ont témoigné que leur objectif est bien de se construire un avenir meilleur, de grandir en dignité. Les passeurs sont des "accoucheurs". Ils révèlent aux personnes elles-mêmes leurs capacités. La certitude que chacun porte des capacités, des qualités, est ancrée chez eux. Elle interroge une forme d'intervention sociale qui se veut réparatrice des difficultés, des freins, des injustices, sans prendre le temps de faire l'inventaire des ressources, sans reconnaître les compétences des personnes concernées. L'ambition du travail social se serait-elle amoindrie face à la précarité grandissante, au sentiment de devoir "vider la mer à la petite cuillère" ?

Cet ouvrage nous invite à porter une ambition collective : mettre en route des processus de mobilité sociale pour permettre aux jeunes générations de mieux vivre que leurs parents.

5. RÉUNIR LES CONDITIONS POUR LE FOISONNEMENT DE PASSEURS

S'il a été possible tout au long de cet ouvrage d'identifier des conditions favorables, il ne s'agit pas pour autant de poser ici un cadre précis et figé. Le risque est grand de tomber dans la modélisation, de rechercher les critères et/ou le profil du "bon" passeur. Les expériences relatées soulignent l'importance de l'initiative spontanée, de la rencontre inopinée... d'autant que nombre de ces échanges se font hors des cadres institutionnels.

Or, le défi de l'action publique est plus que jamais de donner les moyens (humains, techniques, financiers) et l'opportunité de faire, tout en évitant que cela ne devienne un carcan. Tout montre ici qu'il faut avant tout soutenir l'initiative, éviter le plus possible de l'inscrire dans des procédures administratives contraignantes, comme les appels à projets, des calendriers prescrits, etc., voire de casser les dynamiques existantes sous couvert d'évaluation. Il faut que les acteurs des collectivités et de l'État, les différents partenaires définissent des moyens pour que cela soit rendu possible.

Pour que ces initiatives se poursuivent, ne pourrait-il pas être pertinent de réfléchir à une reconnaissance de ces formes d'engagement ?

6. ÉCLAIRER LES PASSAGES POUR CHANGER L'IMAGE DES QUARTIERS

Last but not least, ce rapport veut porter haut une image des quartiers populaires plus conforme à la réalité, sans alarmisme ni angélisme. Nous sommes convaincus que c'est en gagnant la bataille médiatique contre les préjugés, la stigmatisation et en évitant l'instrumentalisation politique que des conditions plus favorables à l'engagement individuel et collectif et donc au développement de ces quartiers pourront se mettre en place.

Ce rapport veut être un jalon dans ce combat et un exemple de ce qu'il est possible de faire en formulant l'espoir que les constats et préconisations permettent de concevoir de nouvelles politiques de solidarité.

ANNEXES

ALSACE	100
QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE DE LINGOLSHEIM (Bas-Rhin)	100
ÎLE-DE-FRANCE	102
LES FAUVETTES, Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis)	102
LA CHALLE-LES DIX ARPENTS, Éragny-sur-Oise (Val d'Oise)	104
LES DOUCETTES, Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise)	106
MASSÉNA-VILLA D'ESTE, Paris XIII ^e	107
FRANCHE-COMTÉ	108
<i>Quartiers de l'agglomération du Pays de Montbéliard (Doubs)</i>	
PETITE HOLLANDE, Montbéliard	108
LA CHIFFOGNE, Montbéliard	110
CHAMPERRIET, Bavans	112
LES CHAMPS-MONTANTS, Audincourt	113
CHAMPVALLON, Béthoncourt	114
LA MONTAGNE, Étupes	116
LES BUIS, Valentigney	118
LES ÉVOIRONNES, Sochaux	120
LES FOUGÈRES, Grand-Charmont	122
LORRAINE	124
PLATEAU DE HAYE, Nancy (Meurthe-et-Moselle)	124
CITÉ DU FURST, Folschviller (Moselle)	126
LES CHÊNES, Hombourg-Haut (Moselle)	127
BEAUSOLEIL, Sarreguemines (Moselle)	128
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR	129
BON SECOURS - LE CANET, Marseille (Bouches-du-Rhône)	129
PICARDIE	131
PLATEAU ROUHER, Creil (Oise)	131

ALSACE

QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE DE LINGOLSHEIM (BAS-RHIN)



La démarche entreprise pour la réalisation de ce 3^e rapport biennal a mobilisé le Centre social et culturel L'Albatros, présent dans le quartier depuis 30 ans. Elle s'est articulée à la phase de diagnostic menée par le centre social pour le renouvellement de son projet social 2016-2019. En mars 2015, un comité de pilotage constitué de bénévoles et de salariés a été mis en place et trente rencontres ont eu lieu dans ce cadre entre mars 2015 et février 2016.

La commune de Lingolsheim fait partie de l'Eurométropole de Strasbourg (anciennement Communauté urbaine de Strasbourg - CUS). Elle a connu une forte expansion démographique au cours des quarante dernières années : la population a triplé de 1954 à 2013, passant de 5 236 habitants à 17 450. Depuis les années 1970, Lingolsheim s'est donné comme priorité son intégration dans l'environnement urbain et politique de la région et la participation à l'harmonisation du cadre de vie.

DE LA CITÉ DES HIRONDELLES AU QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE DE LINGOLSHEIM

La cité des Hirondelles a été construite au milieu des années 1970. Elle a été inscrite au titre de la politique de la ville dès 1994, dans le cadre du premier contrat de ville de la Communauté urbaine de Strasbourg.

Cet ensemble de huit tours, propriété de CUS-Habitat, rassemblant 576 logements sur cinq hectares, est l'un des secteurs d'habitat social les plus denses de l'agglomération. Dans les années 1990, ce grand ensemble accuse une fatigue certaine : le concept urbain d'une concentration de logements sociaux dans des espaces publics illisibles révèle une part importante de défauts qu'il convient de corriger.

En 2006, la ville de Lingolsheim s'engage dans un projet de rénovation urbaine de démolition-reconstruction de 419 logements sociaux. Le projet vise à transformer le quartier des Hirondelles en l'intégrant mieux à son environnement et en proposant de meilleures conditions de vie à ses habitants. S'il est l'un des plus petits projets de rénovation urbaine en superficie pour l'Eurométropole de Strasbourg, sa particularité et son ambition tiennent au fait qu'il se déploie sur toute la commune. À son issue, l'ensemble du patrimoine des années 1970 aura disparu et seuls 148 logements sociaux obsolètes subsisteront.

En conséquence, avec la mise en place du contrat de ville 2015-2020, le périmètre du quartier prioritaire évolue : l'ancien quartier des Hirondelles devient le quartier prioritaire de la ville de Lingolsheim.

Avec la rénovation urbaine et la démolition de six tours, les locataires des immeubles détruits ont déménagé. Certains sont restés dans la commune et d'autres l'ont quittée. Les familles ont dû se projeter dans un environnement nouveau et en mutation permanente. Cela les a parfois obligées à se construire de nouveaux repères et à modifier leurs habitudes. Cette phase de transition est complexe pour les personnes qui restent et pour celles qui sont parties. Les habitants, dans les tours qui se vident, doivent attendre le relogement et les personnes relogées appréhendent leur nouveau logement.

PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES HABITANTS

Le quartier prioritaire de Lingolsheim compte aujourd'hui 2 740 habitants. Plus d'un habitant sur quatre a moins de 14 ans, une proportion semblable à celle observée dans les quartiers prioritaires de la ville de Strasbourg.

La tranche d'âge des 60-74 ans est surreprésentée avec 13,5 %, contre 10 % pour la moyenne des quartiers prioritaires de la ville de Strasbourg. La part des 60-74 ans a augmenté de 3,5 points entre 2006 et 2011. C'est l'augmentation la plus importante des dix-huit quartiers prioritaires de la ville de l'agglomération strasbourgeoise.

SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE

Le quartier prioritaire de Lingolsheim présente aujourd'hui une situation particulière puisque la rénovation urbaine a conduit à une dispersion de la précarité sociale à l'échelle de la ville. Ce changement d'échelle introduit une vigilance pour les professionnels de terrain dans les actions et les projets à mettre en œuvre sur le territoire.

Le revenu fiscal annuel médian du quartier s'élève à 10 000 €. Ce revenu présente une situation de stagnation avec une légère augmentation de 1,2 % entre 2001 et 2011.

On note une hausse de 8,5 % du taux de chômage des 15-24 ans entre 2006 et 2011.

Tous les habitants résident à moins de cinq-cents mètres d'une station de transport en commun et, pourtant, la voiture reste le mode de déplacement majoritaire. 60,5 % des actifs se déplacent en voiture pour se rendre au travail, contre 51 % pour la moyenne des quartiers prioritaires strasbourgeois.

La dépendance aux prestations sociales est forte, avec quasiment un habitant sur quatre dans cette situation. La part des allocataires CAF, dont le revenu est constitué à 100 % des prestations sociales, s'élève à 23,5 %.

16 % des ménages ont emménagé depuis moins de deux ans (contre 12 % pour la moyenne des quartiers prioritaires de la ville de Strasbourg).

Les chiffres de la délinquance ne cessent de baisser à Lingolsheim, grâce notamment à la coordination des acteurs et de leurs actions. En 2001, on relevait 930 faits de délinquance sur la voie publique, 421 en 2008 et 227 fin 2014.

La délinquance est en forte baisse mais les incivilités quotidiennes restent préoccupantes.

Par ailleurs, l'échec scolaire est encore fortement présent dans le quartier. 73 % des habitants sont sans diplôme ou avec un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat.

POLITIQUE DE LA VILLE À LINGOLSHEIM

Deux types de démarches ont permis à la municipalité de Lingolsheim de tisser des liens étroits avec les habitants du quartier et de nouer un dialogue autour des questions de logement, d'urbanisme et de vie quotidienne ces dix dernières années. D'une part, la création d'une antenne de la mairie, via le pôle info-services. Il a été ouvert de 2004 à 2010 et a été animé par une habitante sous contrat adulte-relais. D'autre part, le soutien à des actions culturelles portées par le collège de secteur et par le Centre social et culturel L'Albatros, pendant toute la durée du projet de rénovation urbaine. L'Albatros a également mis en place des actions de participation des habitants au travers d'un café-débat.

Par ailleurs, il faut noter que de nombreux services se sont développés depuis l'inscription du quartier dans la politique de la ville : une mission locale, une régie de quartier, une épicerie sociale, un lieu d'accueil parents-enfants, un réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (RASED), un local-jeunes, des locaux femmes et jeunes filles, des terrains multisports, une boulangerie, un pôle info-services, un gymnase, etc.

Enfin, faisant suite à ces démarches et au dialogue instauré avec les habitants, la municipalité a initié la création d'un conseil citoyen dans le cadre du contrat de ville 2015-2020.

ÎLE-DE-FRANCE

LES FAUVETTES (OU VAL COTEAU), NEUILLY-SUR-MARNE (SEINE-SAINT-DENIS)



La commune de Neuilly-sur-Marne est située à 18 km à l'est de Paris, au sud-est du département de la Seine-Saint-Denis.

Avec la réforme de la géographie prioritaire, seule une partie du quartier des Fauvettes, territoire baptisé Val Coteau, est restée en politique de la ville. Les données présentées ici sont relatives à ce territoire. Mais dans le cœur et la mémoire des habitants et des personnes qui y travaillent, il s'agit toujours du quartier des Fauvettes.

La démarche entreprise pour la réalisation de ce 3^e rapport biennal a mobilisé une trentaine d'habitants autour du Centre social Louise Michel présent depuis plus de vingt ans dans le territoire prioritaire Val Coteau.

UN QUARTIER EN TRANSITION

Neuilly-sur-Marne s'est développé et organisé autour de deux routes nationales qui coupent la ville du nord au sud et d'est en ouest. Morcelée par ces infrastructures, la ville souffre de l'absence d'un centre-ville. Elle s'est développée autour de pôles commerciaux, dont le centre commercial Nord du quartier des Fauvettes.

Le quartier Val Coteau regroupe la plupart des grands ensembles d'habitat collectif de la ville, répartis en logements sociaux et copropriétés. Le quartier se compose de deux entités distinctes, les Fauvettes Nord, marquée par un habitat collectif majoritairement social, et les Fauvettes Sud, caractérisée par un urbanisme sur dalles.

Depuis la signature de la convention avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine en 2007, le quartier des Fauvettes fait l'objet de transformations urbaines d'envergure, d'ores et déjà visibles, qui participent à la réalisation des objectifs fixés. Les secteurs résidentiels ont été conçus dans ce quartier sur un système de dalles reliées par des passerelles. Aussi, pour répondre aux dysfonctionnements urbains de ce type de conception architecturale – absence d'animation urbaine, insécurité, complexité de la gestion, surcoût d'entretien des superstructures –, la rénovation engagée devait permettre de retrouver un urbanisme de rue.

Si le quartier des Fauvettes jouit d'une situation atypique par rapport à l'implantation courante des cités de grands ensembles, de par sa proximité avec le centre de la commune et le parc du Croissant vert, il n'en reste pas moins un quartier enclavé. En effet, la commune de Neuilly-sur-Marne ne dispose d'aucune desserte en transports en commun structurants. Ainsi, le quartier des Fauvettes n'a pas profité avec la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine d'une amélioration du réseau de transports en commun. Les efforts doivent être poursuivis, et ce dans la perspective de l'arrivée de la ligne 11 du métro prolongée. C'est cette arrivée du transport en commun qui confirmera une réintégration du quartier dans le fonctionnement global de la ville et de la métropole. Un des enjeux majeurs du nouveau programme de renouvellement urbain sera de combiner les résultats positifs apportés par la rénovation des logements et des espaces publics avec l'implantation de cette gare à l'horizon 2027.

De plus, la phase transitoire dans laquelle se retrouve le quartier constitue un second enjeu d'importance. En effet, les projets urbains vont transformer significativement le visage du quartier, non seulement en agissant sur le bâti, mais aussi parce qu'ils vont indéniablement entraîner un changement de population : de nombreuses personnes qui ont vu naître le quartier des Fauvettes, qui s'y sont installées dans les années 1970, devront quitter leur logement pour être relogées

ailleurs (même temporairement) ; d'autres personnes, venues d'autres villes, viendront s'installer dans les nouveaux logements. Aussi, une nouvelle photographie des habitants est en train de se construire. Le défi à relever, en particulier pour le Centre social Louise Michel, sera de permettre la création de liens entre nouveaux et anciens habitants, de favoriser les croisements, voire de faire émerger de nouvelles formes de solidarité.

PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES HABITANTS

Entre 1962 et 1975, la commune de Neuilly-sur-Marne a vu sa population doubler, passant de 15 082 à 30 168 habitants, en raison de la création du quartier des Fauvettes. Selon le dernier recensement de 2012, la commune comptait 34 658 Nocéens et le territoire prioritaire Val Coteau, 7 010 habitants (11 800 aux Fauvettes).

Val Coteau rassemble 20 % de la population nocéenne sur 6 % du territoire communal, ce qui représente la plus importante densité de population de la ville (142 habitants par hectare).

32 % de la population des Fauvettes Sud a moins de 20 ans, 26 % a moins de 14 ans. 6,5 % des familles comptent plus de quatre enfants et 26 % sont monoparentales.

Dans le quartier Val Coteau, le taux de bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire est supérieur à celui de la ville : 8,5 % sur la ville et 12 % dans le quartier prioritaire.

FORMATION ET EMPLOI

La population de Val Coteau est faiblement diplômée : 68 % des plus de 15 ans non scolarisés ont un diplôme inférieur au baccalauréat ou n'ont aucun diplôme (56,5 % sur l'ensemble de la ville), et seulement 15,5 % ont un diplôme de l'enseignement supérieur (Bac + 2 ou plus) contre 26 % au niveau communal.

Le taux d'activité est plus faible que sur l'ensemble de la commune (73,5 % contre 77 %) mais semblable à la moyenne départementale (73 %).

Le taux d'activité des jeunes de moins de 25 ans est relativement élevé (43 % contre 41,5 % à Neuilly-sur-Marne). Les catégories socioprofessionnelles supérieures (cadres et professions intellectuelles et professions intellectuelles supérieures) sont faiblement représentées (5 % des actifs).

Le taux de chômage est élevé (20,5 %) notamment chez les jeunes de moins de 25 ans (43 % contre 30 % à Neuilly-sur-Marne et 32,5 % en Seine-Saint-Denis). Le chômage touche en particulier les catégories socioprofessionnelles peu ou pas qualifiées (18,5 % chez les employés et 21,5 % chez les ouvriers).

Le territoire est dynamique en matière de création d'activités économiques puisque le taux de création est de 20,5 % contre 19 % dans l'ensemble du département et 15 % dans l'aire urbaine parisienne.

Le quartier des Fauvettes compte trente-cinq commerces ce qui représente une soixantaine d'emplois (vingt sont portés par le Super U). Tous sont inclus dans un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat.

DES ÉQUIPEMENTS DIVERSIFIÉS

Les nombreux équipements éducatifs, sociaux, sportifs, confèrent au quartier un rôle central : deux collèges, six groupes scolaires, deux crèches, une PMI, un centre médico-psychologique, un centre d'accueil et de consultation pour les adolescents, une médiathèque, un centre culturel municipal, un foyer logement, une permanence CAF, un service social départemental, un service de sauvegarde de l'enfance, un club de prévention spécialisée, une association d'action sociale familiale, deux gymnases, un stade de foot, une patinoire, une piscine, une piste d'athlétisme, un petit centre commercial qui accueille un marché.

LA CHALLE-LES DIX ARPENTS, ÉRAGNY-SUR-OISE (VAL D'OISE)



La commune composée de 16 914 habitants est située à 25 km au nord de Paris et fait partie de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise. Le quartier des Dix Arpents a été confirmé quartier prioritaire ; quant au quartier de La Challe, il reste un territoire vécu¹⁷. Cependant les données socioéconomiques des deux quartiers sont très proches avec des indices de fragilité sociale. Les habitants rencontrent les mêmes problématiques. La mobilité entre les deux quartiers est forte car le quartier de La Challe est considéré comme le centre-ville d'Éragny-sur-Oise. Les deux centres sociaux municipaux y sont implantés et l'équipe intervient sans distinction sur les deux territoires. 80 % des habitants adhérents des centres sociaux fréquentent indifféremment les deux quartiers.

La démarche entreprise avec des habitants pour la réalisation de ce 3^e rapport biennal a mobilisé le Centre social de la Maison de La Challe et le Centre social de la Maison des Dix Arpents présents dans les quartiers depuis plus de trente ans. Elle a mobilisé onze professionnels (ville, associations, services sociaux) et quinze personnes qui habitent le quartier de La Challe ou des Dix Arpents.

DES QUARTIERS DYNAMIQUES RÉHABILITÉS

Le quartier des Dix Arpents à Éragny-sur-Oise a bénéficié d'une requalification urbaine de 2002 à 2007 dont le principal objectif était de l'intégrer au reste de la commune. Le centre social des Dix Arpents a été requalifié en 2013 et celui de la Maison de La Challe en 2007. Ces deux structures rayonnent sur toute la ville, accueillent des associations et sont souvent le point de départ d'initiatives locales. Les quartiers sont constitués de logements sociaux construits à taille humaine et de 30 % de copropriétés pour les Dix Arpents et de 50 % pour La Challe. Les centres sociaux reçoivent également le public de trois autres quartiers constitués de logements sociaux.

L'accompagnement social qui s'est mis en place en parallèle a permis de changer l'image, d'attirer de nombreuses personnes aux manifestations qui s'y déroulaient et de rompre pour partie l'isolement ressenti par les habitants. Malgré les efforts conjugués des pouvoirs publics, des bailleurs sociaux, des associations et des habitants pour améliorer les conditions de vie, de nombreux indicateurs (revenu médian, familles monoparentales, taux de chômage, ...) indiquent que l'attention portée aux habitants doit être maintenue.

Cependant, il est important de souligner que les quartiers disposent par ailleurs de nombreux atouts sur lesquels s'appuyer : voies piétonnes, cadre de vie plutôt agréable, dynamisme des centres sociaux... La dernière enquête menée dans le cadre du renouvellement des projets sociaux a montré que 77 % des habitants des Dix Arpents et 89 % de ceux de La Challe se sentaient bien, en sécurité dans leur quartier et ne souhaitaient pas quitter la ville.

PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES HABITANTS

Les quartiers des Dix Arpents et de La Challe représentent à eux seuls 25 % de la population totale de la ville. Selon les données, sa population se caractérise par sa jeunesse : 40 % de la

17 Ces quartiers peuvent bénéficier des moyens mobilisés dans le cadre des politiques de droit commun au bénéfice des quartiers prioritaires s'ils accueillent dans leurs équipements des habitants des quartiers prioritaires.

population a entre 0 et 49 ans. Néanmoins, la part des 60 ans et plus a augmenté de 6 % entre 2008 et 2013. La ville connaît donc un processus important de vieillissement de sa population. Les quartiers de La Challe et des Dix Arpents ont une population très jeune et contribuent grandement à l'amorce du renouvellement démographique.

Les deux quartiers sont constitués pour 18,5 % de familles monoparentales et pour 15 % de familles nombreuses. Cela se traduit par une sursollicitation des équipements de proximité.

CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES

Les habitants de ces quartiers sont peu qualifiés : 37 % d'entre eux ne possèdent aucun diplôme qualifiant, 28 % ont un diplôme professionnel (CAP/BEP) et seulement 35 % environ ont un diplôme académique (Bac et au-delà).

Les ouvriers et les employés, qui constituent les deux tiers de la population active, sont surreprésentés avec, depuis 2006, une progression des employés (+ 5 %) et une baisse des ouvriers (- 3 %). À titre de comparaison, à l'échelle de l'agglomération, les employés et les ouvriers représentent 50 % de la population, l'autre moitié étant constituée de catégories plus favorisées. Cette surreprésentation des employés et des ouvriers se traduit par un niveau de revenu plutôt faible : le revenu médian de 11 100 € est le plus faible de toute l'agglomération de Cergy-Pontoise.

Par ailleurs, le taux de chômage des 15-24 ans est de 30 % contre 11 % pour les 25-54 ans. Cela se traduit par un accompagnement renforcé des jeunes dans les centres sociaux et au sein de la Maison de l'innovation, de l'emploi et du multimédia. Un des trois conseillers en insertion professionnelle est entièrement dédié à ce public.

D'après les dernières données CAF, 36 % des familles des Dix Arpents et 20 % des familles de La Challe bénéficiant de leurs prestations ont des revenus composés à plus de 50 % des prestations CAF. 14 % des allocataires bénéficient du RSA socle.

La population considérée par l'INSEE comme immigrée représente plus d'un habitant sur cinq aux Dix Arpents et plus d'un habitant sur huit à La Challe.

Les quartiers des Dix Arpents et de La Challe présentent donc une proportion élevée d'habitants au profil potentiellement fragile.

LES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

Le centre social est le seul équipement de proximité du quartier des Dix Arpents. Cependant, la mobilité de ses habitants et les coulées vertes leur permettent de bénéficier des équipements situés sur le quartier de La Challe qui regroupe : une bibliothèque, une ludothèque, un centre social, une salle de spectacle, un centre médical et des commerces de proximité. À moins de dix minutes à pieds, sans avoir à ne traverser aucune route, les habitants peuvent profiter d'un complexe sportif, d'une piscine, de deux gymnases. Le découpage de la carte scolaire répartit les enfants sur six établissements différents dans la ville.

LES DOUCETTES, GARGES-LÈS-GONESSE (VAL D'OISE)



La démarche entreprise avec des habitants pour la réalisation de ce 3^e rapport biennal a mobilisé le Centre social des Doucettes. Inspiré des travaux de Saul Alinsky et Paulo Freire, le centre social est géré depuis 1991 par des habitants, avec des activités choisies et, pour l'essentiel, animées par eux sur la base de leurs savoir-faire et envies. Pendant six ans, il a été présidé par une jeune fille de 18 ans, Kangué K., ce qui a contribué à la visibilité des jeunes d'origine malienne dans le quartier des Doucettes.

Située entre La Plaine-Saint-Denis et le pôle de Roissy, la ville de Garges-lès-Gonesse est adhérente à la communauté d'agglomération de Val-de-France qui comprend quatre communes (Garges-lès-Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel et Arnouville). La commune est desservie par la N17, qui va de Paris à Compiègne, et elle partage avec la ville de Sarcelles la gare du RER D. Le territoire se décompose en sept quartiers : Dame Blanche Nord, Dame Blanche Ouest, centre-ville, les Basses Bauves, Barbusse, la Muette, les Doucettes. Le parc immobilier de ces quartiers se caractérise par une majorité de logements collectifs (82,5 % en 1999) dont 51,5 % de type HLM et copropriétés (Carnot, la Croix Buard, le Vieux Pays, la Lutèce, l'Argentière).

Aujourd'hui la commune compte 39 730 habitants. C'est une population jeune, puisque Garges-lès-Gonesse se place en quatrième position des villes de plus de 20 000 habitants les plus jeunes de France, avec 35 % de la population de moins de 20 ans. 23 % des ménages ont une personne de référence de nationalité étrangère et 35 % des ménages comptent cinq personnes ou plus. La commune est marquée par une spirale de précarisation. Son revenu moyen fiscal est un des plus faibles du Val d'Oise avec 16 880 € contre près de 23 000 € en moyenne sur le département. 1 200 personnes sont bénéficiaires du RSA (10 %). Garges-lès-Gonesse est aussi la commune qui présente le profil social le plus modeste au sein de la communauté d'agglomération de Val-de-France.

Connaissant des difficultés urbaines et sociales, la ville a été une des premières à bénéficier d'une convention avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), en vue de rénover les quartiers des Doucettes, de la Muette, de la Dame Blanche Ouest, tous réputés très difficiles avec pour enjeu de désenclaver ces quartiers et d'attirer à nouveau les classes moyennes qui ont quitté la commune. Des destructions ont commencé, de petits immeubles ainsi que deux cents pavillons ont été construits, des copropriétés rénovées. La chasse aux impayés – permise aux syndicats par l'assouplissement de la loi – sauva des copropriétés et contribua à améliorer considérablement le niveau et le prix de l'immobilier. Aujourd'hui la ville a pris de la valeur au sein de la communauté d'agglomération de Val-de-France : elle a diversifié son habitat, maintenu les Gargeois sur le territoire et attiré de nouvelles familles dans des quartiers à taille humaine avec de nouveaux commerces, de nombreux équipements éducatifs, sportifs et de loisirs, et un important tissu associatif. Des travaux de rénovation du centre commercial Arc-en-ciel, près de la mairie, ont commencé depuis l'été 2013 et le tramway relie désormais les villes de Garges-lès-Gonesse et Sarcelles à Saint-Denis.

Limitrophe au centre-ville, le quartier des Doucettes a été construit en 1971 sur des terres ayant accueilli des jardins maraîchers et un ancien bidonville occupé par une population majoritairement originaire du nord du Portugal. Il a été conçu dans le cadre d'une ZAC (zone d'aménagement concertée) en vue de l'aménagement d'un territoire mixte associant activité et habitat. La population du bidonville a été relogée sur place et la politique du bailleur majoritaire (Logirep) a toujours été de loger ensuite les enfants, et maintenant les petits-enfants. Si la distance psychologique – « *Les Doucettes, c'est pas Garges* » – entre le quartier et le reste de la commune a toujours été importante, elle a tendance à disparaître complètement. La rénovation profonde en cours devrait modifier pour partie l'ambiance et la population.

MASSÉNA-VILLA D'ESTE, PARIS (XIII^e)



La démarche a mobilisé une administratrice du Centre social 13 pour tous qui a mené sept entretiens individuels avec des personnes en proximité avec le centre.

Lors de sa création en 2005, le Centre social 13 pour tous intervenait sur un vaste territoire appelé Le triangle de Choisy, aussi nommé Chinatown Parisien, (54 hectares, 35 000 habitants) et divisé en micro-quartiers (la dalle des Olympiades, la dalle Masséna, l'îlot Baudricourt et l'îlot Gandron). En 2013, le Centre social 13 pour tous a revu son périmètre d'intervention pour se recentrer sur le quartier Masséna-Villa d'Este. Si la proportion de ses adhérents d'origine asiatique est en constante augmentation, celle-ci ne constitue pas la majorité.

Le quartier Masséna-Villa d'Este est un territoire dense (9 529 habitants dont 2 720 sur le quartier prioritaire Villa d'Este). Conçu selon un urbanisme de barres et de tours (la majorité comportant 32 étages), ce quartier présente une physionomie de "cité". Les ensembles de logements ont été construits dans les années 1970 et comprennent à la fois du logement social et des copropriétés dégradées. Ce secteur est inscrit au grand projet de renouvellement urbain de la ville de Paris depuis 2004 avec pour enjeux principaux : le cadre de vie, l'intégration sociale et professionnelle des habitants, la propreté et la sécurité.

Le quartier est marqué par la jeunesse de sa population (31 % a moins de 25 ans) et il accueille une population immigrée très nombreuse (près d'un habitant sur deux), essentiellement originaire d'Asie. Dans le quartier prioritaire Villa d'Este, la part de la population immigrée atteint les 61 % (dont 44 % de nationalité étrangère). La catégorie sociale la plus représentée est employés-ouvriers (50 % des habitants du quartier, mais 68 % sur le quartier prioritaire Villa d'Este) et près de 61 % des habitants n'ont aucun diplôme ou un diplôme de niveau inférieur au Bac.

19 % de la population du quartier prioritaire Villa d'Este est composée de familles monoparentales avec enfants à charge de moins de 25 ans.

Le revenu médian des habitants du quartier prioritaire Villa d'Este s'élève à 11 900 €. 18 % des ménages perçoivent au moins une allocation chômage.

On peut noter également une offre d'équipements relativement faible par rapport au nombre d'habitants.

FRANCHE-COMTÉ

AGGLOMÉRATION DU PAYS DE MONTBÉLIARD (DOUBS)

La démarche a été entreprise par Trajectoire Ressources, le centre de ressources des acteurs de la politique de la ville de Bourgogne Franche-Comté. Elle a été menée dans les quartiers prioritaires des huit communes de l'agglomération du Pays de Montbéliard concernées par la politique de la ville (l'agglomération compte vingt-neuf communes au total) : Montbéliard, Audincourt, Valentigney, Béthoncourt, Grand-Charmont, Sochaux, Étupes, Bavans.

Excepté les quartiers des Batteries du Parc à Montbéliard et de Pergaud-Courbet à Audincourt, la démarche a concerné l'intégralité des onze quartiers prioritaires situés dans ces huit communes.

PETITE HOLLANDE, MONTBÉLIARD (DOUBS)



La démarche entreprise avec des personnes du quartier pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et la MJC de la Petite Hollande agréée centre social. Elle concerne sept personnes âgées de 21 à 65 ans.

Aménagé sur une colline située au cœur de la ville et de l'agglomération et construit entre 1968 et 1975 comme ZUP (zone à urbaniser en priorité), le quartier de la Petite Hollande comptait 8 695 habitants en 2009 pour une population totale sur la commune de Montbéliard de 26 697 habitants, soit 31 % de la population communale. Le nom du quartier vient du fait que les premiers habitants ont été des immigrés hollandais à la Renaissance.

Le quartier jusque-là classé zone urbaine sensible est passé en novembre 2012 en zone de sécurité prioritaire. Il dispose d'une zone franche urbaine et reste couvert par le contrat de ville unique qui a remplacé le contrat urbain de cohésion sociale en 2015, qui comprend les huit autres quartiers de l'agglomération classés en politique de la ville ou en veille active. À l'échelle communale, le quartier est concerné par les dispositifs de gestion urbaine de proximité et le programme de réussite éducative.

Au niveau de l'aménagement urbain, le quartier dispose de nombreux équipements importants au niveau de la ville et de l'agglomération comme le campus des Portes du Jura, la piscine municipale, la scène numérique et la Caisse d'allocations familiales du Pays de Montbéliard, mais malgré cela il peine à retrouver une attractivité résidentielle car il porte l'image d'un quartier en difficulté. Et s'il reste proche du centre historique, il en est séparé par des ruptures urbaines importantes que sont un canal, une rivière et les boulevards périphériques.

Le quartier de la Petite Hollande a bénéficié dans la période précédente d'un programme de rénovation urbaine important. Ces investissements doivent être poursuivis dans un deuxième programme pour réussir la stratégie d'inclusion de cet ensemble urbain dans le centre de l'agglomération (classé quartier d'intérêt national). Le réseau des bus a été partiellement réaménagé et doit encore l'être afin d'améliorer la mobilité de la population. Un cheminement piéton nord-sud et est-ouest a été mis en place pour faciliter la liaison avec le centre-ville.

LES HABITANTS

La population du quartier est relativement jeune par rapport à la moyenne communale (28 % contre 25 %). On note que la part des jeunes adultes non diplômés est significative (72 %).

La part de la population étrangère est de 13,5 % sur le quartier (majoritairement d'Afrique du Nord), contre 20 % pour la moyenne régionale.

Près de 52,5 % des habitants du quartier y résident depuis moins de cinq ans.

FORMATION ET EMPLOI

La part des non diplômés ou d'un diplôme inférieur au baccalauréat est importante dans le quartier de la Petite Hollande, 77 %. Celle des femmes non diplômées est de 54 % contre 26 % dans la commune.

Les femmes sont plus écartées de la formation de haut niveau que les hommes dans tous les territoires concernés par le contrat de ville unique sauf dans Petite Hollande.

Le taux d'emploi des femmes entre 25-54 ans est d'environ 35 % contre 65 % dans la commune.

L'écart du taux d'emploi entre femmes et hommes est plus grand dans le quartier que dans la commune.

Le taux de chômage en 2009 est de 28,5 %. La part des demandeurs d'emplois de longue durée est de 46 % au 31 décembre 2012 contre 44,5 % pour la moyenne de la commune.

La part des moins de 26 ans parmi les demandeurs d'emploi est de 17,5 % au 31 décembre 2012 contre 19,5 % pour le reste de la commune.

REVENUS

Le revenu annuel médian des ménages est de 9 597 €.

La précarité de la population est importante (la part des ménages fiscaux imposés est de 40 % contre 53 % dans la commune).

La situation des personnes les plus précaires dans le quartier est sévère au regard des autres quartiers prioritaires de la région : parmi les allocataires CAF, les personnes dont le revenu est constitué à 100 % des prestations sociales représentent de 25 à 30 %. C'est un des pourcentages les plus élevés des quartiers prioritaires de la région.

SON HABITAT

La commune de Montbéliard compte 12 131 résidences principales, dont 36 % sont des logements sociaux. Ses habitants sont plus souvent locataires que propriétaires (60 % contre 40 %). Sur le quartier de la Petite Hollande, le taux de locataires est de 69,5 % en 2010 contre 59,5 % pour l'ensemble de la commune et la majorité d'entre eux (61 % en 2010) résident dans le social contre 37,5 % pour l'ensemble de la commune. Deux bailleurs sociaux se répartissent le parc social du quartier, Néolia et Habitat 25.

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

Situé à proximité du centre-ville, le quartier est aménagé comme principale cité administrative de l'agglomération. On y trouve la CAF, une antenne du trésor public, le centre communal d'action sociale, le tribunal, la piscine municipale de Montbéliard qui est la dernière piscine publique du Pays de Montbéliard, la scène numérique Ars Numérica et le pôle universitaire des Portes du Jura construit en 1990. C'est également à proximité de l'université et d'Ars Numérica que se trouve la Maison des Métiers de la Ville où est installé Trajectoire Ressources, centre de ressources acteurs et politique de la ville de Bourgogne Franche-Comté.

On y trouve également le centre commercial des Hexagones qui est un lieu de rencontre et de services avec des boutiques, une pharmacie, une supérette, une boulangerie, un bar et un restaurant. La MJC Centre Image, qui propose et organise de nombreuses activités autour de la vidéo, y tient également ses locaux. Un marché couvert a également été installé à proximité.

Le pôle universitaire comprend une UFR (unité de formation et de recherche) et une antenne de l'Université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM).

Un pôle multiservices, ouvert aux associations du quartier, accueille la MJC, une salle de concert et un studio d'enregistrement. On y trouve également la salle du Jules Verne dédiée aux représentations de spectacles et à l'informatique.

Le projet de bus à haut niveau de service, Caden'Cité, qui semblait abandonné, fait l'objet d'une nouvelle réflexion à l'échelle de l'agglomération et de la ville de Montbéliard. Ses objectifs pourraient être réorientés vers une amélioration du réseau existant. Une liaison avec Belfort et notamment le site de la gare TGV et du futur hôpital est envisagée.

Un conseil citoyen a été mis en place au niveau communal.

LA CHIFFOGNE, MONTBÉLIARD (DOUBS)

La Chiffogne, parfois nommée Chiffogne-Citadelle, est un quartier proche du centre-ville de Montbéliard, construit sur une colline à l'emplacement de l'ancienne citadelle médiévale de la ville, aujourd'hui disparue. Il compte 2 230 habitants sur les 26 697 de la commune.

Pour répondre à l'accroissement de la main-d'œuvre des usines Peugeot (Sochaux-Montbéliard) et donc à la demande croissante de logements, la Chiffogne voit le jour dès 1955 avec la construction de maisons dites d'urgence, puis de grands ensembles immobiliers. La Chiffogne-Citadelle, du fait de ses indicateurs sociaux, rejoint la géographie prioritaire.

Le quartier doit faire l'objet d'un projet de cohésion sociale partagé. Depuis 2015, il fait partie du contrat de ville unique qui comprend également les huit autres quartiers prioritaires de l'agglomération.



Le quartier dispose de nombreux équipements comme un gymnase, une école et, pour peu de temps encore, le Centre hospitalier André Bouulloche.

La démarche entreprise pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et la Maison de quartier Léo Lagrange. Elle concerne une personne de 55 ans.

LES HABITANTS

On constate une évolution démographique entre 1999 et 2006. La part des moins de 20 ans en 2006 pour le quartier est de 26,5 % contre 24,5 % pour l'ensemble de la commune, celle des moins de 14 ans s'élève à 22 %.

La part des 60 ans et plus en 2006 est de 18 % pour le quartier contre 20,5 % pour l'ensemble de la commune.

La part des populations étrangères en 2006 est de 15 % pour le quartier et de 11 % pour l'ensemble de la commune.

FORMATION ET EMPLOI

La part des jeunes adultes sans diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat en 2007 est de 67 %. La part des non diplômés reste importante dans le quartier, bien que la part de la population communale ayant suivi des formations de haut niveau soit supérieure à la moyenne intercommunale, elle est de 11 à 16 % contre 7 à 9 %.

Le taux de chômage en 2009 pour la Chiffogne est de 27 %. La part des demandeurs d'emploi de longue durée au 31 décembre 2012 est de 48 % contre 44,5 % pour la commune.

La part des moins de 26 ans parmi les demandeurs d'emploi au 31 décembre 2012 est de 21,5 % pour le quartier contre 19,5 % pour la commune.

REVENUS

Le revenu annuel disponible médian des ménages du quartier est de 12 657 €, 22 % des revenus provenant des prestations sociales.

La part de bénéficiaires RSA parmi les allocataires CAF est supérieure de 10 à 15 % dans le quartier. La part des ménages fiscaux imposés en 2009 est de 40,5 % pour la Chiffogne contre 53,5 % pour la commune.

SON HABITAT

Le pourcentage des logements sociaux parmi les résidences principales est d'environ 75 % contre 24 % dans l'agglomération du Pays de Montbéliard.

Le taux de logements vacants est élevé, il s'élève à plus de 10 % tandis que la moyenne départementale et régionale se limite entre 7 et 8 %.

La part des locataires en 2010 pour la Chiffogne est de 83,5 % contre 59,5 % pour l'ensemble de la commune. Parmi eux, il y a 79 % de locataires dans le social pour le quartier contre 37,5 % pour la commune.

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

Dans ce quartier, la densité de l'offre de soins est équivalente à la moyenne départementale et régionale.

Le quartier de la Chiffogne a été l'objet de programmes de la politique de la ville depuis les années 1980. Il a bénéficié d'une opération isolée de rénovation urbaine sur la dernière décennie. Cette opération a permis des améliorations significatives sur une partie du quartier et a permis de préciser les principes de développement comme la constitution d'un cœur de quartier à partir des atouts que représentent la présence de l'hôpital, l'ex-place du Marché et le quartier Pajol. Il s'agit aussi de développer les liaisons piétonnes et les déplacements à l'intérieur du quartier en prenant en compte les habitudes des habitants.

Le quartier dispose d'équipements sportifs avec le gymnase de l'Espace Victor Hugo.

La présence du Centre Léo Lagrange sur le quartier permet d'organiser des activités en lien avec l'éducation populaire.

CHAMPERRIET, BAVANS (DOUBS)



La démarche entreprise avec des personnes du quartier pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et la Maison pour tous agréée centre social. Elle concerne deux personnes de 65 et 71 ans.

Champerriet est un petit quartier qui connaît une décroissance démographique importante (de 743 habitants en 2006 à environ 400 aujourd'hui) tandis que la commune augmente sa population (+ 0,2 % entre 2006 et 2011). La taille démographique du quartier ne permet plus de l'inscrire comme quartier prioritaire mais sa situation sociale justifie qu'il soit en quartier de veille active. Il fait partie du contrat de ville unique intercommunal du Pays de Montbéliard qui depuis 2015 remplace le contrat urbain de cohésion sociale.

Contrairement à la plupart des autres quartiers prioritaires de l'agglomération, il n'a pas été construit en pente sur une colline mais sur un terrain plat en zone inondable. Aujourd'hui il serait impossible de construire à nouveau sur cet emplacement, c'est une des raisons de la démolition de certains bâtiments non reconstruits et du départ d'une partie de ses habitants.

LES HABITANTS

Le quartier compte environ 400 habitants aujourd'hui, ce qui représente environ 11 % de la population municipale.

La population est relativement jeune, 32 % de la population est âgée de moins de 20 ans en 2006 contre 23,5 % dans la commune.

La part des 60 ans et plus en 2006 est de 15 % contre 22 % pour la commune.

La part des étrangers en 2006 est de 19 % pour le quartier contre 7 % pour la commune.

FORMATION ET EMPLOI

Les différents indicateurs montrent des signes de paupérisation de la population, notamment le taux de chômage élevé et le faible nombre des diplômés.

La part des jeunes adultes sans baccalauréat est de 73 % début 2007, contre 53 % à l'échelle de l'agglomération.

Le taux de chômage 2009 est de 29 % et celui des demandeurs d'emploi de longue durée au 31 décembre 2012 est de 42 % contre 45 % pour la commune.

La part des moins de 26 ans parmi les demandeurs d'emploi au 31 décembre 2012 pour le quartier est de 25 % contre 22 % pour la commune.

REVENUS

Le revenu médian disponible annuel par habitant est de 10 968 € contre 17 310 € pour la commune.

SON HABITAT

La part des locataires en 2010 est de 72 % contre 31 % pour la commune, dont 68 % en logement social (15 % pour la commune).

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

L'animation est assurée par plusieurs opérateurs de qualité, l'Association de gestion et d'animation sportive et socioculturelle, la Maison pour tous agréée centre social, le service de protection maternelle et infantile au cœur du quartier qui est actuellement en recherche de locaux et la maison des associations. Deux éducateurs de prévention spécialisée de l'Association départementale du Doubs de sauvegarde de l'enfant à l'adulte assurent une permanence régulière.

Le bailleur ne souhaitait plus s'investir du fait de la forte vacance, les tours ont été démolies et les personnes ont été relogées. Toutefois, il n'y a pas de possibilité de reconstruire sur le territoire classé en plan de prévention des risques d'inondation. Le quartier avait beaucoup de logements pour grandes familles, ces familles sont parties sur Audincourt. L'anticipation des démolitions par les habitants a permis de répondre aux besoins.

LES CHAMPS-MONTANTS, AUDINCOURT (DOUBS)



La démarche entreprise avec des personnes du quartier pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et la MJC Saint-Exupéry agréée centre social. Elle concerne cinq personnes de 47 à 85 ans.

Comme la plupart des quartiers prioritaires du Pays de Montbéliard, le quartier des Champs-Montants a été construit à flan de colline en amont de la commune d'Audincourt dont il dépend. Il compte une population de 1 840 habitants en 2011 soit 19 % de la population de la ville qui est de 14 552 habitants.

Le quartier a été classé en zone urbaine sensible dans l'ancien dispositif et reste aujourd'hui un quartier politique de la ville. Il bénéficie également d'un programme de rénovation urbaine (PRU). Il fait partie du contrat de ville unique intercommunal de l'agglomération du Pays de Montbéliard qui depuis 2015 remplace le contrat urbain de cohésion sociale. À l'échelle communale, le quartier est concerné par un programme de réussite éducative.

Les Champs-Montants est un quartier relativement isolé du centre-ville, situé en fond de vallée d'où l'origine de son nom (il a été construit sur des champs à flan de colline). Le PRU a produit une dé-densification forte qui fait des Champs-Montants un village populaire en cours de banalisation. L'objectif aujourd'hui est de mieux relier le quartier à la commune.

LES HABITANTS

Au niveau de l'agglomération, c'est le quartier prioritaire qui a perdu le plus d'habitants entre 1999 et 2007, il a perdu 22 % de ses habitants. La population tend à augmenter depuis.

La population du quartier se singularise des autres quartiers prioritaires de la région par sa jeunesse (l'indicateur de jeunesse est de 3,5 % tandis que la moyenne des quartiers politique de la ville de la région se limite à 2,2 %) et la part des étrangers (elle dépasse 30 % de la population contre 27 % les autres quartiers politique de la ville de la région).

Le taux de familles monoparentales est de 27 % contre 18 % dans la commune.

FORMATION ET EMPLOI

Les jeunes adultes non diplômés représentent près de 73 % contre 69 % dans les quartiers prioritaires de la région.

Le pourcentage des allocataires CAF en situation très précaire est élevé, ceux dont le revenu est constitué à 100 % de prestations sociales représentent de 25 à 30 % et les bénéficiaires du RSA plus de 35 %.

Le taux d'emploi des 15-64 ans dans le quartier est inférieur de 15 à 20 points par rapport à la moyenne communale. L'écart entre le taux d'emploi du quartier et celui de la commune est particulièrement important chez les femmes entre 25 et 54 ans.

Le taux de chômage était de 34 % en 2009. La part des chômeurs de longue durée au 31 décembre 2012 est légèrement inférieure dans le quartier par rapport au reste de la commune (45 % contre 46,5 % pour la commune). La part des moins de 26 ans parmi eux est de 20,5 % contre 21 % pour la commune.

REVENUS

Le revenu annuel médian par unité de consommation est de 8 800 €. Il est inférieur à celui de l'ensemble de la commune qui est de 13 333 €.

SON HABITAT

La part des logements HLM dans les résidences principales est de 75 % dans le quartier contre 24 % dans l'agglomération.

Le taux de logements vacants s'élève à plus de 10 % tandis que la moyenne intercommunale se limite entre 7 et 8 %.

La part des locataires est très supérieure au reste de la commune dans ce quartier : en 2010, elle était pour les Champs-Montants de 88 % contre 53 % pour la commune parmi lesquels les locataires dans le social représentaient 87 % contre 30 %.

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

Le quartier dispose d'une structure de garde d'enfants. Par ailleurs, la densité de l'offre de soins est équivalente à celle de l'agglomération du Pays de Montbéliard.

La ville bénéficie d'équipements et services de proximité solides comme le Centre social Escapade, la MJC Saint-Exupéry, les Francas, l'association Réussir ensemble qui veulent renforcer les approches participatives.

La scène de musique actuelle du Moloco est proche du quartier et donne ainsi un accès facile à ce type de musique et à ses équipements.

Par ailleurs, sur le plan de la participation, la ville met en place et développe depuis de nombreuses années des commissions municipales ouvertes, des conseils de quartiers ainsi qu'un conseil municipal junior.

Un conseil citoyen a été mis en place dans le quartier et s'implique beaucoup dans le développement de celui-ci.

CHAMPVALLON, BÉTHONCOURT (DOUBS)



La démarche entreprise avec des personnes du quartier pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et le centre social. Elle concerne deux personnes de 40 et 55 ans.

Champvallon est un quartier construit à flanc de colline comme la plupart des quartiers prioritaires de la région. Il en tire son nom car il a été construit sur plusieurs petites collines de champs espacées par des vallons. C'est un des plus grands quartiers d'habitat social de l'agglomération. Il abrite 68 % de la population béthoncourtoise soit 4 659 habitants sur les 6 847 de la commune, répartis en 1 448 logements dont 1 043 logements sociaux.

Le quartier était classé en zone urbaine sensible dans l'ancien dispositif politique de la ville et reste aujourd'hui un quartier politique de la ville. Il bénéficie d'un programme de rénovation urbaine. Il fait partie du contrat de ville unique intercommunal de l'agglomération du Pays de Montbéliard qui depuis 2015 remplace le contrat urbain de cohésion sociale. Le quartier est également concerné par un pôle de réussite éducative unique qui regroupe également Les Fougères à Grand-Charmont et les Évoironnes à Sochaux.

Le niveau de services et d'équipements du quartier fait qu'il est vécu comme une ville dans la ville. Mais ces équipements sont vétustes et nécessitent une rénovation importante. La gendarmerie et la caserne de pompiers du canton se trouvent à proximité.

LES HABITANTS

Le nombre de population a diminué de moitié avec une légère remontée en cours. Il comporte des zones considérablement dégradées où les conditions d'habitat et la sur-occupation ne permettent pas de concrétiser les objectifs de mixité sociale.

La part des étrangers est plus élevée dans le quartier de Champvallon que dans les autres quartiers prioritaires de la région, elle représente près de 32 % contre 27 %.

Notons qu'il y a une plus forte tendance aux regroupements ethniques que dans d'autres quartiers, par exemple les personnes d'origine turque vont se regrouper selon cette origine mais pas avec des personnes d'origine maghrébine qui vont eux-mêmes se regrouper entre eux, etc. La population du quartier est assez jeune car les moins de 20 ans représentent 33 % de la population contre 29 % pour la commune. Les plus de 60 ans sont moins nombreux car ils représentent 15 % de la population du quartier contre 19 % pour la commune.

FORMATION ET EMPLOI

La part des non diplômés s'élève à près de 50 % sur Champvallon tandis que la moyenne communautaire se limite à près de 25 %. De même, la part des personnes ayant suivi des formations de haut niveau est faible sur ce secteur.

Le taux d'emploi est particulièrement faible dans le quartier et notamment chez les femmes de 25 à 54 ans (34 % contre 68 % dans l'agglomération du Pays de Montbéliard).

Le taux de chômage en 2009 est de 34 %. La part des demandeurs d'emploi de longue durée au 31 décembre 2012 est de 43,5 % pour le quartier contre 44 % pour la commune. La part des moins de 26 ans parmi eux est de 23 %.

REVENUS

Le revenu médian annuel par habitant et par unité de consommation est de 9 600 €. Il est inférieur à celui de l'ensemble de la commune qui est de 12 243 €. La part des ménages fiscaux imposés en 2009 est de 35 % pour le quartier contre 48 % pour la commune.

SON HABITAT

Les logements sociaux représentent environ 75 % des résidences principales contre 24 % dans l'agglomération du Pays de Montbéliard.

Le taux de logements vacants est important (plus de 10 %).

La part des locataires en 2010 est de 81 % pour le quartier contre 50 % pour la commune, la part des locataires dans le social étant de 73 % contre 41 %.

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

La configuration spécifique du quartier multiplie les situations d'enclavement tant vis-à-vis des périphéries qu'en interne au quartier. Le renforcement à moyen terme du niveau de service sur la ligne de bus urbain associé au projet de transport à haut niveau de service et la perspective à plus long terme de structurer un boulevard urbain d'agglomération transversal entre les vallées de la Lizaine et de la Savoureuse constituent des opportunités déterminantes pour le désenclavement du quartier. Le niveau de services et d'équipements du quartier fait qu'il est vécu comme une ville dans la ville : établissements scolaires en éducation prioritaire jusqu'au collège, centre de formation pour apprentis, permanence d'un conseiller emploi formation de la mission locale ; centre social, centre médico-social et centre communal d'action sociale ; équipements sportifs et culturels ; espace commercial conséquent, important marché hebdomadaire.

Mais un grand nombre de ces équipements sont vétustes comme le gymnase, les quatre écoles maternelles et les deux écoles primaires.

Un conseil citoyen a été mis en place et est parmi les plus impliqués de l'agglomération sur la vie et l'évolution du quartier.

LA MONTAGNE, ÉTUPES (DOUBS)



La démarche entreprise avec des personnes du quartier pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et la maison de quartier. Elle concerne trois personnes de 20 à 33 ans.

Le quartier de La Montagne à Étupes n'est plus prioritaire en politique de la ville depuis 2015, il demeure néanmoins un quartier en veille active de par sa situation. Positionné sur une colline, d'où son nom de Montagne, il surplombe le reste de la ville et est composé à 98 % de logements sociaux. Le quartier est concerné par le programme de réussite éducative.

Étupes a vécu 2 grandes étapes d'augmentation de sa population : en 1950, c'est un bourg de 1 000 habitants, l'industrie Peugeot se développe et il faut construire vite. Un premier lotissement dit "du Château" amène 1 000 personnes de plus entre 1958 et 1960. De 2 162 habitants en 1958, Étupes passe à 4 500 habitants en 1965 avec la construction du quartier de La Montagne entre 1962 et 1965 pour répondre aux besoins en logements de l'époque.

La commune aboutit en 1975 à un pic de population de 5 400 personnes dont 2 200 pour le quartier de La Montagne soit 41 % de la population totale. Mais le poids démographique de ce quartier par rapport à la commune est passé aujourd'hui à 18 % (596 habitants en 2009).

Le quartier a donc une population de moins de 1 000 habitants, ce qui le situe au-dessous des seuils d'éligibilité à la politique de la ville malgré une situation sociale de même niveau. C'est bien en effet sa faible population qui l'exclut du droit aux crédits spécifiques de l'État, malgré une fragilité sociale et économique avérée. Le quartier reste assez mal inséré dans le tissu urbain. Seules l'école et la maison de quartier, équipement municipal, sont implantées sur le quartier.

LES HABITANTS

La population du quartier est caractérisée par la part élevée des jeunes et d'habitants dont la majorité des titulaires d'un bail est de nationalité étrangère.

La part des moins de 20 ans en 2006 pour La Montagne était de 31 % contre 23 % pour la commune. Les 60 ans et plus en 2006 étaient de 16 % pour le quartier contre 27 % pour la commune.

La part d'habitants de nationalité étrangère en 2006 était de 23 % pour le quartier contre 8,5 % pour la commune.

FORMATION ET EMPLOI

La population jeune est peu diplômée. Seuls 50 % des élèves de 3^e ont été orientés en 2^{nde} générale ou technologique.

Le taux de chômage dans le quartier s'élevait à 36 % en 2009. Il était deux fois plus important que sur le reste de la commune. La part des demandeurs d'emploi de longue durée au 31 décembre 2012 pour La Montagne était de 48 % contre 43,5 % pour la commune.

La part des moins de 26 ans parmi les demandeurs d'emploi au 31 décembre 2012 pour La Montagne est de 21 % contre 20,5 % pour la commune.

REVENUS

Le revenu annuel médian par habitant est de 10 281 € contre 17 030 € pour la commune.

SON HABITAT

La part des locataires en 2010 pour La Montagne est de 99 % contre 37,5 % pour la commune. 98 % sont locataires dans le logement social contre 23 % pour la commune.

Le quartier de La Montagne a été profondément transformé depuis sa construction dans les années 1960. Il comptait à l'époque seize immeubles pour 584 logements. Il ne reste aujourd'hui

que 38 % du nombre de logement initial, huit bâtiments concentrant 348 logements ayant été démolis. Le taux de vacance élevé confirme le manque d'attractivité du quartier.

La logique de ces démolitions, qui a commencé dès les années 1990, répondait à plusieurs critères : détruire les cinq grandes tours de douze niveaux (respectivement en 1990, 1997 et 2004) et trois barres (en 2004, 2007 et 2008) de la couronne nord-ouest du quartier dont l'habitabilité était devenue inadaptée aux exigences d'aujourd'hui ; supprimer une forme urbaine en pied de colline dont l'opposition avec l'habitat du centre-ville était particulièrement visible ; désenclaver l'espace pour les aménagements urbains ; libérer les immeubles restants de leurs vis-à-vis (en 2005 et 2006) ; enfin, ouvrir le quartier et l'intégrer dans la commune par un aménagement offrant une nouvelle attractivité avec la Maison d'accueil des personnes âgées en 1992 et la desserte interne permettant le transport urbain en 1993. Ainsi que la construction de logements neufs mieux adaptés. Le projet de vingt-six logements neufs (dix pavillons et seize collectifs) a été livré à l'automne 2014.

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

Le programme de rénovation urbaine a permis la démolition des bâtiments et la dédensification du quartier. Mais cela ne doit pas occulter les réinvestissements nécessaires pour traiter, par exemple, la vacance structurelle sur certains bâtiments.

Une politique fine d'attribution a été mise en œuvre par une commission de peuplement. Cette politique a visé avant tout à assurer un équilibre social durable en favorisant au mieux l'intégration et la cohabitation des populations fragilisées pour des raisons économiques ou familiales, ou issues de l'immigration, par les effets d'une mixité sociale dans chaque immeuble. Le partenariat étroit avec IDEHA (Société anonyme immobilière qui gère un parc de 2 800 logements sociaux et privés) sur les relogements et les attributions est déterminant.

Étupes s'oriente depuis quelques années vers l'intégration des politiques exceptionnelles issues de la politique de la ville dans les politiques de développement social et urbain municipales. À cet effet, la ville envisage la structuration d'un équipement central municipal à vocation sociale globale, familiale, pluri générationnelle, animant la vie sociale de la commune et étant un lieu d'interventions sociales multipartenariales, concertées et novatrices.

Un travail s'est engagé en 2015, sous l'impulsion de l'exécutif municipal, pour piloter l'évolution d'Étupes vers cet objectif, tout en maintenant une offre généraliste et spécifique d'actions sociales en direction des familles les plus fragiles du quartier et de la ville. Celles-ci sont déclinées à travers les fiches-actions présentées au titre de la programmation 2015, en complémentarité avec le programme de réussite éducative qui sera proposé ultérieurement.

À ce titre, la question de l'évolution de l'actuelle maison de quartier pour une maison de l'enfance et un centre social est posée, dans le cadre d'un projet d'ensemble (réhabilitation, intégration du centre de loisirs, projet social) afin de renforcer l'animation globale d'un quartier de taille humaine. À travers différents axes (scolaire, social, parental, santé, citoyen, artistique notamment) et au sein d'ateliers collectifs ou individuels, les équipes en place doivent, en synergie avec tous leurs partenaires, poursuivre la recherche de réussite personnelle des enfants et de leurs familles et participer au soutien et à l'accompagnement nécessaires des publics les plus en difficulté. Le volet partenarial est un axe stratégique important pour chacune des actions qui animent le projet social global de la ville.

LES BUIS, VALENTIGNEY (DOUBS)



La démarche entreprise avec des personnes du quartier pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et le centre social. Elle concerne neuf personnes de 19 à 77 ans.

Le quartier des Buis de Valentigney, situé non loin du centre-ville, compte 3 000 habitants soit 28 % de la population totale de la commune qui est de 10 264 habitants (part en diminution). Construit dès 1958, il est aménagé sur une colline en lisière de forêt et il est fortement enclavé malgré sa proximité du centre-ville. Il se distingue des autres quartiers prioritaires du Pays de Montbéliard car il a été construit à l'initiative de Peugeot sur du terrain qui appartenait à l'entreprise et les premiers bâtiments étaient au départ réservés aux ouvriers et cadres de l'usine.

Le quartier est classé en quartier politique de la ville et bénéficie d'un programme de rénovation urbaine. Il fait partie du contrat de ville unique intercommunal de l'agglomération du Pays de Montbéliard qui depuis 2015 remplace le contrat urbain de cohésion sociale. Se déploient aussi sur le quartier un programme de réussite éducative et un contrat local de sécurité.

Le quartier est desservi par différentes lignes de bus de la CTPM (Compagnie de transport du Pays de Montbéliard), le réseau de bus de l'agglomération. Ce réseau a été partiellement réaménagé mais le quartier reste enclavé malgré sa proximité avec le centre-ville. Il est bordé à l'ouest par une forêt, par des barrières végétales au nord et au sud, et par des terrains non urbanisés au sud-ouest et au nord-est.

LES HABITANTS

La part de la population étrangère est importante par rapport à la moyenne des quartiers prioritaires régionaux, elle est de 34 % contre 16 % pour l'ensemble de la commune et 27 % pour la moyenne des quartiers politique de la ville de la région.

La part des jeunes est également élevée par rapport à la moyenne communale, elle est de 34 % contre 26 % en 2006.

FORMATION ET EMPLOI

Très peu d'habitants de ce quartier ont suivi des formations de haut niveau et le taux des non diplômés dépasse 65 % tant chez les hommes que chez les femmes.

Le sud du quartier des Buis se singularise par le très faible taux d'emploi des femmes, 16 % chez les femmes de 15 à 64 ans contre 54 % dans le reste de l'agglomération. La jeune génération est par contre moins concernée par cette situation.

Le taux de chômage est de 40 % et la part des demandeurs d'emploi de longue durée au 31 décembre 2012 était de 39 % contre 43 % pour la commune.

Concernant les moins de 26 ans, les écarts étaient par contre plus faibles, les demandeurs d'emploi de longue durée au 31 décembre 2012 était de 24,5 % contre 22,5 % pour l'ensemble de la commune.

REVENUS

Le revenu annuel médian par habitant et par unité de consommation est de 9 200 €. Il se situe ainsi bien en dessous de celui de la commune qui est de 14 309 €. En conséquence, la part de la population à bas revenu est de 26 %.

La part des ménages concernés par une allocation chômage atteignait 34 % en 2011.

La part des ménages fiscaux imposés était de 35 % en 2009 contre 52 % pour la commune.

SON HABITAT

Les logements sociaux représentent environ 75 % des résidences principales.

Dans le quartier des Buis, la part des locataires est supérieure à celle des propriétaires contrairement au reste de la commune. Les locataires représentent 67 % des habitants du quartier contre 42 % pour l'ensemble de la commune, 62 % sont locataires de Néolia qui est le seul bailleur social présent dans le quartier des Buis.

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

La densité de l'offre de soins est largement inférieure à la moyenne communautaire.

Les habitants disposent d'un centre commercial qui compte six cellules commerciales dont quatre sont destinées au commerce de proximité, une à un cabinet de médecine générale et la dernière à une pharmacie.

Les habitants disposent également du centre communal d'action sociale en centre-ville, d'un espace médico-social, ainsi que d'un pôle multiservices à l'intérieur duquel se trouve le centre social, le service jeunesse municipal, l'Espace emploi sud avec l'Institut de l'entreprise et de l'innovation sociale (IDEIS), nouveau nom de la maison de l'emploi du Pays de Montbéliard, et l'agence d'intérim Défi présente sur toute l'agglomération. On trouve aussi les Francas du Doubs, le service insertion municipal et des locaux associatifs.

Le quartier, enclavé et coupé du reste de la commune et de l'agglomération, ne dispose pas vraiment d'un espace propice à la construction urbaine pour le désenclaver. Les priorités du programme de rénovation urbaine sont donc de démolir les bâtiments les plus vétustes pour en rebâtir de nouveaux, de conserver les espaces verts très présents dans ce quartier et de donner un meilleur accès au quartier avec le transport à haut niveau de service. Il s'agit du projet de rénovation des lignes de transport Caden'Cité élaboré par l'ancienne majorité de l'agglomération et réaménagé par la nouvelle majorité communautaire élue en 2014. Un conseil citoyen a été mis en place et est très impliqué sur le quartier avec une association de citoyens volontaires.

LES ÉVOIRONNES, SOCHAUX (DOUBS)



La démarche entreprise avec des personnes du quartier pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et la MJC. Elle concerne quatre personnes de 22 à 56 ans.

Le quartier des Évoironnes compte environ 1 660 habitants sur 3 975 au total à Sochaux, soit environ la moitié de la population sochalienne. Le quartier est désormais inscrit dans la géographie prioritaire de la politique de la ville depuis sa réforme de 2015. Il nécessite à la fois une intervention sociale et urbaine du fait même qu'il a jusqu'ici été laissé à l'écart des dispositifs de la politique de la ville ou de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, bien qu'il cumule un grand nombre de difficultés. Il s'agit en fait de deux quartiers, les Graviers et les Évoironnes, que leurs extensions respectives ont fini par rapprocher jusqu'à se toucher et au niveau de la politique de la ville, ils sont fondus en une seule entité.

La ville de Sochaux est et reste un des territoires emblématiques de l'industrie française. Si dans une première phase, elle a pu être valorisée par le développement de "l'usine", la restructuration de celle-ci dans les années 1970 a dévalorisé le tissu urbain et fait perdre à la ville l'essentiel de son attractivité. Il convient désormais de redonner à Sochaux une urbanité attractive, digne du cœur d'agglomération auquel elle appartient de façon intime. Du fait que le quartier n'était pas inscrit jusqu'ici dans la géographie prioritaire, il n'a pas été renseigné dans les indicateurs clefs des quartiers de la politique de la ville de l'INSEE.

Depuis 2015, il fait partie du contrat de ville unique (quartier entrant) qui comprend les huit autres quartiers prioritaires de l'agglomération. Le quartier est également concerné par un programme de réussite éducative unique qui regroupe également Champvallon à Bethoncourt et Les Fougères à Grand-Charmont.

Les quartiers s'inscrivent dans l'espace de centralité de la ville de Sochaux par des fonctions à dominante d'habitat et dans une moindre mesure d'équipements collectifs. Ces deux quartiers d'habitat social sont vieillissants. Le parc de logements date des années 1970 et offre essentiellement de grands logements souvent occupés par une ou deux personnes. IDEHA (Société anonyme immobilière qui gère un parc de 2 800 logements sociaux et privés) possède l'immense majorité du parc d'habitat social. La plupart des logements ne répondent plus aux standards de confort actuels. Ces quartiers sont repliés sur eux-mêmes ce qui exacerbe leurs problématiques sociales. La commune compte également deux sites du bailleur local ARIAL (Association d'accueil résidentiel, d'insertion, d'accompagnement dans le logement), l'ancienne AMAT (Association montbéliardaise d'aide aux travailleurs) qui gérait les logements pour les travailleurs immigrés venant dans le Pays de Montbéliard dans les années 1950 à 1970 et qui est aujourd'hui devenue une résidence de logements sociaux accessibles à tous ceux qui ont besoin de retrouver une autonomie dans le logement. Ces deux sites sont situés sur le quartier des Sablières mais reliés au Gravier-Évoironnes pour la politique de la ville.

LES HABITANTS

Le quartier compte une part importante de retraités et de personnes en situation de précarité (familles monoparentales, intérimaires, ...).

La part des familles monoparentales s'élève à plus de 30 % dans le quartier des Graviers.

FORMATION ET EMPLOI

La part des non diplômés dans le quartier des Graviers est supérieure à la moyenne communale (+ 5 % chez les femmes et + 1 % chez les hommes) et communautaire (+ 12 % chez les femmes et hommes).

La part des hommes ayant une formation de haut niveau se limite à 3 % dans le quartier des Graviers, celle des femmes étant très légèrement supérieure.

La part de la population non qualifiée – 36 % des plus de 15 ans non scolarisés n'ont aucun diplôme – est plus basse que pour le reste de la commune.

Le taux de chômage déclaratif s'élève à 28 % et le taux d'emploi dans le quartier est légèrement inférieur à la moyenne communale.

REVENUS

Le revenu annuel médian par habitant et par unité de consommation est de 11 100 € contre 12 924 € pour la commune.

La vétusté des bâtiments pèse sur le budget des familles : 130 € par mois de facture énergie alors qu'elle serait de 35 € si le bâtiment était rénové.

SON HABITAT

Les logements HLM représentent environ 75 % des résidences principales contre 24 % dans l'agglomération du Pays de Montbéliard.

La part des logements vacants est inférieure à la moyenne communautaire (entre 5 et 7 % contre 8 % dans l'agglomération).

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

Le quartier dispose d'une structure de garde d'enfants. En effet, à l'entrée de Graviers-Évoironnes, rue des Chênes, se situe le centre multi-accueil, la Ronde des lionceaux, qui accueille des enfants âgés de 10 semaines à 4 ans.

Il dispose d'une MJC située non loin du quartier, le collège et les équipements sportifs que sont le stade et la Halle des sports sont également à proximité.

En effet, la ville est marquée par son passé industriel ; la présence tutélaire de Peugeot Sochaux Automobile (PSA) a créé une logique de ville-usine et une culture urbaine faible, fondée sur une offre de services qui a encouragé une pratique consommatrice. L'usine Peugeot de Sochaux a été et demeure la plus grande de France et l'une des plus grandes d'Europe. Alors même que la matrice économique de l'agglomération est encore présente sur le territoire, dans un contexte de déclin démographique et de fort chômage, Sochaux doit fabriquer avec ses habitants une ville humaine reliée à l'agglomération.

Elle dispose pour cela d'atouts conséquents : la présence de PSA, une position stratégique au cœur de l'agglomération, une visibilité importante avec la MALS (théâtre de 1 100 places) et le complexe aquatique – CITEDO –, des espaces de mutation qui désignent des lieux à projets potentiels : franges de l'usine, site GEFCO qui va voir émerger un éco-quartier de 160 logements, secteur du musée, un patrimoine naturel et paysager (Fort Lachaux, vallée de la Savoureuse).

Un conseil citoyen a également été mis en place.

LES FOGÈRES, GRAND-CHARMONT (DOUBS)



La démarche entreprise avec des personnes du quartier pour la réalisation de ce rapport a été menée avec le service politique de la ville et l'Association des œuvres éducatives (AOE) agréée centre social. Elle concerne une personne de 60 ans.

Les Fougères est un quartier construit à flanc de colline, c'est un des quartiers les plus enclavés de l'agglomération du Pays de Montbéliard, construit dans une impasse. En dix ans, le poids du quartier, dans la population communale, est passé de 40 % à 29 %. Il compte aujourd'hui 1 459 habitants sur les 5 480 habitants avec une part de ménages locataires sociaux de 75 %.

Le quartier était classé en zone urbaine sensible dans l'ancien dispositif et reste aujourd'hui un quartier politique de la ville. Il bénéficie d'un programme de rénovation urbaine (PRU). Il fait partie du contrat de ville unique intercommunal de l'agglomération du Pays de Montbéliard qui depuis 2015 remplace le contrat urbain de cohésion sociale. Le quartier est également concerné par un programme de réussite éducative unique qui regroupe également Champvallon à Bethoncourt et les Évoironnes à Sochaux.

Le quartier est un des quartiers du PRU où l'avancement et la visibilité du programme sont les plus forts. Outre les opérations de démolitions (219), reconstructions (160 sur site) et réhabilitations (40), les actions phares du PRU ont consisté en un programme ambitieux de rénovation et de création d'équipements socioéducatifs et sportifs, la requalification d'espaces publics et la restructuration du centre commercial.

LES HABITANTS

La spécificité même de ce quartier d'habitat social lui confère une forte vocation d'accueil des ménages populaires. Comme dans l'ensemble de l'agglomération, la commune subit la récession à partir de 1974. De 1975 à 1982, la commune perd près de 2 000 habitants. Malgré la mise en œuvre d'une charte de développement social et urbain permettant la réhabilitation de 500 logements, la restructuration du centre commercial et l'amélioration des espaces publics, le quartier connaît une nouvelle perte d'attractivité à la fin des années 1998/99. Cela serait dû à l'inadaptabilité des logements par rapport à la demande. Toutefois, le nombre d'habitants a aujourd'hui augmenté et la vacance est plus faible.

La part de la population immigrée dépasse 30 % contre 12 % pour l'ensemble de la commune et 26 % en moyenne dans les quartiers prioritaires de l'agglomération du Pays de Montbéliard. La population du quartier est assez jeune car les moins de 20 ans représentent 27 % de la population contre 24 % pour la commune.

Les plus de 60 ans sont moins nombreux : 16 % de la population du quartier contre 26 % pour la commune.

FORMATION ET EMPLOI

La part des non diplômés est supérieure chez les femmes (36 %) à celle des hommes (33 %).

Le taux d'emploi est inférieur à la moyenne communale sur toutes les tranches d'âges.

Le taux d'emploi des femmes âgées entre 15 et 64 ans se limite à 33 % contre 54 % dans l'agglomération du Pays de Montbéliard.

Le taux de chômage en 2009 pour Les Fougères était de 34,5 %.

La part des demandeurs d'emploi de longue durée au 31 décembre 2012 pour Les Fougères était de 46 % contre 44 % pour la commune. La part des moins de 26 ans parmi eux est de 16,5 % contre 18 %.

REVENUS

Le revenu médian annuel par habitant et par unité de consommation est de 9 100 €. Il est inférieur à celui de l'ensemble de la commune qui est de 14 456 €.

La part des ménages fiscaux imposés en 2009 était de 55 % pour la commune mais seulement de 27,5 % dans le quartier en 2012.

SON HABITAT

La présence de trois bailleurs sociaux dans le quartier est une source d'émulation dans les projets. La diversification de l'offre de logements est également amorcée avec la mise en chantier de quinze logements par La Foncière et neuf logements en accession sociale à la propriété par Néolia. La part des locataires en 2010 pour Les Fougères était de 92 % contre 49,5 % pour la commune, parmi eux les locataires dans le social représentent 74,5 % des habitants du quartier contre 36 % pour l'ensemble de la commune.

SES ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

L'Association des œuvres éducatives (AOE) agréée centre social est située non loin du quartier. Le quartier dispose de la maison de l'enfant qui accueille et organise des activités autour de l'enfance.

Le centre commercial du quartier dispose d'une supérette, d'une pharmacie, d'un coiffeur et du local de Radio amitié, la dernière radio associative du Pays de Montbéliard disposant d'un rayonnement local.

Les opérations concernant les équipements sont la construction d'une salle de sport associative et l'aménagement de l'équipement public Maison et musée de l'enfant.

Il faut intégrer le quartier à la ville et les quartiers environnants, avec notamment la création d'une nouvelle voie à l'est de la commune (elle permettra la création d'une nouvelle zone d'urbanisation entre le quartier et le centre-ville).

Il faut également développer des liaisons piétonnières et paysagères avec l'environnement car les Fougères disposent d'une richesse et d'une diversité d'espaces verts aménagés qui lui confèrent une image de quartier vert.

Un conseil citoyen a été mis en place et s'implique énormément sur le dynamisme du quartier. Il est porté par une association créée à cet effet.

LORRAINE

PLATEAU DE HAYE, NANCY (MEURTHE-ET-MOSELLE)



La démarche entreprise pour la réalisation de ce rapport a mobilisé le Centre social et culturel La Clairière, présent sur le Plateau de Haye depuis “toujours”. Trois rencontres collectives en présence d’une dizaine de personnes identifiées par le centre social et le centre de ressources politique de la ville ont été organisées entre octobre et décembre 2015.

Jusqu’en 2014, le Plateau de Haye (récente appellation du quartier du Haut-du-Lièvre) constituait un seul et unique grand quartier en zone urbaine sensible. Avec la réforme de la politique de la ville, ce quartier se retrouve découpé administrativement en deux quartiers prioritaires : Plateau de Haye-Nancy-Maxéville et Plateau de Haye-Champ le Bœuf. Néanmoins, on peut considérer que le “territoire de vie” des habitants dépasse ces découpages, regroupe ces nouveaux quartiers administratifs, mais aussi d’autres territoires limitrophes, anciens ou nouveaux. De même, la zone d’influence du Centre social La Clairière, implanté entre les deux quartiers, s’étend sur l’ensemble du Plateau de Haye, dont on peut estimer la population à plus de 10 000 habitants. On peut juger que la population locale est aussi fidèle que mobile à ce territoire, puisque près de 40 % partent du territoire dans les quatre années, mais aussi, a contrario, à peu près la même proportion réside sur le Plateau depuis plus de 10 ans.

Situé au nord de Nancy, le Plateau de Haye est resté longtemps replié sur lui-même. Il est un des quartiers emblématiques de la politique de la ville sur le Grand Nancy et fait l’objet aujourd’hui d’un vaste programme de réhabilitation, en lien avec l’Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Il est prévu d’ici à 2020 que le nouveau quartier comporte plusieurs centaines de nouveaux logements, des activités, des commerces, des équipements. D’ores et déjà, l’image physique du Plateau de Haye s’est véritablement transformée ces dernières années. À n’en pas douter, certaines formes de mixité (sociale et fonctionnelle) ont vu le jour. Au gré des étapes de sa rénovation urbaine et de son extension sur un espace constitué auparavant d’immenses carrières (création de + de 800 logements sur les carrières Solvay), s’y sont installés une agence postale, un centre commercial, un stade, des entreprises, une prison... Une zone franche urbaine y a été créée. Un parc forestier et des jardins partagés ont aussi été aménagés. Le tout bénéficie désormais d’une ligne de bus (Stanway) à haut niveau de service qui dessert le quartier depuis quelques années maintenant.

CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES DES HABITANTS

Le Plateau de Haye est un quartier historiquement jeune : presque la moitié des habitants a moins de 30 ans. 25 % de la population a moins de 14 ans, ce qui correspond à la moyenne des quartiers concernés par ce rapport. L’indice de jeunesse est compris entre 2,3 (pour Nancy-Maxéville) et 3,6 (pour Champ le Bœuf), ce qui signifie que les jeunes de moins de 18 ans sont entre 2,3 et 3,6 fois plus nombreux que les personnes de 60 ans et plus.

Le taux de scolarisation des 16-24 ans est relativement bas, puisqu’il s’élève à 53,5 % pour Nancy-Maxéville, et à 63,5 % pour Champ le Bœuf. 80 % de la population est sans diplôme ou avec un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat.

1 500 enfants sont scolarisés dans les établissements ÉCLAIR (écoles, collèges, lycées pour l’ambition, l’innovation et la réussite) du quartier.

La part des familles monoparentales est comprise entre 7 et 11 %.

C'est un quartier à bas revenus puisque le revenu médian s'élève à 6 600 € et il est constitué à 54 % par le revenu d'activité.

Le taux de pauvreté (au seuil de 60 %) est élevé comparativement aux autres quartiers concernés par le rapport puisqu'il atteint 54 %.

La part d'allocataires CAF dont le revenu est constitué à 100 % de prestations sociales est supérieure à 30 % et de 30 à 35 % d'entre eux perçoivent le RSA.

Le quartier est touché par le chômage puisque la part des ménages avec au moins une allocation chômage (hors RSA) s'élève à 28 %.

50 % des ménages sont sans voiture alors que dans l'ensemble de la Communauté urbaine du Grand Nancy, ce chiffre est de 28 %

Il semble que les efforts déployés ne suffisent pas à enrayer la précarité du quartier.

ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET ASSOCIATIF

Le quartier bénéficie d'un large panel de dispositifs, de structures et de mesures mis en œuvre pour l'alphabétisation, l'insertion, l'emploi, l'aide sociale, l'accompagnement, l'éducation populaire... Les intervenants publics et associatifs y sont nombreux. Ils constituent potentiellement une richesse. D'aucuns estiment même qu'ils sont en surabondance. Néanmoins, le rapport au nombre d'habitants et à leurs situations suffirait à atténuer cette présomption. Compte tenu de la nature du quartier, il est clair qu'il n'y a pas de surreprésentation institutionnelle et encore moins associative. Mais aussi, et surtout, une observation plus appuyée nous démontre la fragilité du tissu associatif et les limites d'un fonctionnement s'appuyant essentiellement sur des postes aidés (adultes-relais, contrats d'accompagnement à l'emploi, contrats d'avenir, emplois aidés de la Région [Initiative régionale pour le lien social], ...).

Les mutations subies par le quartier ces dernières années ont fragilisé le tissu associatif. En effet, la majorité des associations du quartier sont confrontées à de réelles difficultés et se trouvent face à un avenir pour le moins incertain. En particulier, leur financement par des mesures d'insertion et leur encadrement basé sur des emplois aidés, fragilisent l'ensemble des structures. La vie associative pléthorique, dense et riche en apparence, est donc à relativiser sérieusement. La nature même des problèmes rencontrés sur le quartier nécessite expérience, compétences et professionnalisme, que la présence importante (quand elle n'est pas exclusive) de postes aidés ne permet pas de pallier ni de résoudre.

Ces postes ne suffisent pas à masquer la fragilité de nombreuses structures. Cet état de fait ne permet plus de développer des projets ambitieux, de mener à bien les finalités qui ont présidé à la naissance de ces associations, et contraint même parfois à faire avorter les missions d'offres de services pour lesquelles elles sont pourtant financées.

Ces contraintes sont sources de tensions inter-associatives, d'appauvrissement du tissu associatif, de repli sur soi de certaines structures, voire de développement unique d'activités productrices de financement aux dépens de logiques de projet et de territoire qui sont indispensables dans un tel contexte social.

CITÉ DU FURST, QUARTIER DE FOLSCHVILLER (MOSELLE)



Trois centres sociaux, le Centre social Marcel Martin, implanté sur le ban des communes de Folschviller et Valmont, le Centre social Mosaïque situé à Hombourg-Haut et le Centre socioculturel de Sarreguemines ont mené une démarche conjointe pour le recueil des paroles d'habitants en vue de la réalisation de ce rapport. Trois rencontres collectives ont eu lieu entre novembre 2015 et janvier 2016 qui ont réuni une dizaine de personnes identifiées par les trois centres sociaux et le centre de ressources politique de la ville.

Le Centre social Marcel Martin se trouve à l'interstice de différents habitats : le "Village", des lotissements et le quartier du Furst. Son implantation au centre de la ville permet d'avoir un rayonnement adapté pour les habitants.

Le quartier du Furst, zone urbaine sensible qui s'étale sur deux communes, Folschviller et Valmont, compte 1 440 habitants. Il a bénéficié du contrat urbain de cohésion sociale du Pays Naborien (Folschviller, Valmont, Saint-Avold et L'Hôpital) et d'un programme de réussite éducative. La population de la cité représente 59 % de l'ensemble de la commune de Folschviller.

Malgré un ressenti général de paupérisation et d'augmentation de la précarité des locataires, partagé avec le principal bailleur, la Société SNI, les communes de Folschviller et Valmont ne bénéficient pas de la dotation de solidarité urbaine et ne font pas l'objet d'un projet de rénovation urbaine.

Grâce à la présence du Centre social Marcel Martin et de l'ensemble des acteurs, la situation actuelle du quartier paraît calme et le quartier bénéficie d'un changement d'image positif depuis plusieurs années. Mais la perte de financements, le recul identitaire de la population, l'isolement d'une partie des habitants fragilisés peuvent contribuer à déstabiliser l'environnement du centre social, du quartier et de son territoire.

CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES DES HABITANTS

La population est relativement jeune : l'indice de jeunesse s'élevait à 2 en 2009, ce qui signifie que les jeunes de moins de 18 ans sont deux fois plus nombreux que les personnes âgées de 60 ans et plus.

La part des familles étrangères est de 24,5 %, tandis que la part des familles monoparentales ne représente que 4,5 % des ménages.

FORMATION ET EMPLOI

La part de la population sans diplôme ou avec un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat s'élève à 87 %. Le taux de scolarisation est relativement bas puisqu'il atteint 42 % seulement. La part des employés et ouvriers dans la population active est très élevée : 85 % de la population. La part des ménages concernés par une allocation chômage est de 30 %.

REVENUS

Le revenu médian par unité de consommation atteignait 10 400 € en 2011 tandis que le taux de pauvreté (au seuil de 60 %) était de 38 %.

La part d'allocataires CAF dont le revenu est constitué à 100 % de prestations sociales est comprise entre 15 et 20 %. De 20 à 25 % des allocataires CAF perçoivent le RSA.

La population tend à se paupériser : de plus en plus de personnes retraitées sollicitent des aides financières et le nombre de personnes à bas revenus, qui connaissent des situations d'emploi précaire et ont des difficultés à faire face à leurs charges familiales, est en augmentation.

SON HABITAT

La cité du Furst, cité ouvrière des Houillères du Bassin de Lorraine-Charbonnage de France de plus de 1 000 logements, est située sur le ban de Valmont. Son habitat se compose, pour sa partie la plus ancienne, de logements individuels. Et plus récemment de logements collectifs bas. La cité borde le château de Furst.

La SNI, principal bailleur, dispose de 668 logements sur Folschviller. En 2012, de nombreux relogements ont été opérés en raison d'une vacance importante à la SNI Sainte-Barbe. Beaucoup de ces personnes relogées font l'objet d'un suivi (RSA, problèmes éducatifs).

SES COMMERCES ET ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ

Situé à proximité du centre-ville de Folschviller, le quartier du Furst dispose de nombreux commerces et équipements de proximité : un pôle d'équipements administratifs (mairie, poste), sportifs (gymnases, des city stades, stade de football, terrains de tennis), culturels (centre socioculturel, bibliothèque municipale, école de danse et de musique, salle des fêtes), médicaux (pharmacies, médecins généralistes, kinésithérapeutes, infirmières libérales), sociaux (banque alimentaire, vestiaire social, centre médico-social, centre communal d'action sociale, club de prévention spécialisée), et commerciaux (galerie commerciale, boulangeries, restaurations rapides).

Depuis 2014, une Maison de la famille et des services rapproche les services comme le vestiaire social, la banque alimentaire, les services sociaux du département, un lieu d'accueil parents-enfants, la bibliothèque, l'accueil de la petite enfance, quelques activités de l'Association culturelle de Folschviller, des HLM et de la population du quartier du Haut de Furst.

À noter que la communauté turque fréquente sa propre structure socioculturelle.

LES CHÊNES, HOMBURG-HAUT (MOSELLE)

Le Centre social Mosaïque était situé au sein de la Cité des Chênes avant d'être détruit par un incendie à l'été 2015. Alors qu'il avait déménagé dans les locaux d'une ancienne école municipale d'un quartier voisin en novembre, il a été de nouveau incendié en décembre 2015. L'équipe du centre social qui est actuellement hébergée à la salle des fêtes, travaille avec les partenaires à la construction de nouveaux locaux dans la Cité des Chênes.

La Cité des Chênes, qui compte 2 000 habitants sur les 7 440 recensés en 2010 sur la commune de Hombourg-Haut, est un quartier isolé, mal desservi par les transports en commun, comptant très peu de commerces et un faible tissu associatif.

CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES

La Cité des Chênes est un quartier relativement moins jeune que les autres quartiers concernés par le rapport : 19 % de la population a moins de 14 ans (contre 24 % en moyenne pour les autres quartiers). L'indice de jeunesse est de 2 ce qui signifie que les jeunes de moins de 18 ans sont deux fois plus nombreux que les personnes âgées de 60 ans et plus.

Le taux de scolarisation des 16-24 ans est de 51 % et 82 % de la population est sans diplôme ou avec un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat, taux de 10 points supérieur à la moyenne des quartiers concernés par le rapport.

La part des familles monoparentales s'élève à 7,5 %.

Le taux de pauvreté (au seuil de 60 %) atteint 41 % (ce qui équivaut à la moyenne des autres quartiers concernés par le rapport).

La part des ménages avec au moins une allocation chômage (hors RSA) s'élève à 23,5 %.

BEAUSOLEIL, SARREGUEMINES



Même si le Centre socioculturel de Sarreguemines est implanté en dehors des deux quartiers prioritaires de la commune, Beausoleil et Vieille Ville et Ville Haute, il est la seule structure d'animation présente sur la commune.

Le quartier Beausoleil compte 1 140 habitants sur les 21 540 recensés en 2010 sur la commune de Sarreguemines qui se situe au sein de la communauté d'agglomération de Sarreguemines Confluences (51 816 habitants).

CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES DES HABITANTS POUR LE QUARTIER BEAUSOLEIL

Beausoleil est un quartier jeune : un habitant sur quatre a moins de 14 ans, ce qui correspond à la moyenne des quartiers concernés par le rapport. L'indice jeunesse est de 2,9, ce qui signifie que les jeunes de moins de 18 ans sont presque trois fois plus nombreux que les personnes âgées de 60 ans et plus.

Le taux de scolarisation des 16-24 ans s'élève de 42,5 % et 89 % de la population est sans diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat, ce qui représente le taux le plus élevé des personnes sans diplômes comparativement aux autres quartiers concernés par le rapport.

La part des familles monoparentales s'élève à 11 %.

C'est un quartier à bas revenus puisque le revenu médian s'élève à 6 800 € et il est constitué à 53 % seulement par le revenu d'activité.

Le taux de pauvreté (au seuil de 60 %) est élevé comparativement aux autres quartiers concernés par le rapport puisqu'il atteint 55 %.

La part des allocataires CAF dont le revenu est constitué à 100 % de prestations sociales est comprise entre 25 et 30 % et 35 % d'entre eux perçoivent le RSA.

Le quartier est touché par le chômage puisque la part des ménages avec au moins une allocation chômage (hors RSA) s'élève à 29 %.

CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES POUR LE QUARTIER VIEILLE VILLE ET VILLE HAUTE

Vieille Ville et Ville Haute est un quartier moins jeune que les autres quartier concernés par ce rapport puisque l'indice jeunesse est de 1,4, ce qui signifie que les jeunes de moins de 18 ans sont 1,4 fois plus nombreux que les personnes âgées de 60 ans et plus.

Le taux de scolarisation des 16-24 ans est faible : il s'élève de 36 %.

71 % de la population est sans diplôme ou avec un diplôme de niveau inférieur au baccalauréat.

La part des familles monoparentales s'élève à 11 %.

Le revenu médian du quartier s'élève à 9 800 €.

La part des allocataires CAF dont le revenu est constitué à 100 % de prestations sociales est comprise entre 25 et 30 % et 30 à 35 % d'entre eux perçoivent le RSA.

Le quartier est touché par le chômage puisque la part des ménages avec au moins une allocation chômage (hors RSA) s'élève à 23,5 %.

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

BON SECOURS - LE CANET, MARSEILLE (14^e ARRONDISSEMENT)



La démarche entreprise pour la réalisation de ce 3^e rapport biennal a mobilisé le Centre social Saint-Gabriel, situé à l'interstice des quartiers Bon Secours et Le Canet, au sud du 14^e arrondissement de Marseille, le plus grand de la ville. Dix personnes qui ont grandi dans le quartier se sont rencontrées à trois reprises au Centre social Saint-Gabriel pour échanger sur leurs parcours.

Le 14^e arrondissement de Marseille est composé de sept quartiers : Les Arnavaux, Bon Secours, Le Canet, Le Merlan, Saint-Barthélemy, Saint-Joseph et Sainte-Marthe. Le Canet, quant à lui, est célèbre pour son histoire construite autour de l'église Notre-Dame de l'Espérance. De son cimetière, on peut apercevoir la mer, dominée par le mausolée Vanverberghe dans lequel repose Francis le Belge, l'un des plus célèbres parrains marseillais.

Ce territoire présente un tissu urbain assez diversifié (habitat ancien, lotissements en copropriété, logements sociaux). Sur 8 590 logements, plus de 30 % sont des logements sociaux. Deux copropriétés sont dégradées, les Rosiers et Maison Blanche. Si le marché de l'immobilier est reparti à la hausse, il n'y a pas pour autant de redistribution des logements sociaux. La régulation du logement se fait par le privé.

À l'image des autres quartiers populaires de la ville, Le Canet et Bon Secours sont frappés par la crise économique et en même temps font l'objet d'un phénomène d'embourgeoisement. Ils subissent de fortes tensions par la juxtaposition de poches de concentration de précarité et d'îlots stables, tel le groupe Paul Strauss, véritable patrimoine familial où le noyau villageois des maisons à caractère bourgeois côtoie des appartements insalubres.

Le territoire a un accès direct sur l'autoroute A7. Cependant, la circulation est engorgée par les poids lourds du fait des zones industrielles importantes autour du Canet.

Le quartier du Canet est appelé à être mitoyen, voire englobé dans le périmètre du projet Euro-méditerranée.

PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES HABITANTS

Le quartier Bon Secours comprenait 11 288 habitants au recensement 2011, Le Canet, 10 802 habitants. La population de la zone de vie sociale du Centre social Saint-Gabriel a diminué de 7 % entre 2006 et 2011. Cela représente une diminution d'environ 1 500 personnes. Ce mouvement est davantage marqué dans le quartier du Canet (- 13 %) que dans celui de Bon Secours (- 3 %). De tels mouvements démographiques peuvent également être observés – mais dans une moindre mesure – à l'échelle du territoire du 14^e arrondissement de Marseille (- 1 %). La commune de Marseille et le département des Bouches-du-Rhône, a contrario, enregistrent sur la même période intercensitaire des soldes démographiques (faiblement) positifs.

La structure par âge de la population de la zone de vie sociale du Centre social Saint-Gabriel est à l'image de celle observable à l'échelle du territoire du 14^e arrondissement de Marseille. Elle se caractérise principalement par le poids relativement élevé des 0-14 ans dans la population résidente. En effet, 27 % des habitants ont moins de 14 ans contre seulement 18 % à l'échelle des territoires de la commune de Marseille ou du département des Bouches-du-Rhône.

La part de la population âgée de 60 ans ou plus y est inférieure à celle observée dans les territoires de Marseille et des Bouches-du-Rhône. 20 % des habitants de la zone de vie sociale ont 60 ans ou plus contre 24 % en moyenne dans ces deux zones de comparaison.

CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES

Le taux de chômage (au sens du recensement de la population) des 15-64 ans observé à l'échelle de la zone de vie sociale est très légèrement inférieur à celui mesuré à l'échelle du 14^e arrondissement (27 % contre 28,5 %). En revanche, il est de 10 points supérieur à celui observé au niveau de la commune de Marseille et de 14 points supérieur à celui observé à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône.

Le taux de chômage des 15-24 ans est de 48 % dans la zone de vie sociale du centre social. Il est inférieur à celui observé à l'échelle du 14^e arrondissement (54 %). Il est en revanche très largement supérieur aux valeurs enregistrées au niveau de la commune de Marseille et du département des Bouches-du-Rhône (respectivement égales à 35 % et 30 %)

Les taux d'allocataires du RSA et du RSA socle observés à l'échelle de la zone de vie sociale du centre social sont supérieurs à ceux observés à l'échelle du territoire du 14^e arrondissement de Marseille (+ 2 points) et très largement supérieurs à ceux observés dans les territoires de comparaison. Les taux enregistrés au niveau de la zone de vie sociale sont deux fois supérieurs à ceux caractérisant la ville de Marseille et trois fois supérieurs à ceux observés à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône.

Les taux d'allocataires du RSA observés dans le quartier du Canet sont légèrement supérieurs à ceux observés dans le quartier de Bon Secours.

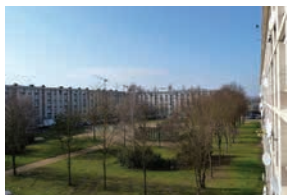
Le seuil de bas revenus en 2013 était de 1 021 € incluant les prestations sociales, il représente 60 % du revenu médian sur Marseille (1 700 €).

DES SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PEU NOMBREUX

Deux supermarchés, des commerces de proximité, huit groupes scolaires, trois collèges, un bureau de poste, pôle emploi, une mission locale, le siège de la CAF des Bouches-du-Rhône, enfin le centre social dont les nouveaux locaux représentent un équipement structurant sur les deux territoires. Peu d'association si ce n'est le comité d'intérêt de quartier (CIQ), deux clubs sportifs, une association de locataires et des groupements de parents d'élèves non affiliés à une fédération.

PICARDIE

PLATEAU ROUHER, CREIL (OISE)



Menée avec le Centre social Georges Brassens, qui est présent depuis 31 ans dans le quartier, la démarche a mobilisé onze personnes. L'Espace picard pour l'intégration, centre de ressource politique de la ville, a contribué à la mise en place de l'action et à la retranscription écrite des entretiens.

LE QUARTIER ET SON ENVIRONNEMENT

Le quartier Rouher regroupe près de 12 000 habitants, ce qui représente environ 33 % de la population de Creil estimée à près de 36 000 habitants. De tradition industrielle (production de faïence depuis le XIX^e siècle), la ville de Creil revendique son histoire ouvrière et sa diversité culturelle avec près de cent huit nationalités issues des immigrations successives. Classé en quartier pour le développement social des quartiers dès 1982, le quartier Rouher est aujourd'hui quartier de la politique de la ville. Il compose avec deux autres quartiers situés sur les hauteurs creilloises et nouvellement déclarés quartier de la politique de la ville, les Hauts de Creil.

Concernant les dispositifs que la ville met en œuvre, il y a, sur la thématique emploi, la mission locale de la vallée de l'Oise. Sur la thématique prévention et sécurité, la ville est signataire d'un contrat local de sécurité, lequel a intégré la stratégie intercommunale de prévention de la délinquance et de la sécurité. Sur la thématique éducation, la ville fait l'objet d'un programme de réussite éducative. Enfin, et parce qu'un des problèmes prioritaires du bassin creillois reste sa couverture en matière de soins, la ville de Creil s'est engagée, depuis 2011, dans une démarche d'atelier santé ville qui l'a conduite à signer un contrat local de santé fin 2014.

Le quartier est dans la dernière phase de rénovation urbaine. Une convention avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine a été signée en septembre 2007. Le projet de rénovation urbaine du quartier Rouher, porté par la ville de Creil en partenariat avec les bailleurs, concerne près de 12 000 habitants et 4 000 logements. Il vise à requalifier en profondeur un bâti construit dans sa grande majorité il y a plus de cinquante ans. Le rajeunissement du quartier se concrétise par la construction de logements neufs, la résidentialisation de certains bâtiments, la création de voies de circulation douce, la plantation d'arbres, d'arbustes et de plantes à proximité immédiate des logements, l'aménagement de squares et d'équipements ludiques (aires de jeux, terrains multisports), la pose de mobiliers urbains (bancs, corbeilles florales) et d'éclairage public, la création de parkings et la construction d'équipements publics. Le Centre social Georges Brassens a intégré début 2015 ses nouveaux locaux, bâtis dans le cadre du programme de rénovation urbaine.

L'HABITAT

Situé au Sud-Ouest de la ville, sur un plateau qui domine la vallée de l'Oise et le centre-ville historique, le quartier Rouher, aussi appelé Plateau Rouher, a pour l'essentiel été construit sur une dizaine d'années, entre 1955 et 1965, sous la forme d'immeubles collectifs sociaux gérés par différents bailleurs sociaux (urbanismes de barres et de tours).

Trois bailleurs sociaux sont présents sur le quartier Rouher : Oise habitat, le Logement francilien et la Société HLM du département de l'Oise. Sur les 4 076 logements que compte le quartier Rouher, 82 % sont des logements collectifs (données INSEE, mars 2011). Il s'agit d'un habitat de type social et de copropriétés. 63 % des logements sont des HLM et 86,5 % ont plus de cinquante ans, c'est-à-dire qu'ils datent de l'époque de la construction du quartier Rouher. On distingue l'existence d'une ancienne cité-jardin datant des années 1930 (le Parc Rouher), d'un

ensemble de pavillons en accession datant des années 1950 (cité Jean Biondi) et d'une importante copropriété de 999 logements (La Roseraie). Parmi les 83 % des ménages locataires, près de 67 % sont en HLM.

Le quartier n'étant pas suffisamment desservi du reste de la ville, notamment pour les piétons, une passerelle piéton-cycles au-dessus de l'Oise a été réalisée dans le cadre du PRU. Elle relie le quartier Rouher à la gare de Creil en passant par la côte à "Cri-cri" et l'île Saint-Maurice.

LES HABITANTS

La population du quartier est relativement jeune : 44 % des habitants ont entre 25 et 59 ans, un peu plus de 27 % se situent sur la tranche d'âge 0-14 ans et près de 17,5 % sur celle des 15-24. L'indice de jeunesse est de 3,2, ce qui signifie que les jeunes sont plus de trois fois plus nombreux que les plus de 60 ans.

En 2012, 17 % des familles étaient monoparentales contre 12 % en 2010. Pour 83 %, ces foyers sont composés d'une femme et 52 % d'entre elles ont au moins un enfant.

Fin 2009, 11 % des ménages du quartier étaient composés d'au moins six personnes. 34 % de la population du quartier est issue de l'immigration, le taux étant de 9 % au niveau national.

REVENUS

Le revenu médian du quartier par unité de consommation était de 8 014 € en 2009, composé pour 22 % par les prestations sociales (il était de 11 141 € pour la ville et de près de 20 000 € pour le département). 33,5 % de la population du quartier Rouher est une population à bas revenus. Plus de 8 % sont bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire. Au début de l'année 2009, on comptait 48,5 % des ménages installés depuis moins de cinq ans, ce qui révèle une relative mobilité résidentielle.

Rédaction : Catherine Foret

Création graphique et mise en page : Urbanitude

Photographies : Brice Retailleau (p.11), Perrine Détrie (p.29),
Jérémy Louis et la coordination Pas Sans Nous (p.19 et p.75), les
centres sociaux et les centres de ressources politique de la ville
impliqués dans la démarche

Achévé d'imprimer en novembre 2016

par l'imprimerie Bobillier

Ce troisième rapport national “Paroles et parcours d'habitants”, publié par la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et Question de Ville, association des directeurs des centres de ressources politique de la ville, rend compte de ce qui fait levier dans les quartiers, en donnant la parole aussi bien à des habitants qui y vivent qu'à toutes les personnes ou collectifs qui agissent au quotidien contre les préjugés et l'immobilisme. Des “passeurs de frontières” qui font mentir des vécus tout tracés, ouvrent de nouvelles voies possibles, tissent la confiance en l'avenir. En nous invitant à l'écoute de cette diversité, ce rapport a pour ambition de porter haut une image des quartiers populaires plus conforme à la réalité que celle à laquelle ils sont trop souvent renvoyés.



**Fédération des Centres Sociaux
et socioculturels de France**
10 rue Montcalm BP 379
75869 Paris Cedex 18
Tél. 01 53 09 96 16
fcsf@centres-sociaux.asso.fr
www.centres-sociaux.fr



Question de Ville
15, rue Catulienne
93200 Saint-Denis
Tél. 06 60 43 58 74
question2ville@gmail.com

avec le soutien de :



Prix : 12 €

ISBN : 978-2-9542887-2-7